



Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13045 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeurs : André Fontaine

MERCREDI 7 JANVIER 1987

Un budget américain irréaliste

Un président à l'hôpital, un gouvernement affaibli par un scandale qui va éliminer la chronique pendant encore de longs mois, une situation économique désespérément morose : il plane sur Washington, alors que se réunit, le mardi 6 janvier, le centième Congrès des États-Unis, une étrange atmosphère de fin de règne. Gâté par le succès - et par la chance - pendant ses six premières années de pouvoir, M. Reagan affronte depuis six semaines une situation entièrement nouvelle pour lui et qu'il risque fort de traîner comme un boulet jusqu'à la fin de son mandat, dans deux ans.

Habitué à l'offensive, l'homme qui avait promis de remettre l'Amérique debout se trouve sur la défensive, face à un Congrès dominé par ses adversaires démocrates. Au cours de cet étonnant interrègne ouvert par le décès des républicains aux élections du 4 novembre dernier, le centre du pouvoir que M. Reagan avait su fixer à la Maison Blanche s'est brusquement déplacé vers le Capitole, siège de parlementaires que le président a su trop tard dans le passé à juger « irresponsables » et qui pourraient, demain, lui faire payer les avances d'hier.

Le gouvernement face aux conflits sociaux

M. Chirac réaffirme sa politique de « rigueur » et de « solidarité envers les plus défavorisés »

M. Jacques Chirac a réuni, le mardi 6 janvier, l'ensemble du gouvernement à l'hôtel Matignon pendant une heure un quart, alors que la grève des services publics était diversement suivie.

Le premier ministre a rappelé les principes de l'action dont le gouvernement

particulièrement celui des jeunes.

« Cela suppose en particulier, a souligné M. Chirac, que l'on n'augmente pas les salaires dans des conditions qui, faussent le marché de l'emploi, se traduiraient en réalité par une hausse de dupes, les avantages immédiatement acquis étant instantanément repris par la hausse des prix. C'est un processus que nous avons connu. »

Il s'agit donc, a insisté M. Chirac, d'affecter nos disponibilités prioritairement à ceux qui sont les plus défavorisés, c'est-à-dire ceux qui cherchent un emploi et qui supportent les conséquences du chômage, « quel que soit leur âge ».

« C'est dans cette direction, a insisté le premier ministre, que

Carrefour du développement

Le juge Michau prépare de nouvelles inculpations

M. Gérard, directeur de la DST, aurait reconnu avoir fourni un « vrai faux » passeport à M. Chatter, à la demande de M. Pasqua.

PAGE 9

Tchad : Paris envisage une riposte limitée



Lire nos informations page 36

Tension dans le système monétaire européen

La Banque de France intervient massivement pour soutenir le franc.

PAGE 34

Trente mille Vietnamiens en Tchécoslovaquie

Travailleurs immigrés en « mission patriotique ».

PAGE 4

Les inégalités en Grande-Bretagne

Le Parti travailliste part en campagne contre l'accroissement des disparités entre le nord et le sud du royaume.

PAGE 4

Tentative d'attentat contre un juge d'instruction

Le magistrat, M. Brugère, est chargé des principaux dossiers concernant Action directe.

PAGE 10

Le Monde SCIENCES

Les « petits monstres » de M^{me} Le Douarin
Electrons sauteurs
L'écran des arbres
Pages 17 et 18

Le sommaire complet se trouve page 36

P

Présenté lundi, le projet de budget pour l'année fiscale 1988 constitue un parfait cheval de bataille. A peine dévoilé, il est dénoncé comme « totalement irréaliste » par les démocrates les plus modérés et comme un simple « point de départ » par les propres amis républicains du président.

Comme la magie du verbe, chère à M. Reagan, cette fois chiffrée ne joue plus. Le plafond imposé par le loi Gramm-Rudman au déficit 1988 - 108 milliards de dollars - a été scrupuleusement respecté. L'impaque prévue par le projet est de 107,8 milliards. Mais ce calcul repose sur un double pari : une croissance de 3,2 % en 1987, à laquelle aucun économiste américain ou international ne croit, et des économies de 42 milliards de dollars, dont la répartition provoquera une épave de forces entre la Maison Blanche et le Congrès.

Le credo du président - un peu plus d'armes, un peu moins d'aides sociales et de subventions, surtout pas d'impôts supplémentaires - se heurte à un scepticisme général, doublé, chez nombre de parlementaires, d'une franche hostilité politique. Entre les démocrates opposés à des coupes sévères dans les domaines sociaux et les élus des États agricoles peu soucieux de voir rogner les subventions aux producteurs, tous les éléments d'une rébellion sont réunis. Et les mesures d'accroissement des recettes sous forme de ventes d'armes fédérales ont un caractère de « gadget » peu encourageant.

Les analystes américains ne sont pas seuls à s'en alarmer. Les partenaires des États-Unis, tout aussi perplexés que Washington de l'urgence d'une forte réduction du déficit budgétaire de la plus grande puissance économique du monde occidental - et de surcroît premier débiteur de la planète, - n'envisagent pas de galetés de cœur les prochaines passes d'armes entre l'exécutif et le législatif.

Les incertitudes ont toujours alimenté la spéculation monétaire, et les tensions politiques outre-Atlantique pourraient, si l'on n'y prend garde, s'accompagner de turbulences dommageables pour l'ensemble de l'économie mondiale.

(Lire nos informations page 3.)

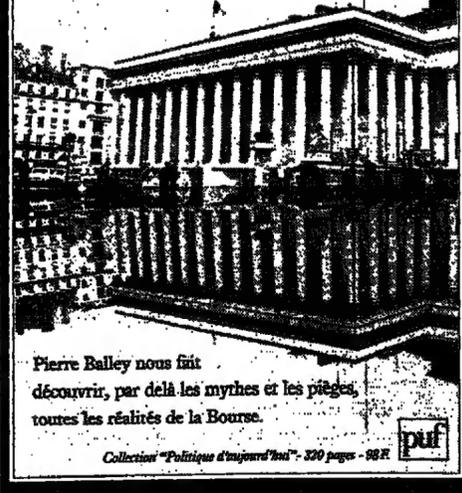
L'armée discrète d'un non-candidat à l'élection présidentielle

Voyage dans la maison Barre

M. Raymond Barre devait être, le mercredi 7 janvier, l'hôte de l'émission d'Antenne 2 « L'heure de vérité ». Bien qu'il cultive sa « non-candidature », l'ancien premier ministre a autour de lui des « réseaux » qui pourraient lui être très utiles au moment de l'élection présidentielle.

Il ne manque plus un bouton de gilet. Les troupes barristes attendent l'arme au pied. Surtout, prière de ne pas écouter le principal intéressé, inimitable dans son numéro de pas-encore-candidat-c'est-trop-tôt. De sa voix flûtée, Raymond Barre le répète pourtant de meeting en débat : « Quand on me pose la question de ma candidature à l'élection présidentielle, mesdames et messieurs, j'ai une réponse très au point. Je retourne la question à mon interrogateur en lui demandant ce qu'il en pense... » Bons gros rires des futurs non-électeurs du non-candidat. Franche rigolade des

Pierre Balley



Collection « Politique d'aujourd'hui » - 320 pages - 98 F

Huit mois après l'accident nucléaire

Oublier Tchernobyl...

Survivez il y a huit mois et demi, la catastrophe de Tchernobyl, plus grave accident de l'énergie nucléaire, a transmis l'opinion internationale. Sans pour autant entraîner la remise en cause de cette énergie, que craignaient les responsables. Tout a été fait pour l'oublier.

Dans la nuit du 25 au 26 avril 1986, un souffle d'apocalypse embrase le ciel de l'Ukraine. Tchernobyl avait un joli nom : absinthe (1). Il entre dans la sinistre mythologie des drames industriels.

A l'Est comme à l'Ouest, c'est la consternation. L'impossible est arrivé. Pour la première fois, une centrale nucléaire a explosé, tué et pollué à des kilomètres à la ronde. Pis, le nuage a débordé les frontières, gagné la Scandinavie, l'Europe, révélant une phobie antiméricaine mal éteinte. C'est l'accident majeur, appréhendé depuis trente ans par tous les responsables.

Une catastrophe humaine, mais aussi économique et politique. L'industrie nucléaire, gênée par la

recul des prix du pétrole, se remet à peine de son revers précédent - l'accident de Three Mile Island - pourtant vieux de sept ans et infiniment moins grave. Tchernobyl, en ressuscitant l'opposition antinucléaire va-t-il lui porter un coup fatal ?

Les gouvernements occidentaux s'inquiètent aussi. L'épreuve affaiblit l'Union soviétique, mais M. Gorbatchev, passé le premier flottement, ne se prive pas d'amalgamer les risques du nucléaire civil et militaire. On est en pleine bagarre sur le désarmement. Le poids des Verts européens peut être déterminant... Huit mois plus tard les nucléocrates respirent. Le bilan humain et écologique est lourd, mais à l'Est comme à l'Ouest ses « retombées » économiques et politiques ont somme toute été limitées. Les leçons de Tchernobyl ne seront pas tirées de sitôt.

« Nul ne pense aujourd'hui que Tchernobyl puisse avoir des conséquences notables sur les grands équilibres économiques de l'Union soviétique », écrit

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 32.)

(1) Tchernobyl désigne en russe une variété d'absinthe.

Débats

Cessons de légiférer

« Le difficile est de ne promulguer que des lois nécessaires (...), de se mettre en garde contre la fureur de gouverner, la plus funeste maladie des gouvernements modernes. » (Comte de Mirabeau.)

par GEORGES LAVAU (*)

Le retrait des deux projets dits Devaquet et Monory donne un répit, mais il ne donne aucune garantie que, après une « concertation » plus ou moins habile, ministres et législateurs ne reviennent pas aux mêmes erreurs de méthode (qui n'ont pas commencé en 1986...).

Au-delà de leurs intentions, de leurs mérites ou de leurs défauts, les réformes Fauré, Saunier-Seïté, Savary, Devaquet (pour les universités) et Haby, Bouillac, Chevènement, Monory (pour le secondaire),

parce qu'elles étaient des réformes centralistes d'Etat, cumulaient trois inconvénients (qu'aggravait la succession accélérée des réformes).
- Chacune s'articule autour d'une idée centrale dominante qui, d'une part, « vieillit » mal et, d'autre part, s'adapte mal à des situations très différentes, alors qu'elle est censée être une clé universelle d'un futur totalement maîtrisé par le réformateur (supposé seul détenteur d'un savoir infailible).

- Toutes ont été en fait le résultat de compromis non viables, parfois cyniques, entre une « bonne volonté » autoritairement réformatrice (facilement fascinée par des modèles mythifiés : « américain », « japonais », « qualité de la science ») et des concessions faites à des groupes catégoriels brandissant chacun leurs titres de propriété.

- Décidées par des autorités politiques et des pouvoirs d'Etat, toujours au lendemain de la « victoire » d'un camp sur un autre, toutes ces réformes - en même temps qu'essais plus ou moins rationnels d'organisation - sont aussi des revanches du camp partisan ou syndical - battu - au coup précédent.

Un changement radical

Il doit y avoir, certes, une relation entre enseignement initial et emploi, mais cette relation n'est ni directe ni linéaire : tant de variables (dont le temps, avec ses changements) s'interposent entre les deux termes de la relation ! Et puis l'ajustement dépend pour partie des choix qui seront faits quant aux créations d'emplois (notamment dans le secteur des services). Personne n'a, en janvier 1987, de solution sûre, capable de « tenir la route » sur les six à sept ans qui séparent la classe de seconde de la fin du second cycle du supérieur, moins encore sur les douze ans qui vont jusqu'à la confirmation du choix professionnel supposé définitif (après lequel on sait - et ceci de façon certaine - qu'il faudra encore réapprendre, comme on sait que les enseignants devront être mis à même de sans cesse réapprendre aussi bien leurs connaissances passées que leurs rapports à leurs élèves).

n'est pas une panacée et elle est difficile à mettre en œuvre, mais elle indique une voie : un équilibre entre sécurité et responsabilité. Ce qu'elle repousse, c'est l'idée sauvage de « concurrence » et de « sélection-porillon ».

3) Ces principes-cadres posés, deux idées directrices. La première est tout simplement de substituer à la chirurgie réformatrice des médecines douces, modestes, adaptables à des terrains très divers qui ont des pathologies et des ressources de récupération très différentes ; de tenir compte des moyens mobilisables sur place ; de prévoir des ajustements et des petits réglages en fonction des variations conjoncturelles. La seconde est de faire le pari qu'il y a partout des chefs d'établissement et des conseils intelligents, des élèves suffisamment mûrs - s'ils sont placés en face de leurs responsabilités et invités à prendre eux-mêmes les choses en main - pour faire eux-mêmes les « arrangements pratiques », contractuels et réglables.

4) Objectera-t-on qu'on vivra alors, vingt ans durant, dans un effroyable désordre ? Hélas ! nous y sommes déjà et, ou l'a vu, une réforme centrale crée d'autres désordres qui débordent le pire. Le vide législatif et réglementaire - « désordre » du Journal officiel et du Bulletin officiel, soit - n'est pas fatalement le désordre. Encadrés par les quelques principes-cadres posés par la commission des sages, les recommandations fragmentaires et les médécines douces pourraient s'articuler simplement les uns aux autres par des effets de contagion et d'adaptation, toujours pratiques. Rien n'interdit non plus d'imaginer que ces « expériences » soient éclairées par des instances de débat et de conseil aux niveaux régional et national dont ne serait évidemment écarté personne (et surtout pas les employeurs). Recteurs et inspecteurs se feraient conciller en organisation puisqu'ils ne seraient plus des applicateurs de circulaires.

Les « libéraux », prônant le « moins d'Etat » (mais avides de le coloniser), seraient fidèles à leurs idéaux proclamés. La gauche, qui se dit autogestionnaire (mais plus soucieuse de légiférer pour un bien absolu que d'éliminer pratiquement des maux concrets), prouverait sa cohérence. Tous les autres Français, qui régnent sans cesse d'être privés d'initiative et de responsabilités, ne manqueraient pas d'ouvrage.

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

ENSEIGNEMENT

L'agitation des esprits va succéder à celle de la rue sur la question de l'enseignement. Georges Lavau demande qu'on arrête les « réformes » et que l'on se borne à confier à une « commission des sages » le soin de fixer un petit nombre de principes-cadres. Souplesse, tel est le maître-mot que souhaitent promouvoir Jacques Colin et Hervé Mathe, afin que les passerelles se multiplient entre universités, grandes écoles et instituts professionnels.

Pour un « parcours sinueux »

Un étudiant doit pouvoir compléter un cycle universitaire classique par l'acquisition d'une qualification professionnelle en école.

par JACQUES COLIN et HERVÉ MATHE (*)

MÉCANISME complexe et fragile, l'enseignement supérieur français oscille entre la mission « historique » dont il est l'héritier, développement et transmission de la connaissance, et sa mission de formation professionnelle. Cette dernière mission consiste dans la vocation des grandes écoles ainsi que celle de certaines filières universitaires classiques : médecine, préparation au professorat, etc., ou plus récentes : IUT, IAE.

Dans un climat d'inquiétude légitime en matière d'emploi des jeunes, la mission de formation professionnelle apparaît, pour certains, comme l'axe prioritaire d'évolution des universités. Au risque d'occulter la dimension culturelle et de rompre ainsi l'équilibre de l'enseignement supérieur, ils proposent des réformes qui, faute d'en donner, soulèvent plus de passions qu'elles n'apportent de solutions.

Or la richesse de l'enseignement supérieur français réside dans son extrême différenciation. Plutôt que d'opposer entre elles ses différentes fractions, soit au nom de la culture, soit au nom de l'efficacité économique, nous pensons qu'il serait insuffisant de proposer d'établir des passerelles entre les différentes orientations et de favoriser la mise en œuvre de multiples cycles de formation issus d'initiatives locales. Ce processus conduirait notamment à une plus grande innovation pédagogique.

Quatre exemples

Un étudiant qui le désire doit pouvoir accomplir un « parcours sinueux », c'est-à-dire compléter un cycle universitaire classique par l'acquisition d'une qualification professionnelle en école, ou vice versa. Disposer d'une formation multiple constitue un atout grâce auquel un étudiant pourra s'adapter plus aisément au climat d'insécurité et de

changement permanent qui s'imposera au cours de sa vie active.

Nous voudrions rappeler quatre exemples de ces « parcours sinueux ».

- Certains étudiants des filières universitaires classiques, après avoir obtenu un diplôme de premier ou de second cycle, intègrent sur titre une grande école et y accomplissent de très bonnes scolarités ;

- A l'inverse, des élèves des grandes écoles complètent leurs études en rejoignant une formation par la recherche offerte en troisième cycle universitaire ; ils renforcent alors leurs aptitudes à comprendre et à gérer l'instable. La création du doctorat unique, sur le modèle international du Ph.D., a été considérée comme un élément renforçant l'attractivité de ce type de démarche ;

- Les instituts universitaires de technologie accueillent volontiers des étudiants issus d'un premier cycle universitaire souvent inachevé, de même qu'ils poussent leurs meilleurs étudiants à poursuivre leurs études, soit dans des filières classiques de l'université, soit, plus rarement, dans les grandes écoles ;

- A la demande, et avec le soutien financier d'entreprises ou de collectivités régionales, des formations spécifiques très pointues sont montées par des institutions d'enseignement ou avec les concours d'enseignants des universités et des grandes écoles. Elles s'adressent à des étudiants désireux de se professionnaliser rapidement, issus de l'université ou dans certains cas simplement titulaires du baccalauréat.

Ces quelques exemples, qu'il conviendrait de compléter par

(*) Respectivement maître-assistant à l'université Aix-Marseille-II et professeur à l'ESSEC.

l'extraordinaire palette de formations continues, montrent que, loin d'être condamné à une rigidité qui légitimerait peut-être le traitement de choc d'une réforme, le dispositif français d'enseignement supérieur peut faire preuve d'imagination, de souplesse et d'efficacité en jouant de ses diversités et de ses complémentarités.

La condition nécessaire au renforcement de cette dynamique est double. D'une part, les pouvoirs publics doivent laisser se développer, voire favoriser, les initiatives des acteurs du terrain. D'autre part les responsables politiques doivent s'abstenir de chercher à torquer les vocations des principales composantes du système éducatif.

Le point de vue défendu ici sera bien sûr taxé d'angélisme par tous ceux qui, au sein de l'enseignement supérieur, pratiquent la politique des « principautés ». Ceux-là trouveront plus pour faire de leur établissement ou de leur unité d'enseignement une citadelle qu'ils proposent de toutes les autres avec une extrême vigilance que pour se constituer en réseau afin de profiter des synergies possibles. Ces attitudes s'expliquent mais elles conduisent à priver les étudiants, et plus globalement la collectivité tout entière, d'une part importante des ressources potentielles que recèle l'enseignement supérieur français.

COURRIER DES LECTEURS

« Est-ce ainsi que les hommes vivent ? »

Dans son petit article sur les obèses de Mollat, Gabriel Logez rapporte un fait très éloquent : l'arrivée au Père-Lachaise, une fois la cérémonie achevée, d'un jeune homme seul portant dans ses bras une gerbe musculeuse où figurait en lettres dorées sur fond de satin rouge l'inscription : « Est-ce ainsi que les hommes vivent ? »

Il s'agit, elle ne le dit pas, d'un vers d'Aragon tiré du Roman inachevé (Folio/Gallimard, page 73) : « Est-ce ainsi que les hommes vivent ? Et leurs baisers au loin les suivent. »

LUCE-CLAUDE MAITRE, Paris.

Détournement de Hugo

Ce qui est intellectuellement scandaleux, c'est de voir M. Biot (le Monde du 23 décembre) embrigader Victor Hugo. Non seulement parce que le voisinage de Taine lui va mal, mais parce que Hugo, vrai démocrate qui porta avec fierté son titre de « représentant du peuple », n'a jamais été de ceux qui ont opposé les pratiques référendaires ou plébiscitaires à l'« ochlocratie ». Que M. Biot lise Napoléon-le-Petit : il y verra comment le peuple, scénarisé, encadré et quelconque peu fascilé par un « établissement » bien-pensant, tombe dans le panneau du plébiscite, et y perd son âme même. Il est vrai que, pour Victor Hugo, les bandits ne sont pas tous dans la rue.

JEAN GAUDON, professeur de littérature française à l'université Paris-XII.

« Il faut mieux » et « Il vaut mieux »

Une faute de français est en train de se répandre avec une vitesse inquiétante : il s'agit de la confusion opérée dans le langage courant, et notamment dans la presse parisienne, entre les deux locutions verbales « il faut mieux » et « il vaut mieux ».

Un exemple parmi tant d'autres : celui de Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1 le 15 décembre dernier. Interrogé par Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, qui venait d'évoquer les risques d'attentats terroristes dirigés contre les lycéens et étudiants, le journaliste lui pose la question suivante : « Est-ce qu'il ne fallait pas mieux le dire avant... ? » L'interrogation correcte aurait été : « Est-ce qu'il ne valait pas mieux... ? » En effet, Jean-Pierre Elkabbach voulait demander à son interlocuteur s'il n'était pas préférable d'indiquer par avance les menaces terroristes.

L'expression du préféral n'a jamais été formulée par la locution « il faut mieux », qui exprime au contraire une obligation. Un exemple pour illustrer le propos : « Il faut mieux dépenser si l'on veut éviter les gaspillages. » Cette phrase signifie que, dans le cadre d'une dépense dont on ne discute pas l'existence, il est obligatoire de mieux orienter les dépenses envisagées si l'on veut éviter les gaspillages. Autrement dit, l'adverbe mieux modifie l'infinitif dépenser, et non pas le présent faux, alors que dans il vaut mieux, l'adverbe mieux modifie le présent vaut, et non pas l'infinitif qui le suit.

Les raisons d'une telle erreur sont clairement identifiables : outre la parenté phonétique des deux mots (faul/vaut), on voit bien qu'il n'y a qu'un pas - intellectuellement parlant - pour aller du préféral à l'obligatoire et pour faire de ce qui est préférable une quasi-obligation.

PIERRE SOUBELET, commissaire de la République de la région de Bourgogne et de la Côte-d'Or.



CA C'EST NEUBAUER

309 SPÉCIALE

du 10 janvier au 10 février

le mois du crédit

chez NEUBAUER

Taux exceptionnel de 12% sur 12, 24 ou 36 mois*

* sous réserve d'acceptation du dossier par notre organisme bancaire agréé

Reprise minimale 5000 F pour tout achat d'une PEUGEOT neuve en livraison immédiate

NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service !

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 620572 F
Téléphone : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauré (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur, Administrateur général : Bernard Wouts, Rédacteur en chef : Daniel Verdet, Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapeur LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde (USPS 785-910) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde c/o Speedpress, 45-48 30th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpress U.S.A., P.M.C., 45-45 30th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

سكوا من الأمل

Etranger

La santé de M. Reagan et la rentrée parlementaire aux Etats-Unis

Le président américain serait en « excellente forme » après son opération de la prostate

Washington (AFP). — L'opération de la prostate à laquelle s'est soumis, le lundi 5 janvier, le président Reagan, s'est apparemment déroulée sans problèmes. Quelques heures après l'intervention, la Maison Blanche a publié un communiqué indiquant que M. Reagan était « en excellente forme » et qu'« aucune complication » n'était signalée.

L'opération a duré environ une heure. Le médecin personnel du président, le colonel John Hutson, a précisé que les tissus prélevés à cette occasion n'ont pas révélé la moindre trace de cancer.

Le chef de l'exécutif américain a été placé sous anesthésie locale et il est resté conscient, a indiqué, pour sa part, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Spink. A la demande de M. Reagan, l'opération qui s'est déroulée à l'hôpital naval de Bethesda (Maryland), près de Washington, n'a pas été effectuée par des médecins militaires, mais par une équipe de chirurgiens civils, dirigée par le docteur David Uzz.

Pour cette intervention, il n'a pas été nécessaire que M. Reagan procède à une passation des pouvoirs au vice-président George Bush, comme cela avait été le cas lors d'une précédente

opération du président, sous anesthésie complète, en 1985.

Selon la Maison Blanche, M. Reagan, qui fêtera le mois prochain son soixante-seizième anniversaire, devrait reprendre ses activités normales dans trois ou quatre jours. Mardi, il devait subir un examen général au scanner pour vérifier qu'aucune métastase ne s'était développée depuis son opération d'un cancer au côlon en 1985. Dimanche, de premiers examens avaient permis de détecter quatre polypes bénins sur le même organe, aussitôt prélevés par les médecins.

La santé de M. Casey

D'autre part, selon le chaîne de télévision ABC, le directeur de la CIA, M. William Casey, ne se serait pas remis de son opération du cerveau pratiquée d'urgence le 18 décembre et il ne reprendra probablement pas ses fonctions. M. Casey serait pleinement conscient, mais il ne pourrait ni marcher, ni parler, ni sentir le côté droit de son corps, indique ABC.

Parmi les possibles successeurs de M. Casey, les noms les plus fréquemment avancés sont ceux de M. Vernon Walters, actuel ambassadeur américain aux Nations unies, et des anciens sénateurs John Tower et Howard Baker.

Le projet de budget de 1 024 milliards de dollars est jugé inapplicable par les démocrates

WASHINGTON de notre correspondant

M. Reagan a présenté, lundi 5 janvier, au Congrès, un projet de budget pour l'année fiscale 1988 dont l'unique nouveauté est le montant : 1 024 milliards de dollars. C'est en effet la première fois qu'un président américain propose de faire franchir aux dépenses fédérales ce seuil du million de millions, pour le reste, le moins qu'on puisse dire est que M. Reagan s'est montré à la fois fidèle à des priorités et des principes aussi connus que politiquement inapplicables.

S'il était suivi, la progression des dépenses militaires (3 % en termes réels) n'empêcherait donc pas de réduire de près de 40 % le déficit, ramené — d'une année sur l'autre et sans augmentation d'impôts — de 173 milliards à moins de 108 grâce à une combinaison de coupures de biens publics et de nouvelles coupes dans les budgets civils. Du renforcement de la défense au refus d'augmenter la pression fiscale, en passant par le désengagement économique et social de l'Etat, toute l'orthodoxie de la « révolution conservatrice » serait ainsi respectée, tandis que serait amorcé un retour marqué à la rigueur budgétaire.

Moderation pour le Pentagone

Le problème est que M. Reagan ne sera pas suivi, car sa démarche ignore aussi bien la perte d'autorité qu'il a subie depuis deux mois que le changement de rapports de force au Congrès, dont les deux Chambres sont désormais contrôlées par les démocrates. La seule concession faite à ces réalités tient à la modulation des ambitions présidentielles pour le Pentagone, puisqu'il n'est pas demandé, autorisations de programmes comprises, plus de 312 milliards contre 320 l'année passée.

Le Congrès n'en ayant alors débouqué que 293, la progression proposée par la Maison Blanche est la plus faible qu'elle ait tenté d'obtenir depuis 1981. Il n'en reste pas moins que cette somme représente près du tiers de l'ensemble des dépenses et que le seul programme d'initiative de défense stratégique (la « guerre des étoiles ») se verrait attribuer 5,2 milliards — semblant être ce qui avait été sollicité pour cette année, mais 63 % de plus que ce qui avait été voté.

Malgré ce très relatif effort de conciliation, il est en conséquence certain que le four budget de 1988 n'aura que peu de chose à voir avec le texte publié lundi, et pas seulement parce que les élections de novembre dernier ont fait perdre le Sénat aux républicains. Dès avant ces élections, M. Reagan avait, en effet, de plus en plus de mal à se faire suivre par beaucoup de ses propres amis politiques, qui commencent déjà à penser aux menaces que l'exécutive d'idéologie faisait peser sur l'avenir de leur parti.

Or si la rébellion était possible avant l'« Irangate », elle l'est beaucoup plus encore depuis, et il est frappant, de ce point de vue, que M. Robert Dole, chef de la minorité républicaine du Sénat et candidat notoire à la présidence, ait froidement qualifié, lundi, le projet de M. Reagan de « point de départ ». Les démocrates, eux, criaient au scandale et dénonçaient, comme le très modéré sénateur Glenn, « le budget le plus complètement irréaliste de l'histoire de notre pays ».

Et de fait, pas plus sur les bancs républicains que démocrates, on ne voit d'élus des régions agricoles (beaucoup de monde) disposés à voter une réduction de 8 % des dépenses du département de l'Agriculture, qui se traduirait par une diminution radicale (de 31 milliards actuellement à 26 milliards en 1988, puis à 18 milliards dans deux ans) des sommes consacrées au soutien des prix. Cette amputation peut être parfaitement justifiable, puisque le

soutien aux prix profite avant tout aux grosses exploitations et encourage une surproduction aux effets budgétaires exponentiels, mais, politiquement, c'est de la dynamique à l'heure où les fermiers américains sont en pleine déconfiture.

De même, on ne voit pas où seraient les majorités plus favorables que l'an dernier à la réduction, souvent massive, ou à l'élimination complète de programmes fédéraux d'aide à l'habitat, de bourses et prêts aux étudiants, d'assistance sociale et de soutien à l'habitat bon marché ou au développement des réseaux de transports en commun.

Trois secteurs en augmentation

Des consensus devraient en revanche se dégager sur au moins trois augmentations d'enveloppe. Celle de la NASA d'abord, à laquelle il est proposé d'allouer 9,5 milliards contre 7,8 milliards pour l'année fiscale en cours, ce qui devrait être accepté sans difficulté car les revers subis en 1986 ont fait profondément craindre que les Etats-Unis ne puissent se laisser distancer dans la conquête de l'espace.

Les 28 % d'augmentation demandés en faveur de la lutte contre le SIDA, qui bénéficierait donc de plus d'un demi-milliard, devraient également être débloqués sans opposition, tant ce fléau est devenu familier aux Américains.

Le budget des affaires internationales (19 milliards) devrait enfin recevoir une partie au moins de l'augmentation demandée, car M. Schultz jouit d'une excellente réputation au Congrès et il semble avoir réussi à persuader les élus que, trop rogné sur les crédits aux pays amis, ils mettaient à mal la crédibilité américaine. Le secrétaire d'Etat paraît pouvoir également arracher une part substantielle des 1 300 millions supplémentaires qu'il réclame pour compenser les coupes de l'an passé et apaiser la mauvaise humeur des Etats s'abritant des bases américaines. Si les aides traditionnelles (notamment à Israël et à l'Egypte) ne doivent faire réellement problème, les 105 nouveaux millions demandés pour la guérilla antisandiniste donneront, en revanche, lieu à l'une des plus sérieuses batailles parlementaires des mois à venir.

Au total, l'argent qui sera refusé au Pentagone ne suffira pourtant pas à compenser celui qu'on refusera de retrancher aux dépenses civiles. Les occasions d'arbitrage de

l'Etat — notamment Amtrak, le réseau de trains de voyageurs — par lesquelles M. Reagan propose de faire rentrer quelque 11 milliards dans les caisses pourraient donc être partiellement entravées par le Congrès, mais au bout du compte il faudra inévitablement choisir entre une augmentation de la pression fiscale et un déficit supérieur à la limite de 108 milliards théoriquement fixée par la loi Gramm-Rudman de retour à l'équilibre d'ici à 1991.

Le projet de M. Reagan respecte ce plafond, et l'arme qu'il s'est réservée dans la bataille à venir est d'accueillir les démocrates soit à relever les impôts soit à manquer à la lutte contre le déficit. Sur le papier, c'est habile, mais lundi, au Congrès, rigoureusement personne ne semblait terrifié par le défi.

On contre-attaque déjà au contraire en faisant remarquer, premièrement, que les augmentations de « droits » divers dont le projet présidentiel est truffé ressemblent à s'y méprendre à un relèvement indirect de la pression fiscale, et, deuxièmement, que les taux de croissance (3,2 % en 1987 et 3,7 % en 1988) sur lesquels sont fondés les calculs de la Maison Blanche semblent singulièrement optimistes.

L'épreuve de force sera dure. M. Reagan n'est pas le mieux placé pour la remporter, mais la victoire n'aurait de toute manière pas bon goût pour le Congrès, et pour les démocrates en particulier. Devoir annoncer que s'ouvre l'ère du remboursement des dettes n'est en effet jamais plaisant.

BERNARD GUETTA.

100 kilomètres de billets de 1 000 dollars...

Mille milliards de dollars, ce chiffre dépasse les capacités des plus imaginatives. Conscient du caractère presque surréaliste du montant du budget, le président Reagan, toujours didactique, avait indiqué au Congrès qu'une telle somme représenterait une pile de... 100 kilomètres de billets de 1 000 dollars.

Autre exemple susceptible de faire rêver : la distribution de ces 1 000 milliards permettrait à chaque habitant de la planète de recevoir 250 dollars. Plus prosaïquement, ce chiffre représente le quart du produit national brut américain.

HAITI

L'annonce d'un remaniement ministériel renforce la position du général Namphy

Quatre ministres haïtiens ont été remplacés, lundi 5 janvier, par le général Henri Namphy, président du Conseil national de gouvernement (CNG). Il ne s'agit que d'un simple remaniement — ce n'est d'ailleurs pas le premier — si les quatre personnes qui quittent leur poste n'appartiennent pas, comme les représentants de la tendance la plus ouverte au sein du cabinet haïtien, Les ministres Jean-Baptiste Hilaire (affaires étrangères), Rosny Desroches (éducation nationale), François Laborde (justice) et Michel Lominé (affaires publiques et population) sont en effet d'anciens opposants au régime de Jean-Claude Duvalier, et ont fait preuve d'un réel attachement au dialogue.

L'explication officielle donnée pour ce remaniement (leur permettre d'avoir plus de latitude pour, éventuellement, triger un poste

spécif) semble un peu court. Deux d'entre eux, rencontrés récemment, avaient clairement écarté la possibilité d'une démission et avaient souhaité ne quitter leur poste qu'à la formation du nouveau gouvernement. M. Rosny Desroches, de son côté, a toujours affirmé qu'après ses fonctions de ministre il reprendrait la direction de son école et sa tâche de pédagogue.

Les quatre anciens ministres étaient, de part leurs fonctions, en butte à de nombreuses critiques d'une partie de la population. La difficile rentrée scolaire au mois de novembre avait été l'occasion de manifestations contre l'ancien ministre de l'éducation. De même le ministre de la justice fut attaqué pour sa position, jugée trop clémente, à l'égard des anciens dévalétisés, tout comme l'ex-ministre des affaires étrangères, à qui il fut reproché de n'avoir pas remplacé assez vite les chefs de mission diplomatique à l'étranger, restés pour la plupart à leur poste depuis le 7 février. Le conflit avec les personnels de santé avait aussi fragilisé la position de l'ancien ministre de la santé malgré l'autorité indéfectible de cet ancien président de l'Association médicale haïtienne.

Ces conflits avaient, pour la plupart, trouvé leurs solutions. La rentrée scolaire, après deux semaines de flottement, s'est produite sans incidents, les chefs de mission diplomatique ont été le 11 novembre « considérés comme démissionnaires » et devraient être remplacés dans les semaines à venir. Un tel remaniement peut donc difficilement apparaître comme l'expression d'un « sursaut » du CNG face au mécontentement de la population. Un seul ministre important, celui de l'économie et des finances, M. Leslie Delatour, n'est pas concerné par ces limogeages. Il est vrai qu'il apparaît avant tout comme un « technicien » et bénéficie en outre de la bienveillance du FMI et de la Banque mondiale, où il travaillait précédemment. Le départ de quatre ministres influents peut apparaître comme un renforcement du pouvoir du général Namphy et des militaires au sein du CNG et du gouvernement au sein d'une année qui doit être riche en événements électoraux (référendum sur la Constitution en février, élections municipales en juillet puis législatives et présidentielle en novembre).

DENIS HAUTIN-GURAUT.

Les nouveaux ministres

Affaires étrangères : colonel Gérard Abraham, officier de carrière et ancien ministre de l'Information et de la coordination.

Justice : M. François Saint-Flour, bâtonnier de l'ordre des avocats du Cap-Haïtien (deuxième ville d'Haïti, au nord de l'île).

Santé publique et population : lieutenant-colonel Jean Velly, du corps médical de l'armée haïtienne.

Educations nationale : M. Patrice Dalcroix, ancien secrétaire d'Etat du ministre.

Information et coordination : M. Jacques Lorté, ancien commissaire adjoint au Plan.

Report d'un procès de trafiquants d'armes vers l'Iran

New-York (AFP). — Un juge du tribunal de New-York a décidé, le lundi 5 janvier, de repousser à une date ultérieure l'ouverture du procès de dix-sept personnes inculpées l'année dernière pour avoir projeté de livrer à l'Iran du matériel militaire américain d'un montant supérieur à 2 milliards de dollars.

L'affaire, qui devait être jugée à partir du 2 février prochain, a pris une tournure nouvelle depuis que le gouvernement américain a reconnu un novembre dernier avoir approuvé secrètement des ventes d'armes à Téhéran.

Le juge Leonard Sand a refusé de fixer une autre date pour le début de ce procès tant qu'il n'aurait pas été en contact avec le procureur spécial Lawrence Walsh, chargé par le département de la justice d'enquêter sur l'« Irangate ».

Pieurs des accusés, parmi lesquels figurent un général israélien à la retraite ainsi que des ressortissants ouest-allemands, britanniques, français et grecs, ont demandé à bénéficier d'un non-lieu. Ils affirment notamment avoir reçu l'assurance que les autorités américaines avaient approuvé les ventes d'armes qu'ils sont accusés d'avoir projetées. Le matériel militaire en question, qui comprenait des chasseurs F-4 et F-5, n'est jamais parvenu en Iran.

Quinze morts dans l'accident de train de Baltimore. — Le déraillement d'un train de voyageurs, le dimanche 4 janvier, près de Baltimore (Maryland) a fait quinze morts et cent soixante-seize blessés, selon des indications officielles fournies lundi soir. L'accident serait dû au non-respect d'un signal par un convoi qui se venait percuter un train rapide assurant la liaison entre Washington et Boston. — (AFP.)

Le Monde

Dans « le Monde diplomatique » de janvier
Débâcle du libéralisme à Washington
L'esprit de croisade avait puissamment contribué à modeler l'image optimiste du président Reagan, une image qui commençait à se fissurer sous les coups de la crise. Ce même esprit l'a entraîné dans les aventures iraniennes et nicaraguayennes, où s'est brisée la magie par laquelle il gouvernait. Dressé par Claude Julien, le bilan de cette déroute est accompagné par un reportage de Florence Beaugé sur la faillite des fermiers américains et par des articles de Marie-France Toinet et Fabrizio Tonello.
En France aussi, l'idéologie libérale connaît déjà de sérieux déboires, notamment avec la mobilisation lycéenne et étudiante, dont la signification est dépeinte par Ignacio Ramonet, Jacques Ardoino et Michel Debussais.
Le même numéro contient une critique de l'action du Fonds monétaire international et des articles sur Porto-Rico, sur les relations entre l'Europe et l'Amérique latine, la campagne contre l'aide humanitaire à l'Ethiopie, l'entente entre Israël et la Jordanie contre l'OLP, les difficultés de M. Aquino aux Philippines, ainsi qu'un étonnant témoignage sur la vie quotidienne en Iran. En outre : un dossier de sept pages sur la compétition internationale pour la conquête de l'espace, un supplément sur les Flandres, un extrait du roman de Bruno Traven, la Révolte des pandus, et un article de Gilles Perrault sur une curieuse affaire judiciaire qui, si elle se déroule en Italie, concerne en fait toute l'Europe occidentale.

L'histoire SPECIALE

MILLEANS D'UNE NATION

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS 1987-1987

PRESENTATION : JEAN FAVIER

AVEC : CORINTE BEAUNE, JACQUES SELLARD, PIERRE CHUVIN, PHILIPPE CONTAMINE, ROBERT DELOIT, JANNINE DARRISSON, FRANÇOIS EBRAU, JACQUES LE GOFF, E. LE ROY LAURIE, PIERRE MILLA, J.M. DE MONTREMY, JEAN ROBERT PITE, RENÉ RICHARD, JEAN PIERRE RIQU, LAURENT THIES, MICHEL WYNOCK, ETC.

N 96-31F

Europe

GRANDE-BRETAGNE : déshérités du Nord, sans-abri

Le Parti travailliste part en campagne contre l'accroissement des inégalités

LONDRES
de notre correspondant

1987 sera très probablement une année électorale. Or elle vient de commencer avec deux constats sévères pour le gouvernement conservateur. Depuis l'arrivée au pouvoir de M^{rs} Thatcher en 1979, les inégalités entre le Nord et le Sud du Royaume-Uni, de même que la situation du logement pour les plus défavorisés, se sont considérablement aggravées. Elles constituent de solides arguments à l'opposition qui s'appuie à passer à la contre-offensive pour combattre le net regain de popularité dont le Parti conservateur a bénéficié, selon les sondages, au cours des derniers mois de 1986. Le Parti travailliste mettra l'accent durant les prochaines semaines sur le débat économique et social afin de répondre aux récentes attaques des dirigeants conservateurs qui, avec un apparent succès, ont vivement dénoncé l'*"Irish-Lime"* de sa politique de défense (antimilitarisme) et la persistance du gauchisme dans certaines collectivités locales contrôlées par le Labour.

Attendu depuis longtemps, un rapport gouvernemental sur l'évolution de l'emploi doit être publié officiellement jeudi. Mais l'*Observer* et le Parti travailliste en ont révélé dès dimanche les données essentielles. Les statistiques établies par le ministre de l'emploi montrent de manière presque caricaturale un pays de plus en plus coupé en deux. Une confirmation accablante qui ne peut que renforcer la réputation de « diviseur » dont souffre M^{rs} Thatcher.

Depuis 1979, 94 % des suppressions d'emplois ont affecté l'Écosse, le nord de l'Angleterre, les Midlands, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord, où vit la majorité de la population (58 %), tandis que le déficit n'est que de 6 % dans le Sud-Est (le bassin de la Tamise et la région londonienne). Durant la même période, plus des deux tiers des emplois créés dans le secteur des services, dont l'expansion est chère au premier ministre, l'ont été dans cette seule région.

Le recensement confirme également le déclin accéléré de l'industrie manufacturière et, surtout, celui de ses principaux foyers traditionnels, les Midlands, le Nord et l'Écosse. Ce secteur a perdu, en sept ans, 28 % de sa main-d'œuvre, et la comparaison avec d'autres pays est révélatrice : - 2 % aux États-Unis, - 8,5 % en République fédérale, - 9,4 % en Italie. Même l'industrie

électronique, tant encouragée par le gouvernement Thatcher, a été durement frappée : - 24 %.

Le porte-parole du Parti travailliste pour le développement régional a demandé au premier ministre d'*"expliquer pourquoi le rythme d'augmentation du chômage est dix à dix-sept fois plus grand dans le Nord par rapport au Sud-Est, pourquoi aussi les différences de salaires qui étaient de 10 livres en moyenne en 1979 sont maintenant de 30 à 40 livres"*. La veille, M. Peter Walker, ministre de l'énergie et chef de file des conservateurs modérés au sein du cabinet, avait, une fois de plus, insisté sur ses critiques à peine voilées à l'encontre du premier ministre. Il a souhaité que 1987 ne voie pas la Grande-Bretagne devenir « un pays divisé en deux nations, l'une au travail, l'autre au chômage, partagé entre un Sud prospère et un Nord pauvre ».

Une « société-bidonville »

D'autre part, lord Scarman a inauguré, lundi, une campagne organisée par plusieurs mouvements politiques pour venir en aide aux sans-abri. Selon ces institutions, cent mille familles britanniques entrent dans cette catégorie ; leur nombre a presque doublé en dix ans. Cent soixante mille personnes vivent à présent dans des logements de secours ; il n'y en avait que cinquante mille en 1979. Quatre millions d'habitants sont actuellement considérés comme insalubres. Là encore la répartition est ou ne peut être inégale entre le Nord et le Sud.

Auteur d'un rapport inquiétant sur les causes des émeutes qui se sont produites en 1981 dans les quartiers d'immigrés des grandes villes, lord Scarman avait lancé un nouvel avertissement lorsque des incidents semblables se sont reproduits en 1985, souvent aux mêmes endroits. Le 5 janvier, il a déclaré que toute une partie de la Grande-Bretagne était en passe de devenir une « société-bidonville ». Il a souligné que les mauvaises conditions de logement sont « le ferment de la criminalité, de la violence et de la délinquance ». Lord Scarman a ainsi allégué les protestations des dirigeants de l'opposition qui ne cessent de faire valoir que la délinquance et surtout la consommation de stupéfiants sont en très nette hausse ces dernières années au Royaume-Uni.

FRANCIS CORNU.

Trente mille Vietnamiens en Tchécoslovaquie

Travailleurs immigrés en « mission patriotique »

PRAGUE
correspondance

Hoang est vietnamien. Arrivé à Prague en 1981 comme apprenti, il vend aujourd'hui des chaussures. Une promotion extraordinaire. Plus exceptionnel encore : il a épousé une Tchécoslovaque, qui est donc devenue M^{me} Hoangova. Son mariage lui a enfin permis de quitter le foyer de travailleurs vietnamiens dans lequel il vivait depuis quatre ans. M. et M^{me} Hoang, qui attendent un enfant, vivent dans une cité de la banlieue de Prague. Une intégration réussie ? Plutôt un contre-exemple. D'ordinaire, les « travailleurs frères » du Vietnam ne sont pas là pour « faire souche ».

Pour pouvoir rester en Tchécoslovaquie, Hoang a dû débourser une fortune : 46 000 couronnes, soit 37 000 F, versées à l'Etat vietnamien à titre de dédommagement. Car si le Vietnam l'a envoyé en Tchécoslovaquie, c'est pour qu'il en revienne ouvrier spécialisé et qu'il fasse profiter le pays de sa formation. A côté de cette « exception », plus de trente mille Vietnamiens, hommes et femmes, sont en permanence au service de l'industrie tchécoslovaque pour une durée de quatre ans.

Les deux Minh, par exemple. Ils viennent du Nord-Vietnam. Homonymes et frères de guerre dans l'armée régulière, ils ne se sont pas quittés depuis. Ils ont aujourd'hui vingt-six ans et travaillent côte à côte dans une usine de peinture chez Skoda, l'industrie automobile tchécoslovaque. Dans le cadre, disent-ils, d'*"un accord de coopération entre Auto-Skoda et Auto-Badinh"* — l'industrie vietnamienne de pièces détachées.

Travail forcé ou volontaire ? La réponse est pour le moins ambiguë : « Nous sommes en mission patriotique, nous sommes ici pour acquiescer l'expérience des pays avancés, c'est un devoir, une mission qu'on doit accomplir pour aider notre pays ».

Mais à choisir entre la Tchécoslovaquie et le Vietnam ? « La vie est toujours mieux dans son pays », répondent-ils.

Les frères Minh restent réservés. Elevés dans la ligne du parti, ils citent Marx à tout propos et, bien que l'on sente certaines réticences, ils ne se plaignent pas ouvertement de leur sort. Leur salaire ? 2 500 couronnes (1), le salaire moyen d'un Tchécoslovaque étant de 2 800 couronnes. Des vacances ? Quinze jours par an. Plus, en projet,

un voyage d'études en RDA, organisé par l'usine.

Et leur vie affective ? Au début, c'est-à-dire fin 1980, le Vietnam n'envoyait que des hommes. Depuis deux ans, la Tchécoslovaquie accueille également de jeunes ouvrières vietnamiennes. A Mlada-Bolhrad, où habitent les deux frères Minh, il y avait une Vietnamienne pour dix Vietnamiens. Bien entendu, les foyers de travailleurs ne sont pas mixtes. Si l'on rencontre beaucoup d'Asiatiques dans les rues de Prague le week-end, on ne voit jamais d'enfant. Dès qu'une ouvrière est enceinte, elle est renvoyée dans son pays.

Les travailleurs immigrés dans les pays de l'Est ne font pas partie d'eux. Pourtant, la Fédération internationale des droits de l'homme s'est inquiétée du sort des centaines de milliers de Vietnamiens qui travaillent, ou ont travaillé, en Tchécoslovaquie. La question étant bien sûr de savoir s'il s'agit ou non de travail forcé. Saisi du dossier, le Bureau international du travail a demandé au gouvernement tchécoslovaque l'autorisation de faire une enquête sur place. C'était il y a trois ans. Il n'y a jamais eu de réponse. D'ailleurs, comment savoir ? Le contact avec les Vietnamiens est pratiquement impossible sans l'entremise d'un de leurs compatriotes. Encore ce dernier devra-t-il se présenter comme un parfait communiste.

Une sortie de cinéma, avenue Vaclavska, les Champs-Élysées de Prague, un samedi après-midi. Une discussion s'engage à propos du film *Coritos Club*. Loy et Binh finissent par nous inviter à dîner chez eux : un foyer de mille travailleurs en banlieue, propre et moderne, qui n'a rien à envier à ceux de la *Socotra*. A l'entrée, il faut laisser son passeport au gardien. Nos hôtes ont préparé, dans leur chambre, un repas vietnamien avec les moyens du bord : pas facile de cuisiner des plats impériaux avec ce qu'on peut acheter dans les *potraviny*, les épicerie tchécoslovaques.

En bruit de fond, la télévision : un film d'espionnage soviétique. Au cours du repas, un camarade passe proposer quelques maîtres électro-techniques dernier cri, en provenance de Hongkong. Nous sommes sollicités. Arrangons-nous des dollars, un appareil photo à vendre ? Nos hôtes restent méfiants mais sont attirés par la possibilité de faire quelques affaires. La chambre est un véritable bric à brac : machine à coudre, postes de radio, passés de bicyclette... De quoi

être un « bon parti » lors du retour au pays.

En Tchécoslovaquie, ce sont les Vietnamiens qui « tiennent » les réseaux de vente parallèles de disques, cassettes et montres. C'est une raison pour laquelle les Tchécoslovaques accusent « leurs » travailleurs immigrés de tous les maux. « On manque de bicyclettes ? Normal, ce sont les Vietnamiens qui les achètent pour les remporter chez eux », entend-on dire.

Ce n'est qu'une des rumeurs qui courent dans le pays. En voici d'autres : un Vietnamien aurait tué d'un coup de hache un médecin pragois qui lui refusait un arrêt maladie ; ou mieux encore : les Vietnamiens auraient répandu la peste dans le pays.

Une main-d'œuvre idéale

A l'origine de cette immigration « organisée », un accord signé fin 1980 entre le gouvernement tchécoslovaque et le gouvernement vietnamien, aux termes duquel des jeunes Vietnamiens sont envoyés dans le pays frère pour acquiescer en quatre ans une formation d'ouvriers spécialisés. On les retrouve dans les industries chimique, textile, sidérurgique et de l'automobile. Souvent à des postes à risques. A l'abri des regards, jamais sur un quai de métro, un balcon à la main, ou dans la rue, vibrant au rythme du martèlement des machines. Il arrive que l'on rencontre certaines Vietnamiennes enseignantes dans les hôpitaux, mais la présence de ces immigrés reste volontairement discrète.

La Tchécoslovaquie, qui est loin d'avoir atteint l'ère de la robotisation, manque de bras. Les femmes sont incitées à travailler. Dans l'industrie automobile, elles représentent 40 % du personnel. Autre problème, inhérent au système socialiste : l'emploi étant garanti, les postes les plus ingrats restent vacants. Dans ces conditions, les Vietnamiens fournissent un complément de main-d'œuvre idéal : bon marché, malléable, et politiquement sûr.

Petr Uhl, un des dissidents fondateurs de la Charte 77, va jusqu'à dire que la présence des Vietnamiens est un facteur de stabilité pour le gouvernement. « Les Asiatiques font les sales boulot, ce qui évite des conflits entre les travailleurs tchécoslovaques et les occidentaux ». Toujours selon lui, ces travailleurs immigrés seraient quasiment rasmoussés. Ses « contacts » lui ont dit verser 15 % de leur salaire à l'Etat vietnamien et 15 % à l'Etat tchécoslovaque. Petr Uhl n'est pas le seul à expliquer leur présence en termes économiques.

Le balance commerciale entre les deux pays est largement déficitaire pour le Vietnam. D'abord, il n'a pas terminé de rembourser sa dette de guerre. Si Hanoi l'a emporté sur Saigon, c'est grâce à l'aide de tous les « pays frères ». Non seulement cette dette n'est pas remboursée, mais elle s'est alourdie. La Tchécoslovaquie continue à fournir des armes, des produits manufacturés, à envoyer des experts. Cet état de protocole d'accord a été signé pour la livraison de locomotives.

Que peut offrir le Vietnam en échange, si ce n'est de la main-d'œuvre ? Les autorités tchécoslovaques envisagent d'ailleurs d'implanter des usines sur place afin d'utiliser la main-d'œuvre locale. Mais il existe un inconvénient majeur, qui fait reculer le gouvernement pour le moment : il est impossible, sur place, de « choisir » les travailleurs. Car c'est la sélection qui fait la fiabilité du système. Les travailleurs vietnamiens en Tchécoslovaquie ont conscience d'appartenir à une élite, d'autant que ceux de leurs compatriotes qui sont envoyés en Union soviétique, en Bulgarie et, dans une moindre mesure, en RDA, ont des conditions de vie beaucoup plus difficiles. En Tchécoslovaquie, on ne vit pas trop mal et on peut se faire un petit pécule, autant d'avantages qui garantissent le silence et la docilité de cette main-d'œuvre. Quand on est né à Hanoi, quand on a vécu son enfance dans un pays en guerre, le Tchécoslovaque, c'est déjà l'Occident.

LOUISE VICTOR.

(1) 2 500 couronnes = 2 000 F.

RFA

La dernière gaffe du chancelier

Il y avait plusieurs semaines que le chancelier Kohl n'avait pas lâché une de ces gaffes qui, à intervalles réguliers, font couler des flots d'encre et donnent bien de la peine à ses services diplomatiques. La dernière est venue dimanche, quand M. Helmut Kohl, dans son discours électoral de Dortmund, a accusé la RDA de détenir deux mille prisonniers politiques dans des « camps de concentration ». On ne sait s'il faut attribuer l'expression au manque de sensibilité historique que le chancelier a déjà démontré, en maintes occasions, ou bien à un souci plus machiavélique de flatter, à quelques semaines des législatives, une partie de son électorat, notamment cette section droite nationale qui s'est montrée sans masque aux élections d'octobre en Bavière.

L'usage de cette expression si historiquement décriée a en tout

cas provoqué un déluge de réactions, à commencer par celles de la RDA. Il n'y a pas de « camps de concentration » en RDA, déclare le ministère est-allemand des affaires étrangères, qui en profite pour ajouter, contre toute évidence qu'il n'y a pas non plus de prisonniers politiques en dehors de ceux qui ont été condamnés pour crimes de guerre nazis ou crimes contre l'humanité et pour réputer « éternel délit » que les décrets de RDA ne sont pas, contrairement aux termes employés par le chancelier ses « compatriotes ».

A Bonn, M. Kohl paraît et signe, tandis que les socialistes-démocrates s'offusquent et que les libéraux sont contrainsts, une fois de plus, de « reprendre leurs distances ». M. Genescher a l'habitude...

CLAIRE TRÉAN.

OFFICERS MINISTERIELS VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente sur sécularisation immobilière au Palais de Justice de PARIS le jeudi 15 janvier 1987, à 14 h
DEUX PARKINGS
au troisième sous-sol du bld. C, portant les n° 14 et 15, de 200 m² chacun.
S'adr. : M. F. ARVET, à PARIS (15^e)
Mise à prix : 38 000 F chaque lot. S'adr. à M^{rs} DUBOIS, avocats à PARIS, 20, quai de la Mégisserie, tél. : 42-36-53-25 ; M^{rs} CHAUVIN et DUBOIS, avocats à PARIS, 53 bis, quai des Grands-Augustins, tél. : 43-26-22-22.

Vente à l'enchère IMM. PALAIS ÉVRY (91), MARDI 13 JANVIER 1987, à 14 h
UNE MAISON à SAINT-MICHEL
SUB-ORÇE (91240), 30, allée Louise-Labé, 1 a 32 ca
M. à P. : 110 000 F S'adr. SCP R. et F. ELLUL-J.-M. GRIMAL, avocats à ÉVRY (91000), 3, rue du Village, tél. : 60-77-96-10.

Vente au Palais de Justice de PARIS, jeudi 15 janvier 1987, à 14 h
UN LOGEMENT à CLAMART (92)
au rez-de-chaussée et 1^{er} étage bâtiment du fond dit « l'As », d'un rez. et deux étages, rue Condorcet, n° 181
MISE A PRIX : 100 000 F
OCCUPÉ par le sold. M^{rs} VIVES TOUBAILLÉ, avocat à PARIS (9^e), 48, rue du Clichy, 45-74-45-85 ; M^{rs} FABIEN MIZON, syndic à PARIS, 60, bd de Sébastopol.

VENTE SUR LICITATION, au Palais de Justice à PARIS le LUNDI 13 JANVIER 1987, à 14 h
UN APPARTEMENT
en DUPLEX, compr. au 7^e et 8^e étages, entrée, studio, cuis., WC, et un P. et C. avec terrasse, 1 P. et C. en bas, UNE CAVES au sous-sol.
34, RUE SCHEFFER, PARIS (16^e)
M. à P. : 400 000 F - S'adr. SCP BRUN et ROCHER, société d'avocats, 40, rue de Liège, PARIS (9^e), 42-93-50-40.

Vente à l'enchère, PALAIS ÉVRY (91), MARDI 13 JANVIER 1987, à 14 h
UN PAVILLON à CERNY
(91590), 39 bis, rue Dumont, 13 a 64 ca et 7 a 61 ca
MISE A PRIX : 170 000 F
S'adr. SCP R. et F. ELLUL-J.-M. GRIMAL, avocats à ÉVRY (91000), 3, rue du Village, tél. : 60-77-96-10.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 15 JANVIER 1987, à 14 h
UN IMMEUBLE à MALAKOFF (92)
3, villa Pauline
élevé sur cave d'un rez-de-chaussée et de trois étages, construit en briques avec revêtement en plâtre, petite cour serville, le tout d'une superficie de 180 m²
MISE A PRIX : 200 000 F
S'adresser à M^{rs} CELLE RANART-NORMAND, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 137, bd Saint-Denis, 92400 COURBEVOIE, tél. : 47-28-50-62 ; M^{rs} EMMÉ HOQUET, avocat à PARIS, 7, rue Guy-de-Moupiac, PARIS (16^e), tél. : 45-04-52-54 ; un greffier des criées du Tribunal de grande instance de Nanterre, où se trouve déposée l'enchère ; sur place pour visiter, le vendredi 9 JANVIER 1987, à 16 h 45.

VENTE SUR SURENCHÈRE DU DIXIÈME après LICITATION au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 22 JANVIER 1987, à 14 h
EN UN LOT
UN IMMEUBLE DE RAPPORT
d'une contenance de 9 ares 54 centiares
11, RUE DES BOULETS, PARIS (11^e)
M. à P. : 5 511 000 F. S'adr. M^{rs} Michel MAAREK, avocat à PARIS (17^e), 5, rue Marguerite, tél. : 42-27-11-36 ; M^{rs} Marie LAFON, avocat à PARIS (9^e), 48, bd Malesherbes, tél. : 42-93-46-64 ; M^{rs} Jacques LE NIE, avocat à PARIS (16^e), 19, av. d'Éylès, tél. : 47-27-06-51 ; SCP COURTEAULT, LECOQ, RIBADEAU-DUMAS, avocats à PARIS (16^e), 17, av. de Launelle, tél. : 45-34-46-40 ; s'adresser près Trib. greffier, sur le lieu post visiter.

Vente Palais de Justice de CRÉTEIL, jeudi 15 janvier 1987, à 9 h 30
LIMEIL-BREVANNES (94450) - APPARTEMENT avec balcon
avec **PARKING** 12, rue Pasteur - MISE A PRIX : 200 000 F
S'adr. M^{rs} MAGLO, avocats, 4, allée de la Tolon-Or, Créteil (94000), tél. : 43-87-18-90 ; M^{rs} BOUSSEL, avocats, 14, rue Saint-Anne, Paris, tél. : 42-61-01-09.

Vente au Palais de Justice à PARIS, le JEUDI 15 JANVIER 1987, à 14 h
EN UN SEUL LOT : UN
APPARTEMENT à PARIS (16^e)
avec CAVES et BOX
102 à 118, quai Louis-Bleriot, 99 à 119, avenue de Versailles et 1 à 9, rue Wilhem
MISE A PRIX : 300 000 F
S'adresser à la SCP d'avocats GRANBUT, CHESTTEIL, BRILLATZ, BARS, RIBADEAU-DUMAS (M^{rs} BRILLATZ), 18, avenue Bugnand, 75116 PARIS, tél. : 47-27-09-94 ; et à tous avocats mentionnés près le Tribunal de grande instance de PARIS.

VENTE SUR LICITATION, au Palais de Justice à PARIS le LUNDI 13 JANVIER 1987, à 14 h
UN APPARTEMENT
24, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, PARIS (6^e)
M. à P. : 350 000 F S'adr. SCP CASTINEAU, MALANGEAU, BOTTELLE-COUSAU, avocats à PARIS (1^{er}), 25, rue des Pyramides, tél. : 42-68-46-79 ; et à tous avocats mentionnés près le Tribunal de grande instance de PARIS.

Vente au Palais de Justice de PARIS, jeudi 15 janvier 1987, à 14 h
IMPORTANT IMMEUBLE à us. INDUSTRIEL
rue de Choisy-François, n° 39
LES LILAS (Seine-Saint-Denis)
LIBRE - MISE A PRIX : 500 000 F
pourrait être utilisée d'un autre. M^{rs} Yves TOURAILLE, avocat à PARIS (9^e), 48, rue du Clichy, 45-74-45-85 ; M^{rs} Annette CHEVRIER, syndic à PARIS, 16, rue de l'Abbé-de-Épée, Villetaneuse, tél. : 6, 9, 13 janvier 1987, de 14 h 30 à 16 h.

Vente sur surenchère au Tribunal de grande instance de NANTERRE le jeudi 15 janvier 1987, à 14 h
avec constructions en cours d'édification, cadastrées section C, n° 595 à 600, 602, 604 à 607, pour 19 ares 12 centiares
BOISSY-L'AILLERIE (Val-d'Oise)
MISE A PRIX : 1 287 000 F
M^{rs} WISLON, avocats, 7, avenue de Madrid, NEUILLY-SUR-SEINE.

ski de fond : ski de forme
Séjours de ski en Finlande et en Laponie
Auberge de Urtimehovi (Finlande du Centre) 9 jours à partir de 4.560 F.
Hôtel Ounasvaara (en Laponie) 8 jours à partir de 6.240 F.
La ferme de l'éleveur de rennes (en Laponie) 9 jours à partir de 5.430 F.
demandez la brochure "destination Finlande Laponie" à votre agent de voyages ou **ALANT'S TOURS** 5, rue Danielle Casanova 75001 Paris ☎ 42.96.59.78

Le Monde sur minitel PARIS-DAKAR
Tous les classements. Gagnez une moto
3615 TAPÉZ LEMONDE

سكوا من الأصل

Madame, Monsieur, Voici quelques-unes de nos participations qui peuvent vous éclairer sur la vôtre.

Principales Participations du Groupe Paribas (1)

au 30 juin 1986

| Assurances | % (2) | | | | |
|--|-------|---|-------|--|-------|
| Agence Française de Courtage et Merle | 48,62 | BSN | 1,63 | Mines | |
| Drouot Assurances ... (obligations convertibles) | | Société Générale de Champagne | 10,08 | Compagnie Métallurgique et Minière (3) | 38,80 |
| | | Cofigéo | 10,70 | Phosphate de Taïba | 13,65 |
| | | Grands Vins Jean-Claude Boisset | 3,24 | | |
| | | Mestrezat | 22,48 | Pétroles et Carburants | |
| Banques et Sociétés Financières | | Automobile | | Coparex (3) | 86,57 |
| Banque Centrale de Compensation | 10,00 | Neiman SA (3) | 49,01 | IHC Caland NV (3) | 36,50 |
| Banque Parisienne Internationale | 19,98 | | | Elf Aquitaine | 0,24 |
| Banque Privée de Gestion Financière "BPGF" (3) | 36,99 | Bâtiment et Travaux Publics | | Compagnie Générale de Géophysique | 5,07 |
| Banque Pétrofigaz (3) | 23,63 | Fougerolle (3) | 39,54 | Total | 1,66 |
| Banque Sudameris | 12,00 | Omnium Technique Holding "OTH" (3) | 99,99 | Moonie Oil | 5,25 |
| Caisse Centrale de Récompte (3) | 27,14 | Poliet (3) | 27,09 | Cométra Oil | 7,90 |
| Comith | 17,46 | Campenon Bernard | 10,90 | Pétrofina | 1,60 |
| Crédit Martiniquais | 11,46 | Entreprise Léon Chagnaud et Fils | 16,65 | | |
| Crédit Naval | 10,04 | | | Produits Chimiques | |
| Robert Lefevre SA | 29,96 | Constructions Mécaniques | | Carbone Lorraine | 10,50 |
| Crédit National | 3,49 | Société Générale de Fonderie (3) | 30,52 | Cofaz | 6,80 |
| Soficômi | 6,20 | Compagnie de Fives Lille (3) | 29,37 | Dolisos | 17,84 |
| Société Internationale de Banque | 10,00 | Sagem (actions votantes) | 5,52 | | |
| Banco Amazonas | 19,90 | Latécoère | 2,05 | Services | |
| Merrill Lynch and Co., Inc. | 2,60 | | | Expand SA | 7,49 |
| Bank of Sharjah | 15,00 | Hôtels, Tourisme, Loisirs | | Cie Luxembourgeoise de Télédiffusion | 10,37 |
| Banque Ottomane | 45,59 | UGC Belgique | 28,97 | | |
| Société Marocaine de Dépôt et Crédit | 22,78 | Accor | 2,88 | Textiles | |
| | | Aqualand | 25,00 | Sommer Allibert | 2,72 |
| | | Club Méditerranée | 0,69 | | |
| | | La Belle Créole SA | 10,22 | Transports | |
| | | Sephi | 10,00 | Air Inter | 2,65 |
| | | UGC Droits Audiovisuels | 5,91 | Groupe Sofrana | 17,50 |
| | | UGC SA | 10,72 | Transnucléaire (3) | 24,98 |
| Sociétés Immobilières | | | | Capital à Risque et Haute Technologie | |
| Compagnie Foncière (3) | 47,15 | Imprimerie, Papiers, Edition | | Transgène | 14,43 |
| Cogédim (3) | 47,16 | Cellulose du Rhône et d'Aquitaine (3) | 24,91 | Sofinnova | 11,70 |
| Régie Immobilière de la Ville de Paris (3) | 32,23 | La Rochette Cenpa | 17,86 | Sudinnova | 8,33 |
| Saci (3) | 56,00 | | | Epicéa | 5,00 |
| | | Magasins, Commerces | | Sébia | 10,00 |
| | | Cendry | 10,12 | Lectra Systèmes | 8,42 |
| Sociétés de Portefeuille | | Scoa (3) | 35,20 | Kleiner Perkins | — |
| Chiers Chatillon (3) | 44,67 | GB Inno BM | 10,38 | Paribaven USA | — |
| Compagnie du Midi | 3,72 | | | Paribaven Japan | — |
| Santa Fé | 8,20 | Matériel Electrique | | Paribaven Overseas | — |
| Erbé SA | 47,01 | Maneurop (3) | 47,56 | Investors (PIV) | — |
| Enelfi Bretagne (3) | 30,47 | Alstom | 1,83 | Veninter | 33,73 |
| Avepar | 30,01 | Horlogerie Photographique Française "HPF" | 18,88 | | |
| Avelec | 75,79 | Olivetti | 0,35 | Industries Diverses | |
| Nord-Est (3) | 39,13 | | | Sema Metra (3) | 54,20 |
| Financière de Saulnes (3) | 37,77 | Métallurgie | | | |
| | | Sofresid | 14,01 | | |
| Agro-Alimentaire | | | | | |
| Etablissements Doux | 10,01 | | | | |
| Etablissements Bonduelle | 15,54 | | | | |

(1) Titres de sociétés non consolidées et de sociétés mises en équivalence, détenus par les sociétés consolidées par intégration globale.

(2) Les pourcentages indiqués sont ceux détenus par les sociétés du groupe consolidées par intégration globale.

(3) Société consolidée par mise en équivalence.

Prochainement, vous pourrez devenir actionnaire du Groupe Paribas.

GROUPE PARIBAS

Une note d'information (vis C.O.B. n°86-449 du 19.12.86) est tenue gratuitement à la disposition du public auprès des établissements chargés de la vente des actions.

Téléphonez au (1) 46.24.11.11 ou écrivez à Paribas-Actionnariat, 3 rue d'Antin - 75002 Paris.

Le Monde
sur minitel
PARIS-DAKAR
LE MONDE

Asie

CHINE : les suites des manifestations

La presse accentue ses critiques contre les étudiants

PÉKIN
de notre correspondant

Le *Quotidien de Pékin* a réagi, le mardi 6 janvier, à l'autodafé d'un certain nombre d'exemplaires de son édition de lundi par des étudiants de Beida, la principale université de la capitale (le *Monde* du 6 janvier). Il a reproché à « certains journalistes étrangers d'avoir tenté d'attiser les sentiments de gens » et s'est félicité d'avoir lui-même « touché le point sensible des éléments hostiles au socialisme ». Il accuse les étudiants d'être « manipulés ». « Les jeunes ont grandi dans un pot de miel. Ils entendent en permanence des flatteries et sont tellement gâtés qu'ils ne tolèrent pas la moindre critique (...). La vérité n'est pas tou-

jours douce à entendre, elle peut avoir un goût amer et il faut avoir le courage de ne pas en avoir peur... »

Cet article, tout comme celui de la veille qui a été lu intégralement pendant le journal télévisé de lundi, risque de provoquer une nouvelle réaction des étudiants. Or ceux-ci, qui viennent de commencer deux semaines d'examen, ne cessent de répéter qu'ils n'ont plus l'intention de manifester, qu'il leur faut aussi préparer leur départ en vacances et faire la queue pour des billets de train... En fait, ajoutent certains d'entre eux, rien ne devrait plus se passer avant les élections locales prévues en mars. Alors, peut-on se demander, y a-t-il des gens dans les rangs du pouvoir qui cherchent déli-

berement la provocation de façon à faire à nouveau sortir les étudiants de leurs gonds, et dans quel but ? Entendent-ils prendre leur revanche sur ceux qui avaient décidé d'éviter tout affrontement lors des manifestations du 1^{er} janvier ?

« Une tendance au libéralisme bourgeois »

Le *Quotidien du peuple* se fait lui aussi menaçant. Après avoir jugé nécessaire de réaffirmer que « le comité central du parti est uni », ce qui n'apparaît pas toujours évident, y compris à la lecture de l'éditorial, le journal se lance dans une sévère attaque du « libéralisme bourgeois » qu'il voit derrière les manifestations étudiantes : « Bien que n'étant pas inquiétant, le fait que des étudiants descendent dans la rue est un événement important. C'est le résultat de plusieurs années d'une tendance au libéralisme bourgeois et de l'échec de certains de nos camarades qui ne s'y sont pas opposés fermement. Et de rappeler que, par deux fois, M. Deng Xiaoping s'y est, lui, opposé. Certains de nos camarades, poursuit le *Quotidien du peuple*, haïssent le dévotionisme de gauche. C'est très bien. Mais ils sont apathiques contre le libéralisme bourgeois. (...) Il faut avoir à son égard une attitude ferme, tout en évitant de prendre des mesures simplistes. En clair, cela signifie que le mouvement étudiant en faveur des réformes, de la liberté et de la démocratie, est « réactionnaire » et dangereux, qu'il vise à rétablir le capitalisme, qu'il « rejette l'ennemi » comme le dit le quotidien de Pékin.

En fait, les étudiants sont accusés des pires crimes idéologiques. Ils ne doivent cependant pas être ramenés à la raison par la violence pure. Il faut utiliser « le travail idéologique, théorique, culturel et éducatif ». Les dirigeants visent un nombre de cadres accusés d'avoir oublié que le « droitisme » existait toujours.

Unis pour critiquer les étudiants, les dirigeants ne le sont cependant pas plus autour du fond du problème. Le fait qu'il soit pratiquement impossible d'obtenir des commentaires en dehors des publications officielles indique que le débat se poursuit de manière sérieuse.

PATRICE DE BEER.

AFGHANISTAN : nouvelle initiative soviétique ?

MM. Chevardnadze et Dobrynine à Kaboul

Moscou (AFP). — Pour la première fois depuis l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, il y a sept ans, les responsables de la diplomatie soviétique, MM. Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, et Anatoli Dobrynine, chargé de ce secteur au comité central, se sont rendus, le lundi 5 janvier, à Kaboul, « pour une visite de travail ».

Selon l'agence Tass, MM. Chevardnadze et Dobrynine, invités par le comité central du Parti démocratique populaire (PDPA) et le gouvernement afghan, ont été accueillis à leur arrivée par le numéro un afghan, M. Najibullah, et ont aussitôt entamé « des entretiens soviéto-afghans ». Aucune indication n'a été fournie sur la durée de la visite.

An lendemain de l'annonce par Kaboul d'un cessez-le-feu unilatéral, à partir du 15 janvier, pour une durée de six mois reconductible, cette visite confirme l'intention du Kremlin de lancer une offensive diplomatique sur le problème de l'Afghanistan. Les négociations « indirectes » de Genève, entre l'Afghanistan et le Pakistan, sous l'égide de l'ONU, doivent reprendre le 11 février, et les milieux diplomatiques occidentaux n'excluent pas à cette occasion, une initiative concernant le calendrier de retrait des troupes soviétiques, principale pierre d'achoppement des pourparlers.

Incontestablement, une grande activité règne dans les relations soviéto-afghanes depuis la mi-décembre, époque à laquelle M. Najibullah a effectué, à Moscou, la première « visite officielle d'amitié » d'un numéro un afghan en URSS depuis octobre 1980. Cette visite était intervenue deux mois après l'opération de retrait de

régiments soviétiques d'Afghanistan, que M. Gorbatchev a présentée comme un « geste de bonne volonté » de l'URSS.

Le 1^{er} janvier, de manière aussi spectaculaire qu'inattendue, M. Najibullah a proposé, devant le comité central de son parti, réuni en plénum extraordinaire, un cessez-le-feu à la guérilla, dans le cadre de sa politique de « réconciliation nationale » lancée il y a un an.

Cessation des ingérences extérieures

Les principaux représentants de la guérilla ont aussitôt fait savoir qu'ils rejettent cette offre. Malgré cela, le Conseil révolutionnaire (plus haute instance de l'Etat afghan) a proclamé le cessez-le-feu pour le 15 janvier, étant bien entendu que les forces gouvernementales riposteront si elles sont attaquées.

M. Najibullah a précisé qu'un retrait total des troupes soviétiques ne pourrait se faire qu'après la formation, à Kaboul, d'un « gouvernement d'unité nationale » et la cessation des « ingérences extérieures ». L'offre de cessez-le-feu rappelle, à maints égards, diverses initiatives internationales de M. Gorbatchev en matière de désarmement. Le moratoire sur les essais nucléaires, par exemple, était aussi unilatéral et avait été décrété pour une durée reconductible. Reconduit à quatre reprises, il n'a pas été suivi d'effet par les Etats-Unis et l'URSS à finalemment décidé de reprendre ses expériences nucléaires dès le prochain essai américain. Le voyage de MM. Chevardnadze et Dobrynine illustre également la dimension diplomatique que Moscou souhaite donner à la question afghane.

Afrique

CENTRAFRIQUE : le procès Bokassa

La litanie des « disparitions »

Bangui (AFP, Reuter). — Deux cas de « disparitions » parmi d'autres, de personnes détenues ont été évoqués, le lundi 5 janvier, par la cour criminelle de Bangui, au cours de la treizième audience du procès de l'ex-empereur Jean-Bédé Bokassa. Le premier cas évoqué a été celui de Pierre-Emeri Mbaye. Etudiant au Canada, il avait écrit à Bokassa pour le remercier de l'obtention d'une bourse et pour critiquer le nombre trop important de ministres dans un pays pauvre comme la Centrafrique. L'ex-empereur lui avait demandé de reve-

nir, pour lui confier le poste de ministre des affaires étrangères. Arrêté dès son retour, il avait été incarcéré à la prison de Ngaragba, et personne ne l'a jamais revu.

Le second cas est celui du général Martin Lingoupou, de sa mère et d'autres membres de sa famille morts en détention. Bokassa avait fait arrêter la mère du général Lingoupou (condamné à dix ans de prison en 1974 pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ») parce qu'il accusait celle-ci de tenter, par ses « pouvoirs magiques », de faire disparaître son fils de la prison. L'ancien premier ministre, M. Henri Malidou, devait être entendu mardi par la cour.

Interdiction en France de la revue des partisans de M. Ben Bella. — La rédaction de la revue *El Badli*, éditée en France par des personnes se réclamant du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de l'ancien président Ben Bella, proteste contre une mesure d'interdiction et de diffusion de la publication prise par M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur. Selon un arrêté publié le 31 décembre dans le *Journal officiel*, la vente d'*El Badli* est, « dans le contexte actuel, de nature à porter atteinte aux intérêts diplomatiques de la France ». En vente dans certains kiosques, achetée par de nombreux immigrés et voyageurs, *El Badli* venait de publier un numéro annonçant « le vent du changement sur l'Algérie ».

(Publicité)
GUERRES DE SUCCESSION EN ORIENT
De l'Atlantique au Golfe, le monde arabo-islamique va être prochainement bouleversé par l'effacement d'une demi-douzaine de chefs historiques.
Qui va succéder à Bourguiba, à Khoméini, à Siad Barré de Somalie ?
ARABES, le mensuel du monde arabe et de la francophonie, publie dans son numéro un dossier brillant. Vous saurez tout sur cette âpre lutte que se livrent dans l'ombre les prétendants.
ARABES, en vente en kiosques et dans les librairies.

Proche-Orient

La situation au Liban sud

Israël s'inquiète des attaques répétées contre l'ALS

Le mouvement Résistance islamique, bras armé du Hezbollah (le Parti de Dieu, extrémistes chiites libanais iraniens), a revendiqué la responsabilité de l'attentat au cours duquel, le lundi 5 janvier, quatre miliciens pro-israéliens ont été tués au Liban sud (le *Monde* du 6 janvier).

JÉRUSALEM
de notre correspondant

L'Armée du Liban sud (ALS) vit de nouveaux temps difficiles. En l'espace de quarante-huit heures, la milice libanaise qu'Israël finance, équipe et entraîne vient de déplorer dix morts et huit blessés.

Dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 janvier, plusieurs dizaines de combattants du Hezbollah — le mouvement intégriste chiite — avaient pris d'assaut puis détruit une position de l'ALS, tuant six de ses défenseurs près de Baraachite, dans la « zone de sécurité », secteur du Liban sud resté sous le contrôle de l'Etat juif. Lundi 5 janvier, nouvel incident : quatre soldats de l'ALS sont morts lors de l'explosion d'une charge près de Markaba, à 3 kilomètres seulement de la frontière israélienne.

Le jour même, à Beyrouth, le cheikh Fadallah, chef spirituel du Hezbollah, répétait l'un des mots d'ordre favoris de son mouvement : « L'ALS doit être détruite ! ». Ce slogan, les extrémistes chiites s'efforcent de l'appliquer sur le terrain. Après trois bons mois de pause, la nouvelle escalade anti-ALS a de quoi tracasser Israël et ses alliés. On déçoit, ici, en effet, certains motifs d'inquiétude qui n'existaient pas lors de la précédente offensive du Hezbollah, en septembre.

A l'époque, sept attaques simultanées n'avaient permis aux assaillants d'occuper à moitié un seul avant-poste, vite reconquis. En outre, le Hezbollah avait payé sa brève victoire d'un lourd tribut, en perdant plusieurs dizaines d'hommes. Cette fois, le tableau est très différent. Profitant pleinement de l'effet de surprise, l'attaquant a infligé à son adversaire des pertes trois fois plus lourdes que celles subies.

Submergés par la vague des miliciens chiites, les soldats de l'ALS n'ont pu prévenir leur état-major. Celui-ci découvrit l'étendue des dégâts samedi à l'aube seulement, après avoir vainement tenté d'établir

un contact radio avec la position vaincue. Et une victoire non usurpée que les combattants chiites célébrèrent ensuite autour de leur butin, un transport de troupes blindé de l'ALS.

Les faiblesses de Paliée

Après ce sérieux revers, Israël devra une nouvelle fois méditer sur les faiblesses de l'ALS et tenter d'y porter remède : un entraînement insuffisant, une combativité déficiente, une occupation du terrain trop statique qui la rend vulnérable aux attaques-surprise. Fondant sa stratégie libanaise depuis 1983 sur le maintien d'une « zone-tampon » servant de cordon sanitaire aux localités frontalières de Galilée, Israël n'aura pas d'autre choix que d'épauler rapidement son allié. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, s'y est publiquement engagé dès lundi. L'Etat hébreu renforcera sans doute une nouvelle fois son aide logistique et matérielle.

Reste à savoir s'il jugera nécessaire d'augmenter aussi ses propres effectifs au Liban — conseillers, soldats et agents de renseignements — en ces périodes de calme « entre

400 et 500 ». Il est crucial pour Israël de remonter le moral de l'ALS face à un adversaire déterminé jusqu'à la mort, galvanisé par chaque nouveau succès, et recevant de son protecteur iranien les fonds dont il a besoin pour recruter des combattants parmi la population chiite du Sud.

Le regain d'attaques contre l'ALS tombe d'autant plus mal qu'il coïncide avec une campagne de recrutement rendue nécessaire par une série de démissions. En trois mois, l'ALS, forte de 25 000 hommes, a perdu un soldat sur dix. La plupart de ces démissionnaires sont des chrétiens originaires du Nord qui, après les combats de septembre, ont redouté des représailles contre leurs familles.

La position de l'ALS attaquée vendredi se trouve dans la zone « irlandaise » de la FINUL, tandis que les installations du Hezbollah bombardées en réponse par Israël sont en secteur « ghanéen ». On peut donc s'attendre que Jérusalem, à deux semaines du renouvellement du mandat de la Force, instruite une nouvelle fois le procès des « casques bleus », accusés de fermer les yeux sur les activités du Hezbollah.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

La guerre du Golfe

Un hélicoptère américain échappe à un missile

Washington. — Un missile sol-air a été tiré contre un hélicoptère de la marine américaine qui approchait, lundi 5 janvier, un navire de commerce non identifié dans le Golfe, a annoncé le Pentagone. L'incident a eu lieu vers 12 h 30 TU (13 h 30 à Paris), alors que l'hélicoptère — basé sur le destroyer *O'Bannon* — survolait les eaux au nord-ouest des Emirats arabes unis.

Lorsque le missile a été tiré, l'équipage de l'hélicoptère — qui effectuait, selon le Pentagone, une « mission de routine » — a aussitôt manœuvré pour l'éviter, et l'engin est passé à environ 180 mètres.

L'hélicoptère, un SH-2 Seasprite, avait été dépêché par le navire de guerre américain pour identifier le navire marchand, a ajouté le Pentagone. L'hélicoptère se trouvait à environ 5 kilomètres du bâtiment de commerce lorsque celui-ci a tiré le

missile sol-air, et à quelque 50 kilomètres du *O'Bannon*.

Prévenu par l'hélicoptère, le *O'Bannon* s'est immédiatement lancé à la poursuite du bâtiment de commerce, mais ce dernier est rapidement entré dans un port des Emirats, cependant que le navire américain restait en dehors des eaux territoriales. Le destroyer *O'Bannon* est l'un des cinq navires de guerre américains qui patrouillent en permanence dans la région.

Les témoignages recueillis sur place sont assez vagues, et il est impossible de confirmer si le missile a bien été tiré — comme le dit le Pentagone — depuis le cargo non identifié ou bien d'un autre navire ou encore d'un avion. Depuis quelque temps, certains navires marchands s'aventurent dans les eaux du Golfe pour échapper à des attaques antérieures pour passer aux éventuelles attaques d'appareils iraniens et irakiens. — (AFP, AP, Reuter.)

Diplomatie

Les relations franco-australiennes

Canberra ne comprend pas la suspension de toute visite ministérielle

SIDNEY
de notre correspondante

L'année commence mal pour les relations franco-australiennes. Elles n'étaient déjà pas au beau fixe, mais la décision prise par Paris (1) de suspendre « pour une période indéterminée » tout échange de visites au niveau ministériel entre les deux pays crée un orage de plus dans une atmosphère déjà chargée.

De côté australien, on comprend d'autant moins la décision française qu'elle est censée sanctionner le rôle joué par l'Australie dans la campagne en faveur de la réinscription de

la Nouvelle-Calédonie sur la liste des « territoires non autonomes », selon une résolution votée en août à l'unanimité par les treize pays du Forum du Pacifique sud et adoptée ultérieurement par l'Assemblée générale des Nations unies par 89 voix contre 24 (le *Monde* du 4 décembre). « Si encore Paris nous sanctionnait pour avoir été à l'origine du traité de désaméricanisation du Pacifique sud, initiative qui nous revient, nous comprendrions, mais là... », ajoute-t-on au département des affaires étrangères à Canberra.

Car depuis quatre mois l'Australie ne cesse de répéter que, en sou-

tenant la résolution sur la Nouvelle-Calédonie, elle n'a fait que se rallier au « consensus de la Communauté du Pacifique sud ». « Nous nous sommes même fait critiquer par certains pays du Forum pour n'avoir pas défendu la résolution auprès de l'ONU avec assez de fermeté », assure-t-on aujourd'hui dans la capitale fédérale. « Les Français persistent à croire qu'ils sont victimes d'un complot anglo-saxon dans le Pacifique, dont nous aurions pris la tête. La rivalité légendaire entre intérêts britanniques et français dans la région était vraie il y a deux cents ans, peut-être il y a cent ans encore. Mais nous sommes indépendants depuis plus de quatre-vingts ans. L'Australie d'aujourd'hui, ethniquement, n'est plus ce qu'elle était. »

à regagner des sympathies à la France auprès des pays de la région.

On attendait aussi à Canberra, pour le mois de février, deux autres ministres français, MM. Guillaume (agriculture) et Noir (commerce extérieur), qui avaient été conviés par leurs homologues australiens, MM. Kerin et Dawkins, afin, dit-on, de poursuivre des échanges fort cordiaux entamés lors de la conférence du GATT, en septembre à Punta-del-Este.

Or s'il est un aspect de leurs relations avec la France que les Australiens, en ce début d'année, désirent préserver, ce sont bien leurs échanges commerciaux. En 1985 et 1986, les exportations de l'Australie vers la France se chiffraient aux alentours de 710 millions de dollars australiens (soit quelque 3 milliards de francs). Quant aux Australiens, ils importaient, dans la même période, pour près de 3,4 milliards de francs de produits en provenance de l'Hexagone. Or l'Australie est en proie à une grave crise économique, notamment depuis la chute des cours de certaines matières premières dont elle dispose en abondance, et elle s'est décidée à développer son secteur manufacturier, très faible jusqu'ici. Un secteur dont elle compte bien écouler les produits sur le marché français.

SYLVIE CROSSMAN.

(1) Décision qui avait tout d'abord été annoncée par la presse australienne, et que le Quai d'Orsay a confirmé lundi 5 janvier.

Prochaine visite du roi Hussein à Paris. — Le souverain effectuera en France, du 12 au 15 janvier à Paris, une visite d'Etat, à l'invitation de M. Mitterrand, a annoncé l'Elysée, le lundi 5 janvier. Le roi Hussein doit ensuite se rendre en Italie.

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

Grève de la faim d'un détenu français

Un ressortissant français, incarcéré à la prison madrilène de Carabanchel pour une accusation de vol à main armée, observe une grève de la faim depuis vingt-trois jours, a indiqué lundi 5 janvier son avocat, M. Manuel María Salgado. M. Salgado a précisé que son client, M. Alain Develley, trente-cinq ans, entendait protester contre le fait qu'il se trouvait en prison préventive depuis plus de deux ans, pour un délit datant de 1983. La durée maximale pour la prison préventive en Espagne est de deux ans, mais elle peut être prolongée jusqu'à trois dans certains cas. Egalement accusé de détention illégale d'exploités, M. Develley est considéré comme un repris de justice notoire par les services policiers, a-t-on indiqué de source française à Madrid. — (AFP.)

Portugal

Un dirigeant du GAL arrêté à Lisbonne

La police portugaise a confirmé, le lundi 5 janvier, l'arrestation annoncée par l'hebdomadaire *l'Expresso* de Jean-Philippe Labadie, dirigeant présumé du Groupe de libération armée terroriste (GAL), responsable de la mort de plusieurs militants séparatistes basques espagnols exilés dans le sud-ouest de la France. Il est accusé d'avoir tenté de recruter des Portugais pour grossir les rangs du GAL.

Plusieurs Portugais, soupçonnés d'avoir participé à des opérations du GAL, sont aussi détenus. Une enquête est en cours et toute demande éventuelle d'extradition de la part de la France sera examinée en temps voulu, a indiqué le porte-parole de la police. — (Haute.)

M. Flosse

ne viendra pas

Les milieux diplomatiques français dans la capitale fédérale admettaient, mardi, que les Australiens sont, « d'une certaine manière, sincères », et qu'à l'origine ils n'ont fait que se rallier au consensus du Forum, mais estimèrent aussi que, bon gré mal gré, Canberra s'est laissé entraîner à l'activisme « proné par les plus virulents au sein du Forum (notamment l'Alliance mélanésienne de Vanuatu, l'ancien condominium franco-britannique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Iles Salomon) ». On se dit aussi « très choqué » de l'attitude inamicale de l'Australie dans les coulisses du sommet des pays non alignés, qui s'est déroulé à Harare du 1^{er} au 7 septembre.

Dans l'immédiat, sur un plan pratique, la décision de Paris sous le glas d'un événement qui était très attendu ici : la visite, prévue pour février, de M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat pour le Pacifique sud, dans le cadre d'une tournée des

هكذا من الأصل

reprises répétées contre l'ALN

Le chef de l'Etat et le premier ministre... M. Chirac a déclaré souhaiter que...

La guerre au Liban... un hélicoptère américain échappe à un missile

Le chef de l'Etat et le premier ministre... M. Chirac a déclaré souhaiter que...

is la suspension stérielle

is la suspension stérielle

Politique

Les cérémonies de vœux

M. Mitterrand: «S'il y a sacrifice, il doit être justement réparti»

Une partie des discours échangés au cours de la première journée des traditionnels vœux ont revêtu, le lundi 5 janvier, une importance particulière en raison des tensions inséparables d'un conflit persistant à la SNCF et plus généralement au « charbonnage », de la coexistence entre le chef de l'Etat et le premier ministre ainsi qu'aux plus récents développements du conflit qui oppose le Tchad, soutenu par la France, et la Libye.

M. Chirac avait déclaré souhaiter que, « au niveau des autorités de l'Etat, il y ait une claire conscience du devoir de chacun, si l'on veut marquer l'attachement qui est le nôtre, d'où que nous venions sur le plan politique, aux exigences de l'unité nationale et de la cohésion sociale ».

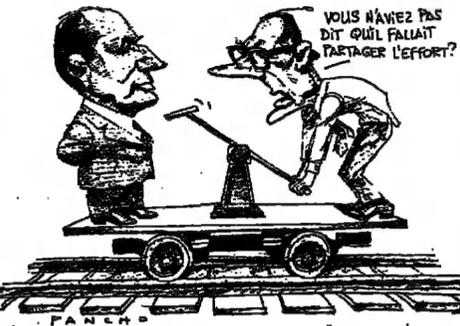
constitués : « Parmi les grandes causes nationales (...), il y a un point auquel, il me semble, nul ne peut se soustraire : c'est la lutte contre l'inflation (...). Parce que le recul de l'inflation commande tout le reste... Mais le chef de l'Etat avait ajouté : « S'il y a sacrifice, il doit être justement réparti ».

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a indiqué au journal du soir, sur FR 3, que le gouvernement est résolu à « tenir jusqu'au bout sur les salaires », mais que cela « ne veut pas dire paralysie », ni « élections anticipées ».

Au gouvernement

Recevant peu après 15 heures, pendant une vingtaine de minutes, l'ensemble du gouvernement, le chef de l'Etat après avoir reçu ses vœux, exprimait en réponse ceux qu'il formait pour la France, le peuple français et pour « la République qui vit une période nouvelle », avant d'adresser d'autres vœux, à titre personnel cette fois, à tous les membres du gouvernement.

phrase de M. Mitterrand dans laquelle il avait souligné « l'absolue priorité qui doit être reconnue à la lutte contre l'inflation, faite de quoi le chômage serait relâché, ce qui serait inacceptable ». Le président avait insisté en conséquence sur la nécessité « d'éviter les dérapages ».



le vœux aux gémissements dès lors que nos décisions ne leur donnent pas satisfaction. Ce n'est point, en vérité, le Conseil constitutionnel qui a changé. Son inspiration et ses principes demeurent identiques.

rien - mais ils sont rares - davantage à l'extérieur - et on comprend pourquoi - alimenter la machine à mal. L'une des données du monde actuel s'appelle (...) le terrorisme. Il s'agit de notre sécurité intérieure et parfois extérieure, de notre vie, de la vie des autres. Le terrorisme exige de notre part la plus grande fermeté et la manière dont les choses sont conduites m'inclinent à penser que cette voie-là est celle qu'il faut choisir.

cer la cohésion sociale, et cela doit être expliqué. On admettra que, s'il y a sacrifice, il doit être justement réparti. C'est un élément de simple justice, un élément psychologique et moral qui nous fait accepter l'effort s'il est le sentiment que la société civile les invite à apporter, selon leurs propres moyens, la contribution qu'ils doivent.

Au Conseil constitutionnel

A 15 h 30, M. Mitterrand recevait ensuite les vœux du Conseil constitutionnel. Après avoir évoqué l'activité de cette institution au cours de l'année écoulée, son président, M. Robert Badinter, déclarait : « Il est vrai qu'à la constitution de notre démarche répondent

été la constance des critiques. Elles changent seulement d'auteur et de bord, selon la succession des majorités politiques. Il est plus important, à cet égard, de relever que certains qui, hier, sollicitaient dans le Conseil constitutionnel un irremplaçable défenseur des libertés, aujourd'hui

Aux corps constitués

Mais de la principale cérémonie de vœux de la journée, au présent des corps constitués, la politique ne devait pas être absente. M. Pierre Nicolay, vice-président du Conseil d'Etat, ami de longue date du président de la République et qui lui présentait pour la dernière fois officiellement les vœux des corps constitués puisqu'il partira à la retraite cette année, consacrait son allocution aux bouleversements politiques et à l'aggravation du terrorisme en 1986.

Le chef de l'Etat déclarait alors : « J'adresserai d'abord mes souhaits à la France. Il y a seulement quelques jours, m'adressant aux Français, je les appelais à se rassembler autour de quelques grandes causes nationales. Oui, à se rassembler. Quand l'essentiel est là, il le faut bien : c'est la vie de la nation qui est en jeu, non seulement dans son présent mais aussi dans sa continuité à travers les siècles et les siècles, ceux du passé et ceux qu'il s'agit maintenant d'édifier dans l'avenir ».



Le terrorisme et l'inflation. Alors on pense d'abord à l'unité. Je ne crois pas cette unité menacée. Il existe la réalité d'un peuple vivant et fort ; il existe aussi les règles de notre société, les règles de la démocratie. Ces règles supposent confrontation, débat, antagonisme et leur expression est toujours légitime, mais elle oblige aussi. Elle oblige, chaque fois que c'est nécessaire, chacun à se soumettre à quelques données de base sans lesquelles aucune vie collective durable n'est possible : le respect de l'autre, le souci de demeurer à l'intérieur d'une certaine forme de civilisation, celle qui nous réunit.

ROYAL JORDANIAN... 12, rue de la Paix 75009 Paris - Tél : 16.1.42.61.80.60 - Départ ORLY SUD : mardi-vendredi-dimanche - Retour : lundi-jeudi-samedi

Politique

L'armée discrète d'un non-candidat à l'élection présidentielle

Voyage dans la maison Barre

(Suite de la première page.)

Une, puis deux, puis trente associations. Et aujourd'hui, à travers tout le pays, cent vingt. Alors, depuis mai 1984, Charles Millon, *« fils du tricot »*, reprend une à une les mailles de ces cellules locales, presque toujours animées par des notables, membres de professions libérales, petits entrepreneurs, bref, ces « socio-professionnels » allégués aux maquettes politiciennes du microcosme qui constituent le noyau dur des barristes. Rude tâche. D'abord, parce que le ciment de la maison Barre est une espérance très universitaire à l'égard de ce qui peut ressembler à une carte ou à un enrôlement. Suivez mon regard du côté du RPR. Ensuite, parce qu'en province les présidents de chambre de commerce ou d'agriculture - pivots essentiels d'un prosélytisme

forté, souterrain - ne sont pas une race qui porte banderoles.

Chaque département est convié à réunir ses forces et à faire, lorsqu'elles existent, les initiatives ou rivalités qui opposent « associatifs » et « politiques ». En déployant des trésors de diplomatie, Charles Millon nomme ensuite un « coordinateur », le plus souvent le politique le plus ancien dans le grade le plus élevé. L'opération est rondement menée. A ce jour, quelque soixante-dix départements ont été visités, « harmonisés », après en vue de l'échéance de 1988.

Voilà qui consacre bien le poids nouveau des parlementaires par rapport aux associations. Même si Raymond Barre tient à ce qu'elles conservent leur « quant à soi ». L'évidence est là : « Un député, ça sait faire », tranche Pascal Clément, victorieux.

Pas d'« évangélistes »

Mais attention, *« motur et bouche cousue »*. Personne n'est mandaté pour parler et agir au nom de l'ancien premier ministre. « Raymond Barre n'a pas d'évangélistes », résume joliment François d'Aubert, député (PR) de la Mayenne. « Une des grandes valeurs de ce système, explique Charles Millon, c'est d'être discret. Nous ne voulons pas de photos dans les journaux régionaux avec des légendes : *« Un président de l'association barriste. Tout cela doit rester souple »*.

Reste aux barristes à se dévouer dans le bénévolat anonyme et à s'adonner consciencieusement à la lecture et à la réflexion. Né en 1952, le GSEBC (Groupe d'études sociales économiques et civiques) réunit une centaine de sympathisants universitaires, cadres supérieurs et hauts fonctionnaires qui pondent de vastes synthèses politico-administratives. « On y trouve le meilleur et le pire mais il faut bien que les gens s'expriment », ironise un grand dignitaire du barreau. Les textes les plus solides - et leurs auteurs n'en sont pas moins - sont publiés sous forme d'extraits dans la lettre mensuelle *Faits et arguments*, diffusée à vingt mille abonnés selon son responsable Jacques Bille.

Les militants barristes peuvent aussi planoter sur leur minitel pour s'informer des réunions organisées par les « réseaux Millon » ou consulter le bulletin *Rémi* né en septembre. On y propose de nombreuses conférences. Comme des dizaines d'autres, l'association Provespérance, animée à Toulon par Philippe Esper, ami et ancien élève de Raymond Barre, lance des débats et à toute latitude pour piocher dans le pool des conférenciers maison : Henri Amoureux, journaliste, historien et auteur de la biographie *Monsieur Barre*, Lionel Stolier, économiste et ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Soube, directeur général du bulletin *Liens sociaux* et ancien interlocuteur privilégié des organisations syndicales à Matignon, Hélène Carrière d'Encoussé, spécialiste des questions sociales, Michel Druon, court, vice-président de l'Institut de l'entreprise, organisateur dépendant du CNFP.

Les barristes seraient-ils des boy-scouts ? Pas vraiment. Simplement allergiques aux « grandes machines » et aux partis politiques. Tel est leur pari : on peut gagner des élections présidentielles sans disposer d'un appareil puissant avec fidèles, comités centraux, permanents au garde-à-vous. Le « staff » barriste n'est constitué que d'une dou-

zaine de fantasmes, dont un coursier, qui se partageait entre deux appartements loués à Paris, boulevard Saint-Germain.

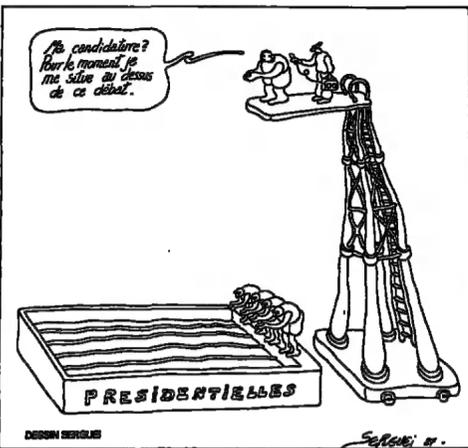
Un principe de base : éviter à tout prix les rigidités. Et un grand exemple historique : celui de Giscard d'Estaing, en 1974. « Son parti était alors comparable, quantitativement, aux adhérents directs de l'UDF aujourd'hui », explique Philippe Mestre, président desdits adhérents. « Et la France n'en a pas moins été reconstruite d'affiches de Giscard », ajoute Charles Millon. Le manque de « gros bras », de militants, n'angoisse pas les barristes. « Ça se trouve, ça se trouve », murmure le premier d'entre eux qui ne tient pas à « s'embarasser d'impédiments longtemps à l'avance ».

Le moment voulu, le produit Barre sera bien mieux « vendu » par un réseau « Tupperware », à l'américaine. Chaque département devra alors donner naissance à un comité de soutien irréprochable, de fière allure, incarnant le je-ne-sais-quoi barriste. Un proche de Raymond Barre vend la mèche : « Notre travail est devenu véritablement militant. Nous renforçons et perfectionnons nos fichiers. De Paris, nous devons pouvoir diffuser demain, sans problème, une circulaire sur l'ensemble des milieux médicaux ou, par exemple, les professionnels de la justice ».

Beaucoup reste à faire. Et d'abord dénichier les vrais relais d'opinion dans les départements, sonder les notables porteurs d'une popularité réelle, entraînants, écartés des barbons-reposants. Bref, s'adapter au terrain. Ainsi, dans la Mayenne, François d'Aubert couvre tout particulièrement les caisses locales du Crédit Mutuel, très autonomes et décentralisées, supposées être des relais très efficaces.

N'en déplaise à la légende, le « paysan du Danube » que prétend être Raymond Barre est aussi entouré par une « garde noire » très politique. « Il n'aime peut-être pas la classe politique, mais il aime bien plusieurs de ses élèves », résume Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale. A preuve, les poignées de main cordiales et généreuses qu'il distribue tous les mercredis après-midi dans l'hémicycle, à l'occasion de la séance des questions orales au gouvernement. Certains députés RPR n'y seraient du reste pas insensibles, affirment les barristes.

Avec l'expérience, les barons visent le « microcosme » et les mailles cinglantes sur le « régime des



partis » se sont donc adossés. De part et d'autre, on se fait une douce violence. « De temps en temps, nous lui rappelons qu'un certain type de discours sur les partis peut être mal reçu à la base », admet Bernard Stasi qui fut l'un des premiers, en 1982, à faire allégeance à Raymond Barre. Il n'empêche que les hommes politiques barristes sont parfois les premiers à fastidier... les hommes politiques. « La fonction politique est trop socialisée en France », dit Charles Millon. Quand vous assistez à une cérémonie d'inauguration en compagnie de chefs d'entreprise, vous les ressentez parfaitement. Tous les honneurs sont pour nous alors que ce sont eux, tout de même, qui créent les emplois !

Les élus du CDS - les Barrot, Bayrou, Stasi - figurent au premier rang des « chouchous » du sévère professeur. Mais le maître a aussi les yeux de Chimène pour toute une bande de voléteurs turbulents, troubles sympathiques au fond des ravins, issus parfois du Parti républicain et en rupture de jétorisme. On repère du premier coup d'œil François d'Aubert, spécialiste de la communication et des boîtes sournoises anti-Hersant, Edmond Alphandéry et Bruno Durieux, experts en économie, grande dévotion de chiffres, Pascal Clément, toujours volontaire pour les rapports sur le projet de loi de découpage électoral ou la présidence de la commission d'enquête sur les événements étudiants de novembre-décembre.

Mais gare! Aucun d'eux, à aucun moment, par aucune parole, ne saurait engager le « patron », car aucune consigne n'est jamais donnée par le Boulevard Saint-Germain.

« Sur la non-concentration de la presse, à propos de laquelle je suis intervenu, nous nous sommes devinés mutuellement avec Raymond Barre », explique François d'Aubert.

Ils peuvent bien rencontrer leur gourou « une fois tous les dix jours en moyenne », ils gardent leur liberté de parole : « Raymond Barre n'est pas un homme de grande machine. Il n'est pas obsédé par le fait de tout savoir, de tout contrôler... On a des compétences mais pas de spécialités », précise Pascal Clément. Raymond Barre n'est pas à l'aise dans les organigrammes.

Dans le même temps, des fidèles se sont rangés sous la bannière du non-candidat. Et ils n'ont rien de petits seigneurs. Un Pierre Méhaignerie dans l'Ouest, un André Rossi dans l'Alsace, un Jean-Marc Rausch en Lorraine, un Daniel Hoefel en Alsace, un Jean-Claude Gaudin à Marseille, et plus discrètement un Jean-François Ponceat dans le Lot-et-Garonne, un Dominique Baudis à Toulouse requinquent les barristes en proie au doute. Voilà des « pros » qui savent construire une campagne électorale, organiser un meeting réussi, parler à l'électeur. Voilà des « poids lourds » qu'on ne refuse pas et qui comprennent largement double puisque « les ambassadeurs du pouvoir en province que sont les préfets sont désormais dépourvus de moyens », explique Philippe Mestre.

Les prospecteurs

Ainsi donc, il n'y a peut-être pas de « machine » barriste mais une sacrée armée de machinistes qui commencent à se boucler devant la chaudière. De braves gens, tout disposés à la souplesse, fourmillent autour de lui. Bien sûr, des humbles, des sous-grade, mais surtout les autres, les « noms », les « titres », pour l'autre « barristes par nature », selon la distinction de l'ancien premier ministre. Ceux qui demain feront signer des appels, téléphoneront, observeront, les professionnels du comité de soutien clés en main. Toujours fiables et motivés ? C'est une autre question. De plus en plus nombreux, en tout cas.

Des titres de pont sont ainsi lancés dans bon nombre de milieux sociaux et de groupes socio-professionnels. L'Université, bureau historique du barreau, est par définition choyée. Deux hommes jouent à un rôle essentiel. D'abord, bien sûr, le fidèle Jean-Claude Casanova, 56 à Raymond Barre depuis le début des années 50, quand il fut, à Tunis, son élève. Professeur à Sciences-Po, éditorialiste à

l'Express, animateur de la revue *Commentaires*, il compte dans l'Université d'innombrables amis et indéfectibles reconnaissances écrites de l'époque où, conseiller à Matignon, il fut le bras droit de l'ancien ministre, un certain nombre de collègues messieurs.

« Au demeurant, quoi de plus facile que de « vendre » Raymond Barre aux universitaires ? N'est-il pas l'auteur d'un traité d'économie dont on ne compte plus les rééditions ? Ne possède-t-il pas l'art de mixer ses anciens pairs en les accueillant d'un « Mes chers collègues », au reste très naturel ? Du pain béni pour Michel Frigant, président des Cercles universitaires, qui se fait fort, à titre personnel, de drainer pour l'association des maîtres-assistants professionnels premiers ministres.

« Ce directeur général des Français universitaires de France, stratégiquement situé au carrefour de tout ce qui enseigne, recherche et publie dans la République des lettres et des sciences, est l'autorité numéro deux de Raymond Barre. Le mot réseau ne lui fait pas peur, ni la politique

d'influence. Il prospecte et assure pouvoir sortir de son chapeau, le moment voulu, une « liste de cent profs talentueux, amis de leurs étudiants, respectés », appelant à bien voter... « Il y a soixante-troize villes universitaires, il faut que je bouche encore trente-cinq trous, dit-il. Ce sera fait. J'ai pris l'engagement d'être prêt début janvier ».

Par nature plus réservée, la haute administration ne boude pas non plus le professeur. Les grands commis de l'Etat se font un devoir d'apporter leur lot d'informations aux groupes d'études barristes et à l'entourage direct de non-candidat. Ils sont les bienvenus, cependant vite catalogués. « Nous savons bien qu'ils sont souvent multi-cartes, mais qu'y pouvons-nous », réche un barriste un tantinet égaré par ces opportunistes.

Peu de patrons... et de journalistes

Paradoxalement, le patronat - « l'establishment », dit Raymond Barre avec une moue indescriptible - est peut-être moins travaillé par les barristes. Vieux dépit de l'ancien premier ministre envers les quinquaniers de subvention qu'il dut subir, cinq années durant, à Matignon ? Sagesse de celui qui sait que les patrons sont gens prudents ? En tout cas, ces derniers n'occupent pas le devant de la scène.

Excepté un Jean-Louis Descours, PDG des Chaussures André, les « têtes » ne dépassent guère. Et mis à part les noms de Michel Druoncourt, déjà cité, Albert Costa de Beaugard, ancien conseiller pour les affaires économiques à Matignon de 1976 à 1981, récemment nommé directeur de la branche militaire de Nava, Renaud de La Genière, président de la Compagnie financière de Suez, des noms de sympathisants dans le monde de la grande entreprise ne viennent pas spontanément en masse aux lèvres des barristes.

Au point que l'on ne peut s'empêcher d'avoir une pensée pour Gilbert Beaux, numéro deux du groupe de la Générale Occidentale de James Goldsmith, trésorier du GESEBC, à qui reviendra à ce titre la tâche de solliciter les fonds de la future campagne de Raymond Barre !

Cette impression de relatif isolement se retrouve, encore plus vive, par rapport aux médias. Bien des fidèles s'en inquiètent et aimeraient voir l'ancien locataire de Matignon s'efforcer de séduire la gent journalistique. Mais c'est mal le connaître.

Une « fraternelle » barriste

S'informer, écouter, résorber les contentieux : louable occupation. Raymond Barre, qui a toujours entretenu de bonnes et profondes relations avec l'Eglise catholique - ses rapports avec Mgr Decourtray, à Lyon, sont sans image - s'efforce discrètement de ravaler des liens distendus avec la communauté juive qui se rappelle que la « circulaire sur le boycottage » d'Israël, en matière d'exportation, fut signée par son gouvernement et que l'ancien premier ministre laisse échapper une phrase malheureuse, en octobre 1980, après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, à Paris : « Un attentat qui visait des Israéliens se rendant à la synagogue et qui a frappé des Français innocents ». Lionel Stolier, barriste et président de la chambre de commerce française, aujourd'hui à la tête de l'association République et démocratie, drague ouvertement les cadres et dirigeants d'entreprise. Avec une particularité : Paul Estienne, franco-maçon, a créé ni plus ni moins une « fraternelle » barriste largement ouverte : quelque soixante-cinq antennes locales répandues en France. Un club ardent, qui groupe plus de deux mille franc-maçons des trois principales obédiences - Grand Orient, Grande Loge de France et Grande Loge nationale - et s'est épris d'un « message sans tablier », c'est-à-dire sans lien avec la franc-maçonnerie, mais dont le « langage de vérité » subjugue. Pour sa part, André Rossi aime efficacement la « fraternelle » UDF.

De même, on compte bien sur l'association féminine Dialogue, de l'ancienne ministre giscardienne Monique Pelletier, qui, « sans tambour ni trompette, a choisi Raymond Barre », assure-t-on boulevard Saint-Germain. France-Jessell, l'employée tout près du soleil, Charles Millon, Philippe Mestre, Pierre-André Wiltzer, député de l'Essonne, le préfet Daniel Doustin, qui fut son pro-

Au carrefour de l'intelligentsia et d'un certain syndicalisme - proche de la CFDT - se trouve une singulière institution, la Fondation Saint-Simon. Créée par l'historien François Furet, ancien président de l'École des hautes études en sciences sociales, et Roger Faurot, actuel directeur de l'ENA, elle rassemble des esprits libres, qui popularisèrent le concept de rigueur économique avant qu'il ne devint à la mode et qui contribuèrent à peser contre la sortie de la France du système monétaire européen au moment - en 1983 - où le dilemme se présente au chef de l'Etat. Une fondation que l'un de ses membres définit comme « rocardo-barriste ». Etiquette abusive ? La Fondation Saint-Simon n'aura jamais une quelconque influence dans une élection présidentielle, coupe court Jean-Claude Casanova.

Jean-Claude Casanova reflète assez justement sa pensée lorsqu'il tranche : « Vous savez, en 1974, Giscard d'Estaing n'avait pas de soutien dans la presse ». A charge, par Jacques Alexandre, ancien chef du service de presse de Matignon après une riche carrière dans l'audiovisuel, pour Bernard Bruin, grand interprète des non-dits, et Sylvie Dumaine de porter haut le message barriste et à des hommes comme Jacques Bille, président de l'Association des agences-conseils en publicité, et Michel Bongrand, conseiller en communication, de veiller à l'usage du non-candidat.

A contrario, Raymond Barre s'est efforcé de rattraper son handicap matignonnesque avec les syndicats. Ainsi s'est-il conservé des relations cordiales avec André Berges (FO), interlocuteur privilégié de 1976 à 1981. « Hélas ! » soupirent les barristes purs et durs. Singulier dialogue, en effet, que celui du contempteur des « nantis » et des « porteurs de pancartes » - parisien occasionnel de l'art de gouverner « avec des boules Quies » - et du porte-parole obstiné de la France sous statut, de l'augmentation indécise et de l'avancement à l'ancienneté, conservateur en chef des avantages acquis.

De même Raymond Barre entretient le contact avec les autres canaux. Raymond Soube, ancien conseiller social de Matignon, garde un oeil attentif sur les propositions de la CFDT, sur l'évolution de la CGT.

Le directeur de cabinet à Matignon, Jean-Louis Chaussende, ancien conseiller du premier ministre et actuel trésorier-payeur général de l'Aube, organise savamment les « capillarités » diverses. Raymond Barre, lui, se fait un devoir de penser que l'intendance suivra, armé d'une conviction : le jour dit, sent l'homme, le présidentiable, comptera. « Ce jour-là, les Français choisissent eux-mêmes. C'est un moment de confiance. Cela ne se crée pas, cela se donne ».

Ra attendant, l'ancien premier ministre écoute, s'informe, discute haute stratégie avec l'amiral Lacoste - oui, celui de Greenpeace - Thierry de Montbrial, ancien chef du centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, les généraux Guy Méry, Pierre Gallois, Etienne Copel, donne audience aux ambassadeurs qui le désirent, reçoit ses collaborateurs et fidèles, s'échappe à l'étranger à l'invitation de telle université, de telle organisation internationale, sans autre suite que l'inspecteur des voyages officiels mis à disposition de tous les anciens premiers ministres, en déployant des ruses de Sioux pour que la presse n'en soit pas avertie.

Il marche à pas comptés, fignole ses interventions sur l'Europe, la participation, l'indépendance nationale, accepte de présider un débat à l'OCDE, dont le secrétaire général n'est autre que Jean-Claude Paye, l'un de ses premiers étudiants, un fidèle parmi les fidèles.

« Le Rubicon, il l'a déjà franchi », souffle Philippe Mestre. A coup sûr. Le regard des barristes, on le sent, est déjà fixé sur la ligne bleue du second tour. Dans son bureau bien ordonné du boulevard Saint-Germain, sous le portrait du général de Gaulle par Moretti, à côté de ses volumes de *Mémoires de guerre* et des *Mémoires d'espoir*, fatigués par de fréquentes compulsions, Raymond Barre glisse : « Vous savez, ce n'est pas une partie de plaisir, si l'on gagne. C'est davantage une machine à coups et chagrins qu'à satisfactions perpétuelles ». Sortez vos mouchoirs !

LAURENT GRELSAMER et DANIEL SCHNEIDERMAN

SCIENCES-PO
FORMATION CONTINUE

«LA FRANCE DE LA COHABITATION»
Politique et société en 1987

• Cycle de 20 conférences sur la vie politique en France
• Sous la conduite d'Alfred GROSSE

• A partir du 26 Janvier 1987, les lundis et jeudis de 18h30 à 20h30
• Destinée à un large public : cadres, fonctionnaires, enseignants, journalistes, ...

• Le programme porte sur l'évolution des institutions, la situation des partis, les syndicats, le contexte économique, l'évolution des médias, les sondages, les problèmes de société, la position de la France dans le Monde, les idéologies...

• Avec la concours de Gérard ADAM, Guy CARCASSONNE, Jean CHARLOT, Michèle COTTA, Olivier DURAMEL, Jérôme JAFFRE, Michel FERREREAU, Antoine FROST, Jean-Louis OUDERMOND, Bruno REMOND, René REMOND, Jean-Jacques SALOMON, Sylvain SULLEROT, Georges TAPINOS, Gérard VINCENT.

Programme détaillé et inscriptions : Service de Formation continue
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
215, Boulevard Saint-Germain 75007 Paris - Tél. (1) 45.49.50.50
45.49.50.96 - 45.49.50.99

Une élection municipale

LA RÉUNION : Saint-Philippe (premier tour).

Inscr. 2.252; vot. 1.851; suff. expr. 1.827. Liste PS conduite par M. Wilfrid Bertie, 1 047 voix, 3 élus; liste maj. conduite par M. Hugues Salvan (UDF), 840.

[M. Bertie retrouvera, vraisemblablement, vendredi prochain, son poste de maire. Tout en conservant son mandat de conseiller municipal, l'ancien député socialiste s'était démis de ses fonctions, à la suite de sa condamnation, le 26 septembre, par le tribunal correctionnel de Saint-Denis, pour être d'« influence », se déclinant notamment le dimanche de trois élus (PS) de conseil municipal. Simultanément, M. Bertie s'était démis de son mandat de conseiller général de Saint-Philippe, siège qu'il a retrouvé dès le premier tour de l'élection partielle organisée le 3 décembre.]

En recueillant 57,3 % des suffrages, la liste conduite par M. Bertie a obtenu de près de deux points le score qu'elle avait enregistré en mars 1983 (55,32 %).

Au premier tour de l'élection municipale de mars 1983, la liste conduite par M. Bertie l'emportait avec 966 voix contre 780 à la liste dirigée par M. Salvan, sur 1 746 suffrages exprimés, 1 728 votants et 2 123 électeurs inscrits.]

L'affaire du Carrefour du développement et le « vrai faux » passeport de M. Chalier

Le directeur de la DST se déclare « dépendant d'une hiérarchie »

MM. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération, actuel député socialiste de l'Aisne, et Bernard Gérard, directeur de la Direction de la surveillance du territoire (DST), seront-ils inculpés dans les prochains jours ? C'est l'interrogation posée au juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement, M. Jean-Pierre Michau. Il manifesterait ainsi sa volonté d'agir sur les deux versants de cette affaire : l'espionnage, qui implique un ancien

ministre socialiste, et son exploitation politique, qui met en cause les protections policières dont a bénéficié M. Yves Chalier, principal accusé et principal accusateur, durant sa « cavale » de six mois en Amérique latine.

L'inculpation de M. Nucci, qui contournerait l'obstacle de la Haute Cour en invoquant des faits indépendants de ses anciennes fonctions ministérielles, ne serait pas surprenant au vu des inves-

tigations financières laborieuses mais précises, déjà réalisées, qui ont permis de confirmer certaines des accusations portées par M. Chalier. L'inculpation de M. Gérard, en revanche, se présenterait comme une épreuve de force entre le juge d'instruction et le ministre de l'Intérieur M. Pasqua. M. Michau est en effet convaincu qu'en soulevant le « secret défense » à propos du « vrai faux » passeport remis par la DST à M. Chalier, M. Gérard se plie à la volonté de son

ministre et cela d'autant plus que le directeur de la DST, entendu le 9 décembre, aurait alors confié de vive voix, hors procès-verbal, au juge d'instruction avoir agi en cette affaire sur ordre de M. Pasqua lui-même. Interrogé par le Monde, M. Gérard a cependant démenti cette information, tout en reconnaissant avoir expliqué au juge qu'il était « dépendant d'une hiérarchie ».

A la demande de M. Pasqua ?

Le 9 décembre dernier, M. Michau se rend dans les locaux de la DST, rue Nélaton, à Paris, dans le quinzième arrondissement. Il veut interroger M. Gérard sur les conditions dans lesquelles son service, chargé du contre-espionnage, a été amené à délivrer, en juillet 1986, un « vrai faux » passeport, sous la fausse identité d'Yves Héroux - lors de sa fuite, sous le coup d'un mandat d'arrêt international, M. Yves Chalier. De cette rencontre ne subsiste dans le dossier d'instruction qu'un court procès-verbal, où M. Gérard répond notamment : « En ma qualité de directeur de la surveillance du territoire, fonctionnaire habilité, je suis dans l'obligation légale de vous opposer le secret défense. » Le juge insiste, pour savoir si les « éléments » qui lui sont demandés sont couverts par le secret défense ; sa vain : M. Gérard se contente d'invoker sa « qualité de fonctionnaire habilité ».

Le juge d'instruction ne pouvait se satisfaire de telles réponses, M. Chalier n'étant aucunement un agent de la DST et, encore moins, un agent d'Yves Héroux - lors de sa fuite. Aussi, hors procès-verbal, pratique courante dans des affaires délicates, le magistrat n'a pas caché son étonnement, et M. Gérard, pris sous une double contrainte - l'autorité ministérielle, l'autorité judiciaire, - s'est alors confié un peu plus. Le responsable de la sous-direction technique de la DST, service qui a conféo-

tionné le « vrai faux » passeport, M. Jean-Pierre Brut fut convoqué à cet entretien informel. Ce qu'a compris le juge correspond à ce que confient volontiers divers responsables policiers de la place Beauvau. Alors en difficulté (son départ de la DST était même envisagé par M. Pasqua), M. Gérard aurait été convoqué au début de l'été par le ministre dans son bureau. M. Pasqua lui aurait alors demandé un service pour une personne en mission à l'étranger (son départ de la DST était même envisagé par M. Pasqua). M. Gérard aurait été convoqué au début de l'été par le ministre dans son bureau. M. Pasqua lui aurait alors demandé un service pour une personne en mission à l'étranger (son départ de la DST était même envisagé par M. Pasqua). M. Gérard aurait été convoqué au début de l'été par le ministre dans son bureau. M. Pasqua lui aurait alors demandé un service pour une personne en mission à l'étranger (son départ de la DST était même envisagé par M. Pasqua).

procédure d'expulsion administrative, M. Filippoddu est accusé par la presse brésilienne d'être l'un des responsables de la mafia des jeux. Cet élément inconnu particulièrement plusieurs spécialistes de la police judiciaire française. A leurs yeux, M. Chalier a bénéficié dans sa fuite de complicités dans le milieu des jeux. La présence dans ce dossier de M. Pascal Dewynter, avocat de M. Delebois mais aussi défenseur habituel de M. Jean-Dominique Fraton, ancien patron du casino Ruhl de Nice, toujours recherché par la police française, conforte leurs inquiétudes. Après cinq ans de fermeture, M. Pasqua vient d'autoriser la réouverture pour un an de ce casino, dont la direction a été confiée à des proches de M. Fraton.

Escroquerie, manipulation politique, implication de policiers et maintenant milieu des jeux... En se défendant de se livrer à des conclusions hâtives, les responsables de la police judiciaire jugent cependant cette affaire extrêmement dommageable pour l'image de l'institution policière. « En ce début d'année, c'est l'affaire de tous les dangers » confie l'un d'eux, en ajoutant ce détail : Jacques M. Pierre Chiarelli, ami de M. Chalier, revient du Brésil, porteur des deux photos qui vont servir au « vrai faux » passeport, il est accusé à l'adoption par deux policiers qui lui font écrier les contrôles douaniers et policiers...

GEORGES MARION et EDWY PLENEL

Les libéralités de M. Yves Chalier

Avec la fin de l'année 1986, le juge d'instruction Jean-Claude Michau a clos l'un des chapitres de l'affaire Carrefour du développement : celui du sommet de Bujumbura. Tenu en décembre 1984, cette réunion franco-africaine constitue l'un des points-clés du scandale, celui qui explique une grande partie des sommes dissipées ou détournées grâce à l'association Carrefour du développement, dont M. Yves Chalier, chef de cabinet du ministre de la coopération, M. Christian Nucci, était le trésorier.

Officiellement, on le sait, ce sommet a coûté aux caisses de l'Etat quelque 67 millions de francs, versés en grande partie par Carrefour du développement, elle-même largement subventionnée par le ministère de la Coopération. Après plusieurs mois d'instruction, le juge d'instruction a calculé que le coût réel du sommet ne s'élevait en réalité à 52 millions de francs. La différence, soit 15 millions, représente l'argent disparu et justifie l'accusation de détournements de fonds publics.

La première tâche du magistrat instructeur et de la brigade financière a été d'en retrouver la trace et, surtout, de comprendre le mécanisme qui a permis les détournements. Ces derniers ont notamment suivi deux voies : la surfacturation et la double imputation comptable. C'est ainsi qu'une facture de la société Formes nouvelles, d'un montant de 6,5 millions environ, a été payée deux fois par Carrefour du développement : la première fois à la

société Formes nouvelles elle-même, pour les prestations effectivement fournies, c'est-à-dire la décoration de l'hôtel de Bujumbura abritant la conférence ; la seconde fois pour procurer de l'argent liquide aux promoteurs du trafic. C'est avec une partie de cet argent qu'une autre association dirigée par M. Chalier, La promotion française, semble avoir acheté le château d'Ortie. Les procédés de surfacturation ou de facturation fictive valent leur inculpation à plusieurs dirigeants de sociétés de transport qui ont travaillé avec le ministère de la Coopération à la préparation du sommet franco-africain. Le procédé est classique : une société demande le paiement d'une facture « bidon » ou, variante, d'une véritable facture considérablement augmentée. Le paiement à peine fait, la société bénéficiaire retire de son compte bancaire l'argent en liquide et le restitue au payeur, amputé d'une commission de 10 % environ. Grâce à la surveillance de plusieurs sociétés de transport, M. Chalier s'est ainsi procuré quelque 7 millions de francs en argent liquide.

Que sont devenus ces 7 millions ? Au dire de M. Chalier, quelque 200 000 F sont arrivés dans les caisses du Parti socialiste, tandis que 700 000 autres ont été utilisés à payer les frais de campagne électorale de M. Christian Nucci. Le paiement des cérémonies amicales organisées par ce dernier pour célébrer sa nomination ministérielle comme celui de l'invitation faite par

M. Guy Femeo aux ambassadeurs africains en poste à Paris, aurait également été prélevé sur cette somme. De même, M. Chalier affirme avoir donné 1 000 000 F pour épargner le trou apparu dans la comptabilité de l'Association pour la promotion communale internationale (APCI) présidée par M. Alain Pôher, président du Sénat. Bien que discret dès qu'il s'agit de son propre compte, M. Chalier a également reconnu avoir utilisé le même circuit pour payer le loyer de son appartement parisien, soit 120 000 francs.

Grâce à Fargetat du sommet de Bujumbura

Mais le paradoxe de cette distribution est qu'une partie de l'argent frauduleusement prélevé par M. Chalier a été réinjecté dans le circuit du sommet de Bujumbura pour pallier des mécanismes de financement défaillants. C'est ainsi qu'ont été payés deux barbouzes engagés pour surveiller une éventuelle infiltration libyenne lors du sommet, et qui ont coûté quelque 1 200 000 F (400 000 F de salaire plus 800 000 F d'armes et de matériels d'écoute sophistiqués).

Selon la même méthode, ont été réglés les frais des fonctionnaires du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP) envoyés sur place sept mois avant le sommet pour former une centaine de policiers burundais aux tâches de protection et d'intervention ; le président mauritanien a, lui, reçu 60 000 F en argent liquide pour le carburant de sa Caravelle ; 62 000 F ont été utilisés pour l'aménagement de ce que les inculpés appellent pudiquement une « maison de passage » (au moment du sommet, plusieurs dames dénommées pour la circonstance « journalistes accompagnatrices » y ont été amenées de Paris, par avion).

Avec la même générosité et grâce toujours à l'argent du sommet, Carrefour du développement semble avoir payé, à l'occasion des fêtes de Noël 1984, l'envoi d'un avion contenant 18 tonnes d'alcool, d'huitres et de foie gras destinés au personnel français resté au Burundi.

La liste des libéralités n'est pas complète : les dernières auditions de M. Chalier, à la fin du mois de décembre, ont été consacrées à l'examen du fonctionnement de l'association La promotion française. Les mêmes procédés de fausses factures ou de surfacturation y ont été utilisés. Les détournements s'élevaient à une dizaine de millions de francs.

G. M.

Les 200 000 F de La France avec vous

L'association La France avec vous, dont M^{me} Danielle Mitterrand est la présidente, a décidé de poursuivre en diffamation les quotidiens le Figaro, France-Soir et le Quotidien de Paris qui, selon M^{re} Georges Kijman, avocat de l'association, « s'étaient fait l'écho de déclarations de M. Yves Chalier selon lesquelles cette association bénéficierait de fonds provenant du Carrefour du développement ».

Au cours de ses auditions, M. Chalier a effectivement déclaré avoir versé à l'association 200 000 F provenant des fonds gérés par Carrefour du développement. De même, l'association Information, Formation, Promotion professionnelles des femmes (IFFPF), que dirige M^{me} Martha Mercadier, aurait, selon M. Chalier, reçu 360 000 F.

Dans l'entourage de Mme Mitterrand, on précise que l'association La France avec vous a bien reçu en 1985 une subvention de 200 000 F. Mais cette somme émanait du ministère de la Coopération, et le versement en a été effectué par chèque bancaire émis par la paie générale du Trésor, selon une procédure diligentée sous l'autorité de M. Patrick Lefas, directeur de cabinet de M. Christian Nucci.

USA
Que ce soit
Luxembourg
NEW YORK
Luxembourg
WASHINGTON
Luxembourg
CHICAGO
Luxembourg
DETROIT
Prix aller-retour
2590 F
seulement.
Validé 14/06 jusqu'à
achèvement 28/07 compte
sur dossier agréé.
C'est un tarif
ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 Paris ☎ (1) 47 42 52 26
ou votre agent de voyages.

SOLEIL D'HIVER A AQABA

2263 HOLDIN JO. - TEL : 592-3-312426
1 BOX 215 AQABA - JORDANIE

EN JORDANIE
A AMMAN
L'Hôtel Intercontinental
et l'Hôtel Amra-Forum
A PETRA
Le Forum-Hôtel
vous invitent au voyage sur les traces
de Lawrence d'Arabie
INTER-CONTINENTAL HOTELS
FORUM HOTELS
INTERNATIONAL
Réservations européennes :
à Londres à partir du 1^{er} décembre 1986
Téléphone : (19) 05-90-85-55
appel gratuit

Peu de patrons... et de journalistes

Le monde de la presse est en train de se transformer. Les patrons de presse sont de moins en moins nombreux, et les journalistes sont de plus en plus nombreux. Cette situation a des conséquences importantes sur le journalisme et sur la démocratie.

Les patrons de presse sont devenus de véritables barons. Ils ont le pouvoir de décider de ce qui est publié et de ce qui ne l'est pas. Ils ont le pouvoir de contrôler l'information et de manipuler l'opinion publique.

Les journalistes, quant à eux, sont de plus en plus nombreux. Ils ont besoin de travailler pour vivre, et ils ont besoin de travailler pour leur pays. Mais ils ont de plus en plus de difficultés à exercer leur métier. Les patrons de presse leur imposent de plus en plus de contraintes, et ils ont de plus en plus de difficultés à accéder à l'information.

Cette situation est préoccupante. Elle a des conséquences importantes sur le journalisme et sur la démocratie. Il est urgent de prendre des mesures pour protéger le journalisme et pour garantir la liberté de la presse.

Société

A Paris

Tentative d'attentat contre M. Jean-Louis Bruguière le magistrat chargé des dossiers d'Action directe

La police a déjoué, lundi 5 janvier dans la soirée à Paris, une tentative d'attentat à la grenade piégée devant le domicile du juge d'instruction Jean-Louis Bruguière, magistrat chargé des principaux dossiers concernant le groupe terroriste français Action directe (AD). C'est grâce à la vigilance et au sang-froid de l'un des gardiens de la paix chargés d'effectuer régulièrement des rondes de surveillance dans cet immeuble du centre de Paris que l'attentat a été évité. L'attention du policier a été attirée, vers 19 heures, par un fil de nylon barrant le palier de l'étage où habite le magistrat. Sans s'affoler, le gardien de la paix a suivi ce fil de nylon pour aboutir devant une grenade à fragmentation. Celle-ci était à demi dégonflée.

Seon les premières constatations des enquêteurs de la police judiciaire, une personne se penchant les pieds dans ce fil aurait très vraisemblablement provoqué l'explosion de la grenade. Au moment de la découverte de la grenade, le juge Bruguière était absent de son domicile. Dans l'après-midi, il avait entendu au Palais de justice Régis Schleicher, membre d'Action directe et inculpé de meurtre dans l'affaire de la fusillade de l'avenue Trudaine, à Paris, en 1983, au cours de laquelle deux policiers avaient été tués.

Les enquêteurs considèrent que la tentative d'attentat est probablement le fait du groupe terroriste. La

technique utilisée ne serait pas très éloignée de celle employée par les auteurs de l'attentat visant, le 15 décembre, M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, et tuant un agent municipal de Provins (Seine-et-Marne). Pour le reste, les spécialistes de la lutte antiterroriste ne sont pas surpris que le ou les organisateurs de la tentative d'attentat aient réussi à savoir où habitait l'un des magistrats les plus exposés de France. « Le fait surprenant, c'est plutôt que des terroristes aient mis tant de temps à trouver cette adresse, a déclaré lundi soir l'un des responsables de la police judiciaire. Compte tenu de la surveillance organisée autour du juge, il était pratiquement inévitable que ce dispositif inhabituel attire l'attention un jour ou l'autre. »

La solitude des « petits juges »

François Renaud en 1975, Pierre Michel en 1981 : juges d'instruction comme M. Jean-Louis Bruguière, ils payèrent de leur vie leur obstination à désosser des criminels. Le métier de magistrat instructeur est une profession à hauts risques. La poids d'enquêtes souvent difficiles repose sur leurs seules épaules. Si les policiers travaillent en équipes. Le juge d'instruction, par fonction, est seul. Seul à détenir tous les fils d'une enquête. Le premier souvent à entrevoir la vérité. C'est lui qui inculpe. C'est lui aussi qui incarcère. C'est lui encore qui décide de mettre en liberté un inculpé. Tant de responsabilités si peu partagées en font des cibles de choc. François Renaud — le Shérif à l'écran — fut victime de l'acharnement qu'il mettait à traquer le milieu lyonnais. Les gros bonnets de la drogue à Marseille eurent raison de Pierre Michel.

doute, le visait, à échoué, preuve que ces précautions ne sont pas superflues.

Pierre Michel, lui, fut assassiné de deux balles à bout portant par des tueurs à moto qui ne lui laissèrent aucune chance. Il ne voulait pour arme que son stylo... Deux conceptions qui divisent les juges d'instruction à hauts risques, ceux à qui, dans les juridictions difficiles, Paris, Marseille ou Lyon, on confie les dossiers dangereux. Certains, fatalistes, estiment que rien ne peut arrêter des tueurs déterminés. D'autres entendent vendre chèrement leur peau.

M. Bruguière est de ceux-là et c'est sans doute pour cette raison que ceux qui voulaient apparemment l'assassiner n'ont pas couru le risque de l'approcher directement.

L'homme à abattre

Avant qu'Action directe se radicalise et que le terrorisme devienne en France ce qu'il est aujourd'hui, ce n'était pas les « politiques » que M. Bruguière redoutait le plus. « La menace que, dans ma carrière, j'ai prise le plus au sérieux, confia-t-il en 1984, émanait d'une équipe de journalistes moyens qui j'avais mis à genoux. Non seulement ils étaient sous les verrous, mais j'avais convaincu les filles qu'ils employaient de rompre avec eux. La source de leurs revenus était tarie. Ils m'en voulaient à mort. »

Aux obsèques du juge Michel, M. Robert Badinter alors garde des sceaux, avait eu ce mot prémoniteur : « Il est fini le temps de la magistrature tranquille... »

On en a eu la preuve avec les menaces que Régis Schleicher, figure de proue d'Action directe, a proférées il y a quelques semaines contre les magistrats et les jurés de la cour d'assises de Paris qui prétendaient le juger. On le vérifie aujourd'hui avec l'attentat dont M. Bruguière a été réchappé.

Préoccupé par cette montée des périls, M. Badinter avait fait adopter par le Parlement une loi permettant aux juges d'instruction de travailler à trois. Certains secrets pesent trop lourd pour un magistrat seul. Détenteur unique de ces secrets, il devient l'homme à abattre. A trois, les risques sont moindres, à moins qu'ils ne soient multipliés.

Cette réforme applicable en principe en mars 1988 ne verra probablement pas le jour. Pour des raisons de coût et d'efficacité, M. Albin Chalandon, ministre de la justice, a l'intention de l'abroger. La tentative d'attentat contre M. Bruguière relance le débat sur cette loi qu'avait écarté d'autres formes de terrorisme.

La vague d'attentats de ces derniers mois avait incité les responsables du Palais de justice de Paris à renforcer les contrôles dont les visiteurs sont traditionnellement l'objet. Fouilles systématiques, détecteurs de métaux : M. Bruguière était hors de portée dans son bureau de la galerie de l'instruction. Il fallait le frapper ailleurs. Sortis du palais, les magistrats instructeurs sont terriblement vulnérables. Ils n'usent pas leur nom de « petits juges », une dénomination qui les mesure des risques immenses qu'ils courent parfois.

BERTRAND LE GENDRE.

Procureur de la République au tribunal de Paris

M. Michel Raynaud installé dans ses nouvelles fonctions

Nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Paris, M. Michel Raynaud a été installé, le lundi 5 janvier, dans ses nouvelles fonctions en présence de M. Albin Chalandon, garde des sceaux.

Salué par M. Yves Monnet, président de cette juridiction, qui doit être lui-même installé, le mercredi 7 janvier, dans ses fonctions de nouveau procureur général à la cour d'appel de Paris, M. Raynaud a fait valoir, dans son allocution, « la tâche toujours lourde » du ministère public, qui « prend à Paris une dimension souvent nationale, donc particulière, en raison du nombre des affaires dont il est saisi, de la gravité de certaines formes de criminalité et de sa compétence élargie en matière de terrorisme ».

« Les dérèglements technologiques, culturels et économiques, se produisent, parfois jusqu'à la rupture, des tensions extrêmes entre les nations, les groupements d'intérêts, les individus. »

Pour cette tâche, le nouveau procureur de la République a déclaré qu'il faisait « confiance aux magistrats et aux fonctionnaires du parquet », tout en les sachant « différenciés par l'âge, le sexe, la formation, les opinions », mais en ajoutant qu'« il ne réjouissait de cette richesse ».

En conclusion, M. Raynaud a exprimé son souci d'« aller » les exigences de la tradition et celles de la modernité ».

182 km/h de trop

On ne reprochera jamais à un pilote de formule 1 d'aller trop vite. Seul s'il excède ses talents hors circuit. C'est le cas du champion grenoblois René Arnoux, contrôlé, lundi 5 janvier, par un radar de la gendarmerie alors qu'il traversait un petit village au sud de Combs-sur-Loire (Nièvre) au volant de sa Mercedes personnelle à 242 km/h.

Au tribunal de Nanterre

54 inculpés dans une affaire de drogue

L'usage de drogue et le petit « dealer » de banlieue ont été le gros traficant, depuis lundi 5 janvier, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Nanterre (Hauts-de-Seine) présidée par M. Jean-Claude Fouquet. Elle va examiner pendant toute la semaine une vaste affaire de stupéfiants découvertes en région parisienne, avec des ramifications internationales et dans laquelle sont inculpés cinquante-quatre personnes.

Il s'agit d'un peu plus d'une trentaine d'un côté, assis sur des chaînes de fortune installées pour l'occasion dans la cour d'assises du palais de justice de Nanterre : fumeurs de haschisch, d'héroïne, de cocaïne, tous de vingt à trente ans de moyenne d'âge.

A leur droite, dans la box des témoins, les trafiquants : un Portugais, un Colombien, un Iranien, trois Sénégalais et quatre Français sensiblement du même âge, excepté Marcel Mouchigian, cinquante-cinq ans, déjà condamné à quinze ans de réclusion criminelle pour trafic d'héroïne.

« Nouvelle expédition de France d'un Basque espagnol. Un Basque espagnol, M. Amador Aguirre, membre présumé des Commandes autonomes antiterroristes (CAA), a été expédié mardi matin 6 janvier vers l'Espagne, selon la procédure d'urgence absolue.

AUTOMOBILISME : le rallye Paris-Alger-Dakar

Les pleins du désert

La deuxième épreuve spéciale du rallye Paris-Dakar, disputée lundi 5 janvier entre Chebaba et Fogaret El Zouar près de In-Salah a confirmé la supériorité des 205 Peugeot. L'équipage Shekhar Metha-Milke Doughty a renouvelé son exploit de la veille en remportant l'étape de 492 kilomètres. Autour d'une course très rapide sur un parcours très caillote, le blond Ari Vataman a amélioré son temps au classement général et occupe la neuvième place. En catégorie motos Cyril Neveu se hisse en tête devant l'Italien Picco.

IN-SALAH de notre envoyé spécial

Les guides affirment que c'est la ville la plus chaude du Sahara. Affirmation toujours difficile à vérifier. Surtout quand il souffle un méchant vent qui empêche de jouir des bienfaits du soleil. Et ce lundi 5 janvier le vent s'est réellement mis de la partie. Il souble de minces grains de sable qui volent au ras du sol et vont se nicher partout. Les rues de la cité de style soudanais sont presque désertes. Dans l'enceinte du vaste marché aux murs ocre, les vendeurs et leurs clients se sont réfugiés derrière les colonnes ou sous les porches.

Ce lundi après-midi, toute l'activité de ce gros bourg industriel et commercial sur la piste de Tamarassat est concentrée à l'entrée, juste après l'arc de triomphe de terre rouge qui enjambe la route. Là se situe la station-service. Mohammed Majamer, un grand Africain responsable de l'essence et autres carburants dans la ville, a requis l'aide de l'aide pour cette journée qui promet d'être longue. Habituellement, les clients sont nombreux à venir faire halte sur son parking, point stratégique pour les voyageurs entre El-Goléa (460 kilomètres au nord) et Tamarassat (630 kilomètres au sud). Point de ravitaillement obligatoire avant d'affronter d'un côté ou de l'autre la route moitie sable moi-

tié goudron qui dérole son long ruban bien droit au milieu des dunes mouvantes. Ici se croisent les randonneurs de tous pays avant leur plongée dans le désert. Motos venues d'Italie et Land-Rover remplies d'Allemands se côtoient dans l'immense file d'attente qui se forme toujours autour de la petite cabane de Mohammed. Les kourds semi-remorques jaunes de poussière laissent peu de place aux petites voitures et les cars bourrés de passagers jouent du klaxon et du volant pour s'imposer dans la queue.

Fin le règne

Mais ce lundi, jour de passage du rallye Paris-Dakar, la bousculade est encore plus importante. Aidé de deux hommes, la tête dissimulée dans de larges turbans blancs, Mohammed n'arrête pas de manier les pistolets des pompes. Dans un bruit d'enfer les motos de grosse cylindrée se faufilent entre les voitures dont les carrosseries vantent des fabricants de pizzas ou des marques d'alcool. Insensibles en apparence à cette débauche de publicité, le pompiste et ses compagnons s'activent. Ils tentent de répondre à toutes ces mains tendues pleines de dinars qui réclament leur ration de survie pour continuer l'aventure. Il n'a pas le temps de parler, le pauvre Mohammed, de demander comme il le fait habituellement à ses visiteurs d'où ils viennent et surtout aux Français leur ville d'origine. Finis le rêve et les considérations sur les cités d'outre-Méditerranée, les affaires provoquent le service rapide.

Appuyé à une peinture de l'usine de La Hague agrémentant la portière d'un 4x4, il regarde son compteur tourner et ne cherche même pas à adresser la parole à des concurrents harassés qui s'interpellent entre eux. Parfois il intervient pour éviter qu'un querelle ne s'élevante entre des clients trop pressés. Il s'efforce aussi de calmer ses amis d'In-Salah, légèrement irrités par des attentes imprévues. Mais sur la large rue qui borde sa station, le bruit du vent couvre celui des tuyaux d'échappement.

La station-service et quelques mètres plus loin l'unique hôtel de la ville sont les deux lieux qui attirent les concurrents. Les maisons d'argile rouge, la palmeraie, les échoppes sous les eucalyptus, ce sera sans doute pour un autre voyage. Des habitants indifférents, des concurrents qui n'ont pas le temps d'être curieux font que les rencontres n'ont pas lieu.

10 kilomètres plus loin, à proximité de l'aéroport, le camp s'est installé au milieu de vieilles carcasses polies par le sable. Loin de la ville, « les fous », comme les appellent un commerçant ravi toutefois de louer au prix fort sa camionnette, les pilotes et leurs amis vont chercher le repos. « On nous a dit que tous les gens qui courent le Paris-Dakar étaient des millionnaires », explique avec une fausse naïveté un chauffeur de taxi à la recherche de clients prêts à payer « en argent français ».

Enveloppés dans leur duvet, les « privilégiés » de la piste se disputent le moindre repli de terrain. Le vent qui les agresse est mandité par tous. Il empêche des réparations d'urgence et rend tous les déplacements problématiques. Les hauts murs de l'hôtel évite aux pilotes des Peugeot de connaître ces désagréments.

SERGE BOLLOCH.

● JEU A XII : mort d'un joueur. — Le trois-quarts centre carrossonne Jean-François Daré, trente-deux ans, blessé dimanche 4 janvier sur un plaquage régulier au cours de la rencontre Carrossonne-XII Catalen, est mort lundi 5 janvier à l'hôpital de Toulouse-Rangueil, où il avait été transporté dans un coma profond.

● SKI ALPIN : la Coupe du monde. — La Suisseuse Vreni Schneider a remporté, lundi 5 janvier, le slalom géant de Saalbach (Autriche), devant le Yougoslave Miroslav Svob et une autre Suisseuse, Maria Walliser. La première Française, Carole Merle, s'est classée douzième.

REPÈRES

Défense

M. Mitterrand au plateau d'Albion

M. François Mitterrand se rendra, mardi 13 janvier, au plateau d'Albion, en Haute-Provence, où sont entoués en silos dix-huit missiles stratégiques S-3 à une charge mégatonique l'équivalent de cinquante fois l'explosion atomique d'Hiroshima. Le plateau d'Albion est l'une des composantes, avec les bombardiers Mirage IV et les sous-marins stratégiques lance-missiles, de la pénopie française de dissuasion.

Avant la préparation de la loi de programme militaire 1987-1991, qui sera présentée en avril prochain à l'approbation du Parlement, le président de la République s'était montré partisan de la modernisation du plateau d'Albion avec l'installation, en priorité, d'un nouveau missile, le S-4, dans les silos existants. Le premier ministre avait souhaité, pour sa part, la conception, à partir du projet S-4, d'un missile à déplacement élastique, c'est-à-dire susceptible d'être mobile. La loi de programme militaire retient la première formule, sans exclure la seconde si le plateau d'Albion devenait vulnérable après 1996.

Espace

Satellite italien pour Ariane

Le premier satellite de télécommunications italien, Italsat, sera mis en orbite en 1990 par la fusée européenne Ariane, comme le prévoit le contrat signé, lundi 5 janvier, entre la société Arianespace et le Conseil italien de recherche. D'une masse de 1 650 kilogrammes au décollage, Italsat est un satellite « préopérationnel » destiné à tester les liaisons téléphoniques numériques que les Italiens veulent mettre en service au cours de la prochaine décennie. Avec ce contrat, le carnet de commandes.



d'Arianespace s'éleve à quarante et un satellites à lancer, pour une valeur de 13 milliards de francs.

SIDA

Des victimes dans le clergé américain

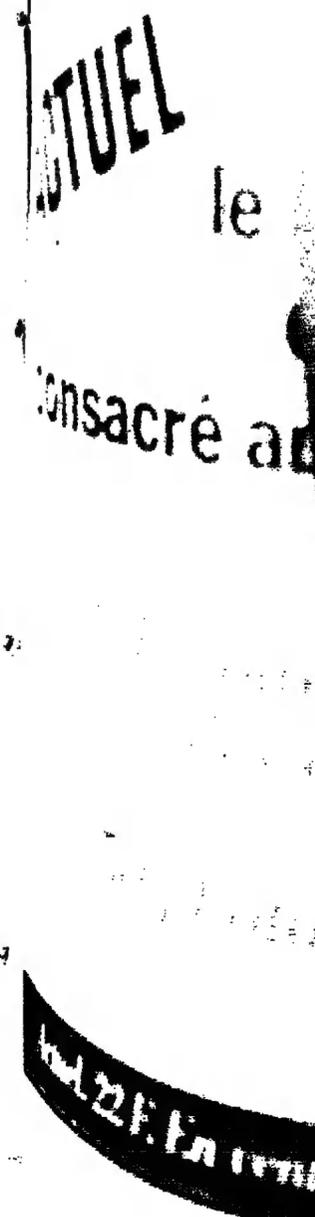
Selon le San Francisco Examiner, une douzaine de prêtres et religieux américains seraient atteints ou morts du SIDA, en Californie, à New-York, à Washington, dans le Missouri et à Hawaii. L'un de ces malades, un bénédictin de trente-sept ans, Mario Rivocco, a décidé de rompre la loi de la hiérarchie catholique : « Le prêtre doit savoir que l'Église ne regarde pas cette réalité en face. Les socialistes ne sont pas intrinsèques contre le virus du SIDA et chacun sait que les prêtres ne vivent pas toujours en célibataires. »

Tiers monde

L'épiscopat défend le CCFD

Les deux procès en diffamation intentés par le CCFD (Comité catholique contre le faim et pour le développement) contre le Figaro-Magazine et l'UNI (Union nationale interuniversitaire) sont survenus le 13 janvier, par la hiérarchie catholique : « Le public doit savoir que l'Église ne regarde pas cette réalité en face. Les socialistes ne sont pas intrinsèques contre le virus du SIDA et chacun sait que les prêtres ne vivent pas toujours en célibataires. »

« Le terrorisme que chacun redoute et que tous condamnent, a-t-il ajouté, la honteuse diffusion de la drogue et la malheureuse multiplication des drogués, les atteintes violentes aux personnes et aux biens, trop souvent dirigées contre les plus faibles, les infractions de masse, requièrent une vigilance soutenue. Le parquet de Paris s'efforcera, à sa place et pour sa part, en usant des moyens que la loi lui donne, de contribuer au maintien de la sécurité publique et de la paix sociale, si nécessaires en ces jours où, alimen-



سكوا من الأصل

Société

Le CNRS veut mieux contrôler ses chercheurs

Les milieux de la recherche médicale et biologique sont en proie à une vive agitation. La raison en est l'envoi aux chercheurs de deux lettres, l'une adressée par le directeur du CNRS, l'autre par la direction de l'INSERM, visant à « permettre une gestion rationnelle des personnels tout en préservant leur mobilité ».

chercheurs travaillant au CNRS et exerçant leurs activités dans les laboratoires de l'INSERM seraient concernés par ce texte, beaucoup moins pour l'INSERM.

Un grand nombre d'équipes de pointe sont rattachées à l'INSERM en matière de recherche médicale et biologique. Il est à craindre, estime certains directeurs d'unités, que, à terme, 80% des chercheurs du CNRS travaillant à l'INSERM demandent leur intégration définitive dans ce dernier organisme.

La direction du CNRS voudrait compter ses chercheurs qui travaillent dans des unités de l'INSERM, savoir combien déserteraient et travailler définitivement et combien accepteraient de « retourner au bercail ». Il est proposé aux chercheurs du CNRS travaillant à l'INSERM et à ceux de l'INSERM travaillant au CNRS de choisir entre deux solutions : la mise à disposition ou le détachement en vue d'une intégration ultérieure dans l'organisme d'accueil.

Ces lettres envoyées dans la dernière quinzaine du mois de décembre dernier prévoyaient que les chercheurs devaient régulariser leur situation administrative avant le 31 décembre 1986. Au total, 229

organismes, ces mesures ne les concernent pas puisque le CNRS et l'INSERM ont décidé d'un commun accord de maintenir pour 1986 et 1987 des recrutements croisés. Cela laisse supposer qu'il en ira différemment dès 1988.

Pas d'arrière-pensée

Interrogé sur cette directive, le CNRS déclare ne pas avoir d'arrière-pensée et affirme que ces lettres ont été envoyées pour faire évoluer l'association entre les deux organismes qui doit se faire « sur une base plus saine et plus solide » indique le directeur général du CNRS. Il est clair que la direction générale du CNRS souhaite, par cette réflexion, déterminer les unités de recherche qu'il convient de renforcer.

Dans ces conditions, il y a tout lieu de penser qu'à l'avenir elle s'interrogera sur certaines autres unités qu'elle estime insuffisamment performantes. Mais il s'agit aussi pour elle d'éviter « que se soient pénalisés dans leur carrière des chercheurs du CNRS travaillant dans des unités de l'INSERM dont les missions de recherche n'ont rien à voir avec le CNRS ».

A l'INSERM, on regrette l'attitude par trop rigide du CNRS au cours des négociations qui ont eu lieu fin décembre, et l'on indique que « ce n'est pas de cette façon qu'un organisme de recherche tel que le CNRS fera reconnaître la valeur de sa politique scientifique ».

Certains directeurs d'unités de recherche voient encore plus loin en se demandant s'il ne faut pas voir derrière ces mesures purement administratives en apparence une « volonté législatrice et impérative » de la direction du département des sciences de la vie du CNRS, qui espère ainsi rééquilibrer à son profit ce secteur très rentable de la recherche.

« Jusqu'à présent, c'est l'inter-pénétration libre entre les deux organismes qui a fait la force de notre recherche scientifique biologique », remarque le professeur Claude Kordon, l'un des quelque trente directeurs d'unités de recherche INSERM appartenant au CNRS. Il serait vraiment dommage de commencer aujourd'hui à lancer de tels pavés dans la mer ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et FRANCK NOUCEL

Un système planétaire en formation

Nouvel indice dans la recherche de systèmes solaires extérieurs au nôtre : des chercheurs de l'observatoire européen austral (ESO) et du Space Telescope Science Institute américain ont pu photographier en lumière visible, au télescope de 2,2 mètres de diamètre qu'exploite l'ESO au Chili, le disque de poussières qui entoure l'étoile Beta Pictoris. Ce disque avait été détecté en infrarouge par le satellite IRAS en 1983.

L'intérêt de la nouvelle observation est de montrer que les constituants du disque ont une taille supérieure à 1 micron — il

s'agit d'un minimum, elle peut être beaucoup plus grande. Cette taille est au moins dix fois supérieure à celle des poussières normalement présentes dans l'espace interstellaire. Cela prouve que les poussières se colent les unes aux autres pour constituer des objets de plus en plus gros. Un des chercheurs a résumé la découverte en disant qu'« on est passé du sable fin aux galets ». Il est possible que certaines grosses planètes soient déjà constituées au sein de ce disque, mais il se peut aussi que l'ensemble du disque soit encore au stade protoplanétaire.

VIVEZ LE DÉSERT SUR LES TRACES DE LAWRENCE D'ARABIE

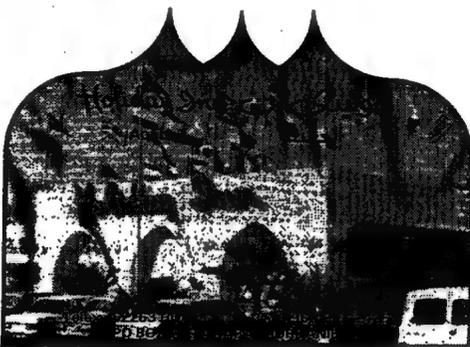


Pour plus d'information :

MINISTÈRE DU TOURISME JORDANIEN
B.P. 224
Amman - Jordanie

ROYAL JORDANIAN
12, rue de la Paix
75002 Paris
(16-1) 82.61.11.61

SOLEIL D'HIVER A AQABA



AÉRONAUTIQUE

Mort de Louis Gusta, le « père » de la Caravelle

Louis Gusta, le « père » de l'avion Caravelle, qui a été vendu à deux cent quatre-vingt exemplaires par la France, est mort, à la fin de l'année dernière à Paris, dans sa soixante-dixième année. Ses obsèques auront lieu le mercredi 7 janvier, en la chapelle de l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris.

Ce passionné d'aviation, lui-même pilote d'avion, de ballons libres et de dirigeables, fait né le 21 mai 1909 à Marseille. Polytechnicien et ingénieur de l'École supérieure d'aéronautique, Louis Gusta avait occupé plusieurs fonctions d'ingénieur au ministère de l'air avant la seconde guerre mondiale, avant d'entrer dans l'industrie à la Libération. En 1958, notamment, il est directeur général de Sud-Aviation et conserve ce poste lors de la fusion, en 1970, de cette société avec Nord-Aviation et la Société d'études et de

réalisation des engins balistiques (SEREB) pour créer la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) devenue, depuis, l'Aérospatiale. A ce titre, Louis Gusta a été le responsable industriel de la fabrication en série d'avions aussi différents que l'Ouagaga, les Mystère II et IV de Dassault.

Mais Louis Gusta a donné toute sa mesure pour organiser la production en série du bi-réacteur moyen-courrier français, la Caravelle, qui a donné sa réputation mondiale à l'industrie française dès le premier vol du prototype en 1955. C'est encore le même homme qui a organisé la production en série du Concorde.

En 1972, Louis Gusta devait prendre sa retraite, tout en continuant à conseiller des sociétés françaises d'équipements.

REPÈRES



N° 87

le numéro de janvier entièrement consacré au printemps de décembre.

consacré au printemps de décembre.

L'histoire complète du mouvement des étudiants et lycéens

150 photos 850.000 personnages



Actuel, 22 F. En vente dans tous les kiosques.

à dévorer

Un livre. Une esp...

Culture

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Géographie universelle

VARIÉTÉS

Michel Sardou ou la tradition « coup de poing »

Peu de chanteurs populaires ont, comme Michel Sardou, fait coïncider leurs chansons et l'air du temps. Au Palais des congrès, fils et petit-fils d'artistes célèbres vingt ans de rengaines.

La tradition du spectacle est de rigueur chez les Sardou depuis au moins sept générations. Au milieu du siècle dernier, un Sardou, mécanicien la semaine, faisait le mime les samedi et dimanche sur le boulevard du Crime. D'autres Sardou, comédiens ou danseurs, se sont succédés ensuite. Dans les années 20, Valentin, le grand-père de Michel Sardou, était tête d'affiche régionale à Toulon, à Marseille et dans toute l'Afrique du Nord : comique troyen, il reprenait les chansons de Polin, de la Casseuse du Grand Café à la Petite Tonkinoise. Fernand Sardou, père du chanteur et spécialiste de l'opérette marseillaise, eut un vrai succès du disque avec Aujourd'hui peut-être.

Rien d'étonnant donc que Michel Sardou ait su d'emblée mesurer les préoccupations d'un public et rejoindre les convictions du plus grand nombre en se jetant avec un appétit féroce, et souvent avec une incapacité à faire l'économie de ses passions, dans des chansons « coup de poing ». Il y ajoutait encore une volonté de dramatisation et une utilisation constante du « je ».

Accroché au gilet de la bravade, de la provocation vaguement anarchiste, essentiellement individualiste, le poussa, dans les années 70, à travailler sans filet, à réfléchir sans précaution dans quelques chansons des sentiments exacerbés. Le jeu mené un peu trop loin et l'abus de mots ont alors polarisé un faisceau de réactions et ont été

queté à la va-vite un chanteur qui, à vrai dire, ne s'est jamais soucié d'avoir une carte d'électeur.

Moins tendu, moins nerveux qu'il y a dix ans, maîtrisant sa vitalité, Michel Sardou se contente aujourd'hui de produire un album tous les ans, de présenter un spectacle tous les deux ans et de rajouter des succès élaborés avec Jacques Rivoux, le compositeur attiré : des Bals populaires à la Jive de Broadway, de la Maladie d'amour aux Lacs du Connemara et à la Musulmane. Chanteur populaire au sens plein du mot, ancré dans une certaine tradition française de la chanson, Sardou propose, sur des mélodies faciles à retenir, des histoires simples qui traduisent, avec un ton souvent juste et efficace, tout un monde.

Au Palais des congrès pour deux mois, il célèbre à la fois la quarantaine et vingt ans de chansons. Il a changé son système d'écriture. Autrefois, il imaginait un texte et le faisait habiller. À présent, il glisse les mots dans la musique. Mais sa façon de chanter ne s'est pas modifiée. Et priorité est toujours donnée à la voix pleine, nette, qui claque. Huit musiciens apportent à celle-ci un soutien précis, rigoureux. Et les lumières de Jacques Rouveyrols plantent le décor.

Comme nombre de chanteurs qui ont fait beaucoup de routes, Michel Sardou a dans la tête un rêve de comédien. En février sortira ainsi Croix, film policier dans lequel Sardou forme avec Roland Giraud un couple étrange. La saison prochaine, il jouera au théâtre une pièce en deux actes de Jean-Claude Brisville, le Rôdeur, l'histoire d'un homme et d'une femme.

CLAUDE FLÉOUTER.

* A partir du 9 janvier au Palais des congrès.

1 La dernière chance

Une télévision qui après trente ans de rodage offre un samedi soir à son heure de plus grande écoute la chose entre la deuxième partie d'un téléfilm, une émission de variétés usée jusqu'à la corde toute populaire qu'elle soit, et Bon week-end Mickey est une télévision peu digne d'un pays qui affiche les prétentions culturelles que l'on sait. Les avantages de cette pénurie sont loin de m'échapper : il fait bon se coucher tôt ! On va pouvoir lire son Monde de la première jusqu'à la dernière page. Retrouver les joies de la vie de famille. Consulter le guide des spectacles. Ecouter ces quatuors de Beethoven offerts pour Noël.

Si l'on tient à tout pointer, soit on se réjouira de voir notre télévision, après dix mois de chiquéisme, dans un si pitoyable état, soit on fera le remarque que, après cinq ans de socialisme, on ne pouvait guère s'attendre à mieux et que, après une telle indigence pendant les fêtes, l'on n'a plus rien à perdre en passant du public au privé - ce qui était peut-être le but recherché ! Des personnes plus cyniques ou plus sceptiques se demanderont si notre télévision mérite les reproches qu'on lui adresse, si son niveau n'est pas au moins égal, en culture, en drôlerie, à la moyenne de celui des Français. Ce qui m'étonne pour ma part, c'est cette fabuleuse perte de temps. Il ne s'agit pas, répétons-le, de supprimer ce que des millions de personnes apprécient, et je suis sûr que l'une de ces personnes - variétés, jeux, films, séries américaines, Mickey, Donald et Dingo en tous genres, mais que depuis trente ans tout Cornélius, tout Racine, tout Molière, tout Marivaux, tout Musset, etc., n'aient pas été mis en boîte, qu'opéras et opéras-comiques soient des exceptions, que tous les musées du monde n'aient pas été visités, filmés avec le même soin maniaque que les animaux le sont, ce que je n'en reviens pas !

Et pourtant, deux hommes ont présenté que la télévision pouvait tout se permettre. Rappeler-vous de 1974, au moment des élections présidentielles. Et si vous n'avez pas l'âge, demandez aux anciens. Quand Chaban-Delmas était encore dans la course, ça n'allait pas fort pour lui. Sa voix ne passait pas à la télévision et Chirac, lui, était passé avec une acrobatie de gymnaste à Giscard ! En désespoir de cause, pour donner de l'élan à sa campagne, Chaban fit appel à son vieux compagnon Malraux qui boudait sous sa tente à Verrières-le-Suisson. Malraux n'aimait pas Mitterrand et encore moins Giscard qu'il avait eu comme ministre des finances et qui pour tout arranger avait voté non lors du référendum de 1969. Le numéro préparé par nos deux artistes n'eut pas des résultats heureux : il fit sourira. La légende veut que Malraux ait été réveillé de bonne heure par l'équipe de télévision chargée de l'enregistrement. Le colloque du grand homme s'en ressentit. Dans son coin, stoïque, Chaban répétait à intervalles réguliers : « Je le ferai. » On se serait cru revenu très en arrière, quand Edith Piaf chantait sur la scène de l'Olympia ou ailleurs avec l'un de ses derniers petits, Théo Sampa, l'une de ses chansons qui avaient le don de nous bouleverser : « A quel ça sert l'amour ? - L'amour, mon enfant, je vais te le dire... » Et c'était parti. Mais Chaban-Sampa et Malraux-Piaf, ce jour-là, ça fit partir du monde, mais pas dans le sens qu'il aurait fallu. Donnage, car Malraux venait d'acquiescer une télévision future qui ne manquerait ni de grandeur ni même de sagesse. Téléfilm qui aurait peut-être évité à la France pas mal de réformes et de crises de l'enseignement. Et je crois que Chaban-Delmas qui avait été proprement « éliminé » par Pompidou en partie pour avoir essayé de doter la France d'une télé-

vision enfin libérale dans l'information, s'il avait été élu, aurait été assez fou pour suivre les conseils inspirés de son ami.

La question en effet n'est pas de savoir si M. Han, M. Contamine, anciens PDG de chaîne se conduisent ou se sont conduits en RPR, socialistes ou libéraux, ont, s'ils ont eu, le caractère, l'intelligence et la culture de leur fonction. A l'évidence, non. Il est tout de même stupéfiant de se dire que, depuis plusieurs septennats, quand on veut citer un homme de télévision ayant eu un réel pouvoir et s'être montré à la hauteur de sa tâche, on ne trouve que M. Desgrupes. C'est flatteur pour lui, ce n'est pas gai pour nous. Imaginer que le salut télévisé viendra du Figaro, financier, ou du Monde, littéraire, personnellement talentueux, bien ordonnés, à commencer par le fait de faire de la télévision, ça n'est pas faire de l'information. Pour l'information, l'une des questions est de savoir si nous la supportons quand elle ne va pas dans le sens de nos opinions.

2 Entracte

Des lecteurs m'ont écrit pour me demander où ils pouvaient se procurer le dernier livre de Frédéric Vitoux, Rivières (la Seuil), dont je leur avais conseillé, il y a quinze jours, l'achat et qu'ils ne trouvaient pas un libraire. En fait, Rivières ne sort que le 12 de ce mois, mais le Seuil avait oublié de me le signaler. Les éditeurs sont étonnés. Quand un récit n'est pas un événement, une « bombe », ils n'imaginez pas qu'on puisse le lire aussi reçu, dans la journée même, et en parler sans façon comme si on avait lu un roman. Rivières n'est qu'un bon livre, et c'est vrai que les bons livres en général ne sont pas pressés ! Je prie le Seuil de m'excuser si j'ai dérangé ses habitudes.

Une maison d'édition qui commence vraiment à me surprendre, c'est Rivages, qui a publié Paris et Marseille. En deux, trois ans, elle vient de publier dans sa collection de littérature étrangère dirigée par Claude Berbedotte) une quinzaine de romans, écrits ou allemands, italiens ou américains, tous dignes d'intérêt. Parmi cette maison par exemple qui avait publié l'Enchantement, de Malraux, aujourd'hui, elle réédite un roman de Malraux découvert (en France) par Alison Lurie et ses Liaisons étrangères (v.o. : Foreign Affairs, Random House, 1984, traduit par Alison Mayou, 89 F). Ce roman a eu le prix Pulitzer en 1951. Alison Lurie (née en 1917) et son mari n'ont rien d'une « étrangère » : nous apprend qu'elle partage son temps entre Londres, New-York et la Floride, que Truman Capote la considérait comme l'une des cinq meilleures écrivaines américaines (ou, mais pour lui, quelles étaient les quatre autres ?), que Christopher Isherwood lui était une valeur extraordinaire et que John Fowles met Foreign Affairs sur le même rayon que les livres de Henry James et de Edith Wharton (soit, mais en plus drôle et en plus méchant). C'est toujours agréable de découvrir un écrivain connu et qui semble digne de sa réputation : on s'accroche aux détails. Maintenant que les présentations sont faites, la semaine prochaine nous entrions dans le livre et je voudrais aux lecteurs de se munir dès maintenant de leur livre de poche !

Toujours partisan de la décentralisation, je vous signale un lieu qui nous sert de Strasbourg, Mi sur la mer, de Jean Rolin (chez Belfrage et Reumaux, Hachette distribution, 72 F). Comme son sous-titre l'indique, il s'agit de chroniques maritimes et fluviales. Notre ami Jean Rolin n'est pas un inconnu. Pour

son Journal de Gand aux Aléoutiennes (chez J.-C. Lattès), il avait obtenu le prix Roger-Nimier. Michel Contat avait dit à même que Jean Rolin était l'un des plus doués parmi les écrivains qui éparpillent leur talent dans les journaux et il avait comparé son style à celui d'Alexandre Vialatte. Les chroniques Mi sur la mer ont été publiées dans Libération, Lui et l'Autre Journal (le journal de Butel nous manque. On était toujours déçu de ne pas le lire) chaque semaine l'envie de savoir comment on allait l'être. C'était bon de rester sur se fait quand on avait été de mauvaise presse) entre 1980 et 1986.

Avec Jean Rolin, vous allez remonter le Congo, vous irez à Singapour, à l'ouest de Bornéo, vous serez sur le Mermoz, le bord du Ville-de-Bordeaux, vous serez dans le port de Mogadiscio, en Somalie. Et pour finir, vous aurez la surprise de vous retrouver à Tibéris, l'ancienne Tiflis. Lors de son passage dans cette cité, par suite d'une erreur de plan quinquennal, Jean Rolin a manqué succomber d'une indigestion de concubines. Il en mangait un petit déjeuner à en fines tranches circulaires, à déjeuner en lanternes fusiformes, à en petits dès lors du dîner. Le talent de Jean Rolin, c'est de transformer en savoir tous ces endroits du monde où il se place nous serions morts de peur et d'ennui.

3 Retour aux choses sérieuses

Prenant au pied de la lettre les affirmations de Soliers sur mes connaissances en vin, un lecteur me demande de lui indiquer des ouvrages qui lui permettraient de s'y retrouver. Pas trop complexes, d'une lecture agréable, il me semble que l'Encyclopédie des vins de France (la Bouquins, Laffont), avec ses 960 pages, son prix abordable, est une amable introduction. Pour compléter cette vision planétaire de la question et profiter de sa toute récente mise à jour, j'ajouterais le Nouvel Atlas mondial du vin (toujours Robert Laffont, 320 F) par l'homme qui connaît aujourd'hui de l'intérieur et de l'extérieur le mieux le vigna, Hugh Johnson.

Avec ses 176 pages et couleurs, ses innombrables photos, ses croquis, ses statistiques, ses diquettes, ses commentaires aussi succincts que bien informés, est très est une réjouissante façon de visiter la terre. On regrette d'être un peu plus certaines coquilles, certaines imprécisions dans la traduction. Ainsi, page 240, quand nous sommes en Chine : « La géographie humaine et viticole amène à s'interroger qu'on considère le vin comme une bénédiction pour le genre humain. » A ces visions macroéconomiques du vin, certains lecteurs dans un premier temps peuvent préférer des appellations bien de chez nous.

La microcosme, la le trouveront dans le Grand Bernard des vins de France. Bernard Ginestat est le pater inlassable des vins de Bordeaux. Dans les précédents épisodes, il nous avait fait connaître petits et grands châteaux de Pomerol, de Margaux, des côtes de Bourg, de Saint-Julien, etc. Aujourd'hui, il fait le tour du saint-émilion (chez Nathan). Vaste programme, aurait dit le général de Gaulle ! La région de Saint-Emilion en effet est une des plus vastes du Bordelais. Une des plus connues aussi. Une récente révision du classement des vins de cette appellation n'a peut-être pas arrangé les choses. Il fallait toute la subtilité érudite de Bernard Ginestat pour s'y retrouver. Pour dire les choses plus clairement, le classement de 1969 des grands crus de Saint-Emilion paraît à Bernard Ginestat plus fiable que celui de 1986.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SALLE PLEYEL - Concerts Lamoureux. 7 janvier à 20 h 30 (p.a. Valentin)

Dir. : Marcello VIOTTI Sol. : Arnold ROUSSIN Marc LAFORÉT SCHUBERT, BEETHOVEN STRAVINSKI

THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA - Concert d'ensemble à vent. 10 janvier à 20 h (p.a. Valentin)

par les Musiciens de l'Opéra BEETHOVEN DVORAK, MOZART

COMÈDE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - Concert. 12 janvier à 20 h 30 (p.a. Valentin)

ALLIOT-LUGAZ Jean-Philippe LAFONT HENKEL (violoncelle) DEBOST (basse) ABRAMOWITZ (piano) Méduses, Introd. et Allegro Trio, Sonates...

T.M.P. Châtelet au THÉÂTRE BOGAARD - Concert. 12 janvier à 18 h 30 (p.a. Valentin)

BEROFF HU KUN TARTINI, BEETHOVEN WIENIAWSKI, DEBUSSY

T.M.P. Châtelet au THÉÂTRE BOGAARD - Concert. 12 janvier à 20 h 30 (p.a. Valentin)

GAVRILOV CHOPIN

AUDITORIUM DES HALLES - Groupe vocal de France. 13 janvier à 18 h 30 (p.a. Mondial)

CREATIONS A PARIS LEVRAUX / KOPELIENT DE PABLO

MAISON DE DANIEL BARENBOIM DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

MUSIQUE SYMPHONIQUE SALLE PLEYEL - 20H30

8 janvier - 20h30 10 janvier - 16h Daniel Barenboim, dir. Hildegard Behrens, sop. Elizabeth Laurence, mezzo Sigfried Jerusalem, ténor Donald McIntyre, basse WAGNER : SIGFRIED, ACTE II

14, 15 janvier Daniel Barenboim, dir. Pinchas Zukerman, violon DURELUX - BEETHOVEN

16 janvier Hom-abonnement Daniel Barenboim, dir. Pinchas Zukerman, violon WAGNER : PRELUDE DE SIGFRIED ET OUVERTURE DES MAIRES CHANTEURS

17 janvier - 16h Pinchas Zukerman, violon Solistes de l'Orchestre de Paris BRAHMS - MENDELSSOHN

21, 22 janvier Lawrence Foster, dir. Frank Peter Zimmermann, violon MESQU - SCHUBERT - SCHUMANN

MUSIQUE DE CHAMBRE SALLE CHOPIN-PLEYEL - 18H45

23 janvier Solistes de l'Orchestre de Paris HAYDN - MOZART - RYHLAU

LOCATION : SALLE PLEYEL - 45.43.07.96

THÉÂTRE DE LA POISSONNIÈRE - STAGE. 12 JAN - 17 MARS. Dirigé par Jean-Claude FALL. Coordonné par...

Concerts Radio France

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE. 11 JANVIER 20 H 30. LA GRANDE HALLE - LA VILLETTE. DR. CHRISTOPH ESCHENBACH - MARTHA ARGERICH MOZART - SCHUMANN - MENDELSSOHN

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE. VENDREDI 9 JANVIER 20 H 30. GRAND AUDITORIUM. DIR. FERDINAND LETNER - BORIS BELKIN BRAHMS - BRUCH

JEUDI 15 JANVIER 20 H 30. GRAND AUDITORIUM. RECITAL STANISLAV BOUNINE, PIANO CHOPIN - DEBUSSY

JEUDI 15 JANVIER 20 H 30. ST-LOUIS-DES-INVALIDES. CHOEUR DE RADIO FRANCE. DIR. MAREK JANOWSKI - BETH GRIFFITH IARBRO ERICSON OLIVIER MESSIAEN - GYRGY LIGETI - REQUIEM

LOCATION : 14 JOURS A L'AVANCE. RADIO FRANCE. TEL. 45 28 15 54. SALLE PLEYEL. TEL. 45 43 81 73.

du 6 au 21 janvier à 20h30 - relâche lundi. « POURSUITE ET FUGUE » Spectacle de Jean-Claude Buchard, composé à partir de témoignages et d'écritures de femmes incarcérées et interprètes par certaines d'entre elles. Salle Boris Vian de la Grande Halle.

CONNAISSANCE DU MONDE. PLEYEL : lundi 12 janvier 1987 (18 h 30), mardi 13 (18 h 30 et 21 h), mercredi 14 (15 h), jeudi 15 (20 h 30), vendredi 16 (15 h), samedi 17 (15 h et 21 h), dimanche 18 (14 h 30). REGARDS SUR LE NORD CAMEROUN.

Le Monde PUBLICITE ARTS ET SPECTACLES. Renseignements : 45-55-91-82, poste 4335

Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), jusqu'au 9 janvier.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : le Songe d'une nuit d'été.
CHAILLOT (47-27-81-15), rebâche jusqu'au 9 janvier.
PETIT ODÉON (42-22-77-74), 20 h 30 : le Maître-magor, de J.-P. Aron.
ODÉON (43-25-70-32), Théâtre de Fédorov, 20 h : La Grande Éducation de Filippo (en italien).
TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : les Voix intérieures.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-11), 20 h 30 : l'Opéra du Quatrième.
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 21 h : les Crachats de la Lune, de Gilles Bouclet.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (45-31-22-20), 20 h 30 : Yiddish cabaret.

Les autres salles

ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.
ATELIER (42-22-77-74), 21 h : Adrien Mont.
ATHÈNES (47-42-67-27), 20 h 30 : le Dîner sous les ormes.
BATACLAN (47-00-30-12), 21 h : Cabaret de la dernière chance.
BOUFFES DU NORD (42-39-34-50), 20 h 30 : le Récit de la servante Zerkine.
BOUFFES PARISIENNES (42-96-40-34), 21 h : le Nôg.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Revue de la dernière chance.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 21 h 45 : Les Femmes.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 21 h : Orlando Furioso.
DAUNOU (42-61-46-14), 20 h 30 : Y a-t-il un chat dans la maison ?
DECHARGEURS (42-36-00-02), 21 h : Nôg au théâtre pas.
EDEN-THÉÂTRE (43-66-34-37), 21 h : De sang sur le sol du chat.
ÉDOUARD VII (47-42-57-49), 20 h 30 : Les Femmes.

MARIE-STUART (45-08-17-80), 20 h 15 : Marie Stuart.
MATHURINS (42-65-90-00), 20 h 45 : les Petits Oiseaux.
MICHOÛRIÈRE (47-42-95-22), 20 h 30 : Double Mince.
MOGADOR (42-85-28-80), 20 h 30 : l'Avare.
MONTFARNASSE (43-22-77-74), Grande salle, 20 h 45, la Maison du lac. Petite salle, 21 h : Bonsoir maman.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETAIS (43-31-11-99), 20 h 30 : l'Idiot.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Mais qui est qui ?
ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : Léopold le bien-aimé.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-53), Petite salle, 21 h : mouche dans la tête.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : l'Amour-grolier.
POCHÉ (45-48-92-97), 21 h : Amédée ou le Vainqueur.
POINTE-À-COQUE (42-61-44-16), 21 h : C'est en poche.
RENAISSANCE (42-36-00-02), 21 h : la Nuit de la dernière chance.
TEMPLEURS (42-78-91-15), 20 h 30 : le Maître-magor.

THÉÂTRE D'EDGAR (42-33-11-02), 20 h 15 : les Deux autres ; 22 h : Nous en fait on ne nous dit de faire.
THÉÂTRE DU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : Antigone ; les Oiseaux.
TEL DU BOND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, 20 h 30 : les Salons. Petite salle, 20 h 30 : Pour un œil pour un œil.
TEL (45-88-16-30), 20 h 30 : l'Idiot.
TEL 14 (45-45-49-77), 20 h 45 : les Femmes de Louis et de la culture.
THÉÂTRE D'EDGAR (42-33-11-02), 20 h 15 : les Deux autres ; 22 h : Nous en fait on ne nous dit de faire.
THÉÂTRE DU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : Antigone ; les Oiseaux.
TEL DU BOND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, 20 h 30 : les Salons. Petite salle, 20 h 30 : Pour un œil pour un œil.
TEL (45-88-16-30), 20 h 30 : l'Idiot.
TEL 14 (45-45-49-77), 20 h 45 : les Femmes de Louis et de la culture.
THÉÂTRE D'EDGAR (42-33-11-02), 20 h 15 : les Deux autres ; 22 h : Nous en fait on ne nous dit de faire.
THÉÂTRE DU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : Antigone ; les Oiseaux.
TEL DU BOND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, 20 h 30 : les Salons. Petite salle, 20 h 30 : Pour un œil pour un œil.
TEL (45-88-16-30), 20 h 30 : l'Idiot.
TEL 14 (45-45-49-77), 20 h 45 : les Femmes de Louis et de la culture.
THÉÂTRE D'EDGAR (42-33-11-02), 20 h 15 : les Deux autres ; 22 h : Nous en fait on ne nous dit de faire.
THÉÂTRE DU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : Antigone ; les Oiseaux.
TEL DU BOND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, 20 h 30 : les Salons. Petite salle, 20 h 30 : Pour un œil pour un œil.
TEL (45-88-16-30), 20 h 30 : l'Idiot.
TEL 14 (45-45-49-77), 20 h 45 : les Femmes de Louis et de la culture.

Les cafés-théâtres

AU REC FIN (42-96-29-35), 20 h 30 : Devez en être, je l'ai recouvert ; 22 h : Tous les plats en un seul corps.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
 Pour renseignements concernant l'ensemble des programmes des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
 Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 6 janvier

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), 20 h 15 : Aurore ; 21 h 30 : les Démons Loulous ; 22 h 30 : l'Effet des bilieux ; 23 h 15 : les Secrets Moutons ; 23 h 30 : Saveur les bédouins femmes ; 23 h 30 : Last Lunch - Dernière Service.
LE BOURVIL (43-73-47-84), 20 h 15 : Pas le comme elle.
CARTE D'EDGAR (43-20-85-11), 20 h 15 : Temps, voilà deux bouillies ; 21 h 30 : Manguettes d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; 23 h 30 : Chronomètre chaussonnet ; 23 h 30 : Elles nous veulent toutes.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-31), 20 h : La Conscience nationale des faiseurs d'été.
LE GRENIER (43-80-68-01), 21 h : Les Femmes de Louis et de la culture.
LE PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les diés sont vaches ; 22 h 15 : Nous, en fait on ne nous dit de faire.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : D. et J. Mémoires ; 21 h 30 : Non dénie fait ; 22 h 30 : Têtes détachées.
RANELAGH (42-88-64-44), 20 h 30 : Laissez-les vivre.

Les concerts

Burey, Palais omnisports, 20 h 45 : l'Orchestre national de France, dir. : L. Szwed (Gralwau).
Amphi de la Gare, 20 h 15 : R. Edig, J.-F. Gardel (Fauré, Poulenc, Debussy).

Festival d'automne

(42-96-12-27)
 Théâtre du Bond-Point de Nord, 20 h 30 : le Récit de la servante Zerkine.

En région parisienne

GENNEVILLIERS, Théâtre (47-93-26-30), 20 h 30 : Une Re.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (***) sont réservés aux adultes.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-27-81-15)
 Phil Karlson : 16 h, The Phenix City Story ; Films réalisés par les étudiants de l'IDHEC : 19 h, Film de 14 ans, 1983 ; Blind Alley d'E. Sallinger ; Films de 1^{er} année 1986 : Les Indes de E. Sallinger ; La quatrième dimension : le Secret de R. Edig ; Tartare de L. Vanhuy ; 9 h 58, de E. Diouf ; Le théâtre antique de E. Bullot ; Forêt ou vient whisky un juge blond qui fume de T. Tartas ; En ville d'O. Doumaire et G. Doumaire ; Paris, Paris d'A. Escovar ; les Volets clos de J. Gotsdiner ; La cinémathèque de la dame précieuse ; 21 h, Serge Lifar, Une vie pour la danse, avec des extraits de La mort de Cygne de L. Bonob-Lévy ; Symphonie en blanc de R. Chanas ; F. de la A. la fin d'un héros de R. Ventura ; le Spectre de la dame de D. Deloche ; Promesse de film : L'Idiot de Paris de P. Bonnaud.

Les exclusivités

ARLACON (Ivry-la-Grande-Ville) ; Utopia, 9 (43-26-84-65).
AFTER HOURS (A., v.a.) ; Le Triomphe, 9 (45-62-45-76).
ALANTRE (Ind., v.a.) ; République Cinéma, 11 (43-25-31-33).
ALIENS, LE RETOUR (A., v.a.) ; v.f. ; Lumière, 9 (42-46-49-07).
L'AMOUR SORCIER (Esp., v.a.) ; Studio 43, 9 (47-70-63-40).
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.a.) ; Grand Paris, 19 (45-54-46-82).
ASTÉRIX CHEZ LES BRÉTONS (Fr.) ; Gaumont Hallin, 10 (42-97-49-70) ; Richelieu, 2 (42-33-56-70) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-99-83) ; Colisée, 8 (43-29-29-46) ; George-V, 9 (45-62-41-46) ; Paris Montparnasse, 9 (47-42-56-31) ; Favetta, 13 (43-31-60-74) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Paris, 14 (43-35-30-46) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Gaumont Aléxis, 14 (43-27-84-30).
ATTENTION, PRIVÉS (A., v.a.) ; George-V, 9 (45-62-41-46) ; v.f. ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Gaumont Aléxis, 14 (43-27-84-30).
AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.a.) ; Chry Falson, 5 (43-25-19-80) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08).
BANCO (A., v.a.) ; Gaîté Rochefort, 9 (46-81-77).
LES BALISSEURS DU DÉSEK (Tunis., v.a.) ; Utopia, 9 (43-26-84-65).
BASEL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.a. et v.f.) ; Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.f. ; Paris Cinéma-Spectacles, 10 (42-33-42-26) ; Grand Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; UGC Émirage, 9 (45-63-16-16) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-22-44) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Mistral, 14 (43-39-32-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
DOWN BY LAW (A., v.a.) ; Gaumont Hallin, 10 (42-97-49-70) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Aléxis, 14 (43-27-84-30) ; Colisée, 8 (43-29-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11 (47-70-90-81) ; Récarol, 13 (47-42-28-04) ; Gaumont Paris, 14 (43-35-30-46).
L'ENTRÉE DU SOLEIL (Esp., v.a.) ; 14-Juillet Paris, 14 (43-26-38-00).
L'ESQUIMAUDA A FROED (Hong., v.a.) ; Utopia, 9 (43-26-84-65) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) (h.sp.).

Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-79-79) ; Eucurial Panorama, 13 (47-07-28-04) ; Mollot, 17 (47-22-22) ; (v.f.) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Impérial, 11 (47-42-72-52) ; Paris Montparnasse, 9 (47-42-56-31) ; Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Galaxie, 13 (45-80-18-03) ; Favetta, 13 (43-31-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Aléxis, 14 (43-27-84-30) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).
ON A VOLÉ CHARLIE SPENCER (Fr.) ; Forum, 10 (45-08-37-57) ; Richelieu, 2 (42-33-56-70) ; St-Germain village, 5 (46-33-63-20) ; Gaumont-Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; George-V, 9 (45-62-41-46) ; Gaumont Aléxis, 14 (43-27-84-30) ; Gaumont Paris, 14 (43-35-30-46) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
OUT OF AFRICA (A., v.a.) ; Publicis Matignon, 9 (43-59-31-97).
LE PASSAGE (Fr.) ; Forum Horizon, 10 (45-08-37-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; UGC Normandie, 9 (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9 (43-74-95-40) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-22-44) ; Montparnasse, 14 (43-27-84-30) ; Lumière, 19 (45-22-47-94).
PÉKIN CENTRAL (Fr.) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Beau-bourg, 3 (42-71-52-36).
LA PUBLICAINE (Fr.) ; Cité Beaugrenelle, 15 (43-36-22-44) ; Paris Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; Paris Montparnasse, 14 (43-27-84-30) ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-68).
LE RAYON VERT (Fr.) ; Paris Montparnasse, 14 (43-20-30-19).
RECHERCHE SURAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.a.) ; Studio Galande (A.), 10 (45-94-72-71) ; Rotonde, 6 (45-74-94-94).
LA REINE NEIGES, LE DÉSEK ET L'ENFANT (Sov., v.f.) ; Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; Triomphe, 9 (47-70-63-40).
ROCKY IV (A., v.f.) ; Hollywood Boulevard, 17 (47-70-10-41).
ROSA LUXEMBURG (All., v.a.) ; Grand Paris, 14 (43-26-58-00).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.a.) ; Grand Paris, 14 (43-26-58-00) ; Studio de la Harpe, 10 (46-34-25-52) ; Château-Vergier, 10 (43-36-12-85).

LES FILMS NOUVEAUX

BONS SAISIRS DE LIVERPOOL, UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; Paris Montparnasse, 14 (43-27-84-30) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94) ; Bastille, 11 (43-36-22-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-22-44) ; UGC Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 7 JANVIER
 Exposition France et Russie au siècle des Lumières, Grand Palais (V. Tardieu).
 Exposition « La voie royale, 9000 ans d'art et d'histoire en Jordanie », 14 h 30, caisse (Clio).
 « De la rue du Dragon aux hôtels du quel Managat », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Près (Paris pittoresque et insolite).
 « Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant grilles du Palais (Ch. Mériaux) ou 15 heures (A.I.T.C.).
 « L'Opéra », 14 h 30, entrée (M. Ch. Lenoir).
 Rapprochement et exotisme au temps de Louis XVI, 14 h 30, 36, quai de Louvre, porte Barbet-de-Jouy (Arcus).
 Exposition in Contrepoint de la statue de la Liberté, 14 h 30, 107, rue de Rivoli.
 « Les passages couverts des Grands Boulevards », 14 h 30, angle boulevard Montmartre et rue Grange-Batelière, et l'art de sculpteur Antoine Bourdelle exposé dans son atelier, 15 heures, musée Bourdelle, 16, rue A.-Bourdelle (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).
 « Les vieux hôtels » permis à travers les étonnantes collections du Musée de l'Assistance publique, 15 heures, 47, quai de la Tourneffe (Approche du Part).
 « Le Marais, ses innovations, les hôtels de Sens, d'Annonet, de Brévilliers », 14 h 30, 6, boulevard Henri-IV (Vieux Paris).

CONFÉRENCES

45, rue Pierre-Charon, 19 h 30, « L'harmonie cosmique l'homme et la nature » ; 3, rue Rousselet, 11 heures, « La femme et sa parure en Egypte pharaonique ».

théâtre de gennevilliers
 centre dramatique national
U B U R O I
 d'Alfred Jarry
 mise en scène : Jean-Louis Houdin
 47 93 26 30
 du 19 décembre au 21 janvier

KRETEL
 en collaboration avec le Théâtre Contemporain de la Darse
 du 11 au 21 janvier
EDEN
 chorégraphie MAGUY MARIN
 Commande du CNDC d'Angers
 Le Figaro
 Étonnante réussite d'invention
 La Miroite
 Quelle belle troupe !
 Les Quotidiens de Paris
 à cœur de soirée
 Tél. : 48.99.94.50
 42.74.44.22
 Mère Céline Préfector

la Tempête
HOME
 David Storey, Marguerite Duras, Chantal Mursli
 PARTIR DU 7 JANVIER

deux poètes deux créations
 THÉÂTRE DE LA VILLE
 18 h 30
 Vendredi, 9 samedi, 10 janvier
AMANCIO PRADA
 CHANTE
FEDERICO GARCIA LORCA
 SONETOS DEL AMOR OSCURO
 THÉÂTRE DE L'ESCALIER D'OR
 18 RUE D'ENGHEN - 105
 20 h 45
 partir du 13 janvier
LA PRINCESSE BLANCHE
 DE RAINER MARIA RILKE
 SOUS LE BORD DE LA MER
 TEXTE FRANÇAIS
 MAURICE REGNAUT
 MISE EN SCÈNE
 YANNIS KOKKOS
 BRUNO SERMONE
 EDITH SCOB
 MIRREILLE PERRIER
 SERGE MAGGIANI
 2 PL. DU CHATELET
 42 74 22 77

début pour les années
D'EUGENE O'NEILL
 MISE EN SCÈNE CLAUDIA MORIN
 AVEC
 HELENE VINCENT, GERARD DARRIEU...

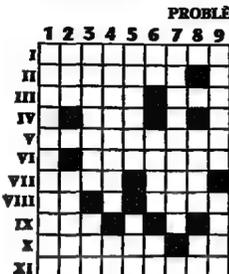
هكذا من الأصل

ENGLISH

« Services »

Le Carnet du Monde

MOTS CROISÉS



HORIZONTELEMENT
I. Un homme pour qui l'entourage est très important. - II. Remplis d'oeuvres. - III. Corps d'hommes. Base de lancement. - IV. De quoi faire une fixation. - V. D'un contact très doux. - VI. Famille de paresseux. - VII. A done en un tint de fleur. Un jeu d'adresse. - VIII. Symbole. Singe d'Amérique. - IX. Émit un doute. - X. Paris au retraité. Nota. - XI. Être sur les « dents ».

PROBLÈME N° 4393
VERTICALEMENT
1. Personne à laquelle il ne faut pas s'attendre à une addition salée. - 2. Se dit en déclinant. Ouvertures de bars. - 3. Batteries ou instruments à vent. Instrument à corde. - 4. Calmer le feu. Bruit. - 5. Femme divine. Permettait à... sa culotte. - 6. Petit lit. Cherche toujours à paraître grand. Possessif. - 7. Méthode de purification. - 8. Bien arrivées. Personnel. - 9. Instruments de « dressage ». - 10. Sombre.
SOLUTION DU PROBLÈME N° 4392
Horizontalement
I. Calvitie. - II. Éloi. Iru. - III. Nivelet. - IV. Tee. - V. ... - VI. Nerfs. Lac (allusion aux Méditations de Lamartine). - VII. Siège. - VIII. Cadence. - IX. Fl. Chef. - X. Fournaise. - XI. Lugeuse.
Verticalement
1. Cent ans. FFL. - 2. Allé. Clou. - 3. Lève. REA. UG. - 4. Vie. FF. Dore. - 5. Laisse. NU. - 6. Tiède. Lucas. - 7. Irréfléchis. - 8. En. Agées. - 9. ...
GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal Officiel du mardi 6 janvier 1987 :
DES DÉCRETS
N° 86-1389 du 31 décembre 1986 modifiant le décret n° 82-285 du 8 avril 1981 instituant une taxe parafiscale sur certains produits pétroliers.
N° 86-1390 du 31 décembre 1986 portant modification du décret n° 67-513 du 30 juin 1967 relatif aux tarifs des droits et taxes perçus par le Centre national de la recherche scientifique.

PRÉCISION. - Dans les nominations et les promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur (Le Monde du 2 janvier), nous avons signalé la promotion au grade d'officier de M. Alfred Lestienne, il s'agit de M. Paul Duraffour, dont le premier prénom non utilisé, est effectivement Alfred.

Table with 4 columns: Item, Unit, Price, and Total. Includes items like 'Résultats complets', 'Moto Sport', and various sports equipment.

loterie nationale TRANCHE N°1 DU JUPONNEE
TIRAGE DU LUNDI 5 JANVIER 1987
LE NUMÉRO 089920
GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F
LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 853 GAGNENT 1 500,00 F
AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

loterie nationale TRANCHE N°1 DU JUPONNEE
TIRAGE DU MARDI 6 JANVIER 1987
LE NUMÉRO 026519
GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F
LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 262 GAGNENT 1 500,00 F
AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

Le Monde sur minitel
MESSAGES
Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.
36.15 TAPÉZ LEMONDE

LETTRES

Des couronnes soviétiques sur la tombe de Tarkovski

La cathédrale Saint-Alexandre-Neviski de la rue Daru à Paris était trop petite, le lundi après-midi 3 janvier, pour la foule des amis et des admirateurs d'André Tarkovski, venus assister à la cérémonie religieuse orthodoxe pour les obsèques du cinéaste (mort le 29 décembre à l'âge de cinquante-quatre ans). On remarquait la présence des représentants de la culture russe, émigrés et citoyens soviétiques mêlés, à une foule de gens de cinéma. Robert Branson, Antoine Vitez, Daniel Toscani du Plantier, le réalisateur géorgien Otar Iosseliani, des anonymes, des personnalités de l'Office du film suédois (le dernier film de Tarkovski, Le Sacrifice, est en effet une coproduction suédoise-soviétique).

A l'issue de la cérémonie, l'écrivain Vladimir Maximov, directeur de la revue Confrontation, en parlant de la nouvelle d'André Tarkovski d'où il tira Le Sacrifice - prononça un hommage au disparu ; puis, du haut des marches de la cathédrale, le violoncelliste Mstislav Rostropovitch, très ému, brava quelques minutes la rampe de la décoration pour jouer sous la brume un fragment d'une Suite, de Bach. L'inhumation devait avoir lieu au cimetière orthodoxe de Sainte-Geneviève-des-Bois.

A Moscou, l'agence Tass a fait état, dès lundi soir, des obsèques du cinéaste, célébrées depuis 1984, et d'un hommage officiel des représentants de l'URSS. Des couronnes, a indiqué l'agence officielle soviétique, ont été déposées sur sa tombe de la part du Goskino (comité d'Etat pour le cinéma), de l'Union des cinéastes et de l'Ambassade d'URSS à Paris.

M.Z.
M. et M^{me} Michel Boucoiran et leurs enfants, M. et M^{me} Paul Foubert et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de leur mère et grand-mère.

Naissances

Marc BADRAN et Bettina, née WALDHART, sont heureux de faire part de la naissance de Amadée, Ingrid, le 24 décembre 1986.
Catherine GENTY et Marc LE MERCIER sont heureux d'annoncer la naissance de Benjamin, le 27 décembre 1986, à Paris.

Isabelle SPAAR, Philippe LEDUC et Hadrien ont la joie d'annoncer la naissance de Clément, le 27 décembre 1986, à Paris.

Décès

M. et M^{me} Jean-Marie Aletti, née Jeanne Trintignac, ses enfants, Renald, Maud, Anouette et Hadrien, M^{me} veuve Louis Aletti, M^{me} Marie-Thérèse Aletti et sa fille, Audrey, M. et M^{me} Jacques Aletti, M. et M^{me} René Trintignac, M. et M^{me} Paul Trintignac, Erik Philippe et Ingrid Trintignac, ont la tristesse de faire part du décès de M. Jean-Marie ALETTI, président de l'Ecole française de Denver, survenu accidentellement, aux USA, le 30 décembre 1986.

M. et M^{me} Michel Boucoiran et leurs enfants, M. et M^{me} Paul Foubert et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de leur mère et grand-mère.

M. et M^{me} Madeleine BOUCOIRAN, survenue le 10 décembre 1986, à domicile, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu en l'église réformée d'Antony et au cimetière de Montmorency.

M. et M^{me} Jean DECESSAC, née Geneviève Gastruche, sont émus de faire part du décès de leur fils, M. Jacques Dubois de Labarre, M. et M^{me} Jean-François Viret, M. et M^{me} Alain Dubois de Labarre, M. et M^{me} Marcel Lagunas, M. et M^{me} Dominique Pigeat, Le docteur et M^{me} Bernard Deceasac, M. et M^{me} Henri Bouffard, ses enfants, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants, font part du décès de M. Jean DECESSAC, né Geneviève Gastruche, endormie dans la paix du Seigneur, le 4 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

M. et M^{me} Germaine Mühlenthaler, M. et M^{me} Jacques Mühlenthaler et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Mühlenthaler et leurs enfants, M^{me} Marie-Pierre Mühlenthaler, M. et M^{me} Ronald Mühlenthaler, M. et M^{me} Marie Mühlenthaler, font part du décès de M^{me} Germaine MÜHLENHALER, née Savvier, survenue à Monaco (principauté), le 30 décembre 1986.

M. et M^{me} Germaine Mühlenthaler, M. et M^{me} Jacques Mühlenthaler et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Mühlenthaler et leurs enfants, M^{me} Marie-Pierre Mühlenthaler, M. et M^{me} Ronald Mühlenthaler, M. et M^{me} Marie Mühlenthaler, font part du décès de M^{me} Germaine MÜHLENHALER, née Savvier, survenue à Monaco (principauté), le 30 décembre 1986.

M^{me} Denise Mairey, née Diatkine, et M. André Mairey, Aude et David, M. et M^{me} Alain Diatkine, Cyrille et Coralie, Le professeur et M^{me} René Diatkine, Le docteur et M^{me} Gilbert Diatkine et leurs enfants, M. et M^{me} Daniel Diatkine et leur fille, Le docteur Sylvie Diatkine-Dumézon et sa fille, M. et M^{me} Jean-Nicolas Diatkine, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur père, grand-père, frère, oncle et grand-oncle, M. Lucien DIATKINE, survenue le 1^{er} janvier 1987.

M. et M^{me} Jean-François FICHEZ, officier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre national du Mérite, médaillé de la Résistance, ancien député de la Résistance au camp de Mauthausen, FFL réseau Century, survenue le 4 janvier 1987, à Saint-Raphaël (Var), à l'âge de soixante et onze ans.

M. et M^{me} Félix Carnel, M. et M^{me} Charles Farnel, M. et M^{me} Joseph Farnel, M^{me} veuve Henri Farnel, Et toute la famille, ont le deuil de faire part du décès de M^{me} veuve FINKELSZTEJN, née Alda Elbaum, survenue le 6 janvier 1987, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et M^{me} Christine Buechler, née Heinsdorff, sa fille, M. Aron Langfus, son frère, M^{me} Maria Langfus, sa sœur, Et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de M^{me} Milka HEINSDORFF, née Langfus, survenue dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 27 décembre 1986, à Petah-Tikva (Israël).

M. et M^{me} René SAPORTA, née Lily Weiseman, survenue le 5 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année. L'inhumation aura lieu le mercredi 7 janvier, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

M. et M^{me} Fernand MOROT-SIR, née Liame Lescaouls, survenue à Monaco (principauté), le 30 décembre 1986.

M. et M^{me} Fernand MOROT-SIR, née Liame Lescaouls, survenue à Monaco (principauté), le 30 décembre 1986.

M. et M^{me} Fernand MOROT-SIR, née Liame Lescaouls, survenue à Monaco (principauté), le 30 décembre 1986.

M. et M^{me} Gilberte Nouchi, Nils et Léo Nouchi, M. et M^{me} Montias et leurs enfants, M. Serge Nouchi, M^{me} Gabrielle Nouchi, M^{me} Danielle Molko et Leslie, Et tous ses amis, Les familles Tabar, Nouchi, Lermer et Seade, Et l'agence Magnum Photos, ont le deuil de faire part du décès de Gérard NOUHL.

M. et M^{me} André REYNAUD, industriel, docteur en droit, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques et de l'Institut des hautes études internationales, ancien vice-président du conseil général des Alpes-Maritimes, adjoint au maire du dix-septième arrondissement de Paris, président de la société Sud-Aromatiques, ont le deuil de faire part du décès de M. André REYNAUD, survenue le 1^{er} janvier 1987, dans sa soixante-sixième année.

M. et M^{me} Henri RICHARD, chevalier de la Légion d'honneur, directeur général honoraire des compagnies d'assurances l'Union, survenue le 1^{er} janvier 1987, dans sa quatre-vingt-dixième année.

M. et M^{me} René SAPORTA, née Lily Weiseman, survenue le 5 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

M. et M^{me} René SAPORTA, née Lily Weiseman, survenue le 5 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

M. et M^{me} René SAPORTA, née Lily Weiseman, survenue le 5 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

M. et M^{me} René SAPORTA, née Lily Weiseman, survenue le 5 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

M. et M^{me} René SAPORTA, née Lily Weiseman, survenue le 5 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

M. et M^{me} Mona Ratib, M^{me} Zahia Ratib Abd-El-Wahab, ses enfants, M^{me} Djelma Aboouab, sa petite-fille, M^{me} Mohamed Soltan Pacha, sa belle-sœur, M^{me} Marc de Monbrison, M^{me} Nimit Sultan, M. et M^{me} Larry Collins, ses sœurs et nièces, ont le deuil de faire part du décès de M^{me} Naïla SULTAN NAGUIB, survenue à Paris le 3 janvier 1987.

M. et M^{me} Pierre REYNAUD, son fils, Sa famille, Le personnel de la société Sud-Aromatiques, ont le deuil de faire part du décès de M. André REYNAUD, industriel, docteur en droit, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques et de l'Institut des hautes études internationales, ancien vice-président du conseil général des Alpes-Maritimes, adjoint au maire du dix-septième arrondissement de Paris, président de la société Sud-Aromatiques, survenue le 1^{er} janvier 1987, dans sa soixante-sixième année.

M. et M^{me} Henri RICHARD, chevalier de la Légion d'honneur, directeur général honoraire des compagnies d'assurances l'Union, survenue le 1^{er} janvier 1987, dans sa quatre-vingt-dixième année.

M. et M^{me} René SAPORTA, née Lily Weiseman, survenue le 5 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

M. et M^{me} René SAPORTA, née Lily Weiseman, survenue le 5 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

M. et M^{me} René SAPORTA, née Lily Weiseman, survenue le 5 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

M. et M^{me} René SAPORTA, née Lily Weiseman, survenue le 5 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

M. et M^{me} René SAPORTA, née Lily Weiseman, survenue le 5 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

سكزا من الأصل

Le Monde SCIENCES

Les « petits monstres » de M^{me} Le Douarin

Depuis vingt ans, les chercheurs de l'Institut d'embryologie du CNRS et du Collège de France créent des « monstres ». L'étude de ces animaux hybrides permet de mieux comprendre les mécanismes de certaines maladies nerveuses et le fonctionnement du système immunitaire.

ELLE est toute modeste. Comme son bureau qui sent bon le désordre des chercheurs et où on prend le thé entre deux piles de dossiers, une affiche à la gloire des peintres naïfs et une peau de panthère dont elle « a hérité à son arrivée dans le labo ». Mais elle est aussi toute passion pour ces drôles d'oiseaux qu'elle fait naître dans son laboratoire. Depuis plus de vingt ans, Nicole Le Douarin, ainsi que son équipe forte aujourd'hui d'une centaine de chercheurs et de techniciens, joue avec les dieux.

typique de la caille japonaise avec laquelle ces animaux ont été « croisés ». Curieux poulets que ces poulets-là qui ont valu à leur créatrice la médaille d'or du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'un des plus grands prix scientifiques du moment, le prix Kyoto (300 000 dollars), récemment créé par la firme japonaise Kyocera.

Tout a commencé à la fin des années 50. Nicole Le Douarin, alors professeur de sciences naturelles dans un lycée, se passionne pour la biologie et décide de faire un peu de recherche tout en poursuivant ses activités d'enseignement. Le professeur Etienne Wolf, auquel elle succédera plus tard à l'Institut d'embryologie, lui donne alors sa chance. Il lui

1969, une découverte qu'elle fait « par hasard » à la faculté des sciences de Nantes. En tentant de marier des tissus d'embryons d'espèces différentes (du mésenchyme de caille de l'épithélium pré-hépatique de poulet), Nicole Le Douarin va mettre au point une méthode de culture cellulaire fondée sur la

monde entier, permet alors d'orienter ses recherches sur les migrations et les interactions cellulaires pendant le développement de l'embryon. Recherche importante car le développement des oiseaux est analogue à celui de l'homme et des mammifères, et l'étude de l'embryon de la mise en place de l'appareil nerveux offre un remarquable champ d'expérience. En effet, explique M^{me} Le Douarin, à l'embryon du système nerveux central, « un système nerveux périphérique s'éduit à partir des bourrelets neuronaux » (1). Ceux-ci se rejoignent au moment de la fermeture du tube nerveux et constituent une structure transitoire à laquelle on donne le nom de « crête neurale ».

ne commencent les migrations cellulaires. Pour répondre, les équipes de l'Institut d'embryologie se livrent à de nouvelles greffes consistant à modifier la position de morceaux de crête neurale. Un peu comme si, dans une colonne cylindrique formée de pièces de couleurs différentes, on remplaçait l'une des pièces du bas par une autre venant du haut et vice versa. Ces expériences ont permis de montrer que, lorsque le niveau d'origine des cellules était modifié dans la crête neurale, les cellules dérivées changeaient leur tour de site d'activation et se différenciaient en fonction de ce site. D'une certaine manière, les cellules paraissent donc capables de s'adapter à de nouvelles



confie une étude sur la genèse du système digestif du poulet. Elle s'enthousiasme, retour bientôt au CNRS et soutient brillamment une thèse sur le développement de la foie et du tube digestif chez l'embryon de poulet. Une carrière classique de chercheur, mais que va bouleverser, en

structure particulière des noyaux des cellules de caille. Elle peut ainsi distinguer à tout moment dans une chimère caille-poulet les cellules venant de la caille de celles appartenant au poulet. La puissance et la simplicité de cet outil, utilisé aujourd'hui par les biologistes d'embryologie de

Prométhée des oiseaux

Peu après la formation de cette crête neurale, « ses cellules se dissocient les unes des autres et entreprennent une migration plus ou moins prolongée dans les tissus embryonnaires. Leur déplacement, qui peut durer plusieurs jours et les entrainer à une distance considérable de leur point de départ, ne semble pas se faire au hasard puisqu'on observe qu'elles s'arrêtent dans les ganglions bien précis de l'embryon où elles s'établissent diverses structures, notamment les ganglions périphériques ».

Greffes du moelle, greffes de membres et même de parties entières de cerveau ont été naturellement conduit Nicole Le Douarin à s'intéresser au système immunitaire. Il paraissait, en effet, intéressant de savoir ce que devenaient ces animaux bicolorés et si les cellules établies entre les différentes cellules nerveuses de la caille et du poulet étaient fonctionnelles à l'âge adulte. « Mais avant même l'éclosion des chimères portant des greffes de moelle épinière. Au début, explique M^{me} Le Douarin, leur comportement moteur est semblable à celui des poulets normaux du même âge. Le seul signe indiquant qu'il s'agit d'un animal greffé est la présence d'une bande de plumes pigmentées sur le cou de ces animaux ».

Pour expliquer de pareils phénomènes, Nicole Le Douarin et son équipe ont joué les Prométhées. En élevant chez l'embryon de poulet un fragment de crête neurale pour le remplacer aussitôt par un morceau équivalent provenant de la crête neurale d'un embryon de caille. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la greffe a pris ! Et l'on a pu suivre sans mal, grâce à la méthode de marquage élaborée en 1969 par M^{me} Le Douarin, le cheminement des cellules de caille.

Certains de ces chimères atteignent un âge avancé. Mais, « deux à quatre mois après la naissance, les ailes de l'animal tombent. La paralysie s'étend et bientôt, l'oiseau ne peut plus se tenir debout ». A la coupe, les tissus nerveux apparaissent fortement dégradés. Le microscope révèle des lésions avec des pertes de myéline — substance qui sert de manchon aux fibres nerveuses — comparables à celles observées dans la sclérose en plaques évolutive et de certaines autres maladies comme l'encephalomyélite et la névrite allergique expérimentale.

Résultat : la mise en évidence, par exemple, du rôle considérable que la crête neurale joue dans la genèse des structures céphaliques et cervicales. La totalité des tissus de la face (ou, cartilage et derme) et de la surface ventrale du cou en sont dérivés. On imagine donc sans mal tout l'intérêt de ces observations qui ont contribué à une meilleure compréhension de certaines malformations de la face comme les fentes de lèvre et les palais malades que l'on observe parfois chez l'homme.

Ces chimères caille-poulet sont donc un formidable modèle pour l'étude des maladies démyélinisantes de l'homme, et c'est l'objet de ses travaux actuellement engagés à Nogent-sur-Marne, pour tout ce qui concerne la « reconnaissance du soi ». Il s'agit-là d'un tout nouveau plan de recherche pour M^{me} Le Douarin portant sur les greffes de greffe. Rejets qui peuvent être abolis si, lors de la greffe, l'épithélium thymique du donneur est également implanté chez le receveur. Des ailes de caille ont pu ainsi être greffées chez le poulet sans être rejetées. On imagine donc sans mal les conséquences d'une telle étude qui, il y a quelques mois, faisait l'objet de débats très controversés et devrait à sa publication faire quelque bruit dans la communauté scientifique.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.
(1) La Recherche, n° 87, février 1979.

Electrons sauteurs

On savait depuis 1913 que les électrons changent brutalement d'orbite. Ce phénomène vient enfin d'être observé.

TROIS expériences réalisées ces derniers mois viennent de prouver l'existence d'un phénomène, le saut quantique, brutal changement d'état d'un atome lorsqu'un des électrons émet de la lumière. Elles ont été réalisées parce que l'on sait maintenant enfermer un atome dans un « piège », et l'y garder pendant de longues périodes, pratiquement préservé de toute interaction avec d'autres atomes.

Le problème de thermodynamique sans rapport direct avec la structure des atomes. Le modèle du modèle fut immédiat. Il expliquait parfaitement la structure des raies lumineuses émises par l'hydrogène, le plus simple des atomes, problème sur lequel les physiciens débattaient depuis trente ans. Et des raffinements de la théorie montrèrent bientôt qu'on pouvait aussi rendre compte de l'émission lumineuse des autres atomes.

On sait la fortune du modèle de Bohr. Amélioré, analysé, déformé, il engendra finalement la mécanique quantique, laquelle n'a rencontré que des succès depuis sa formulation précise entre 1925 et 1930. Elle est caractérisée par l'occurrence de transitions brutales et imprévisibles, traduction directe des sauts quantiques de Bohr. Ce caractère imprédictible, cet indéterminisme fondamental de la théorie, a fait couler beaucoup d'encre et soulevé de fortes oppositions. Il est maintenant très généralement admis, bien que certains physiciens continuent de le trouver gênant. Mais comment s'opposer à une théorie qui collectionne à tel point les succès ?

Une théorie qui collectionne les succès

Pour autant, on n'avait jamais observé directement les sauts quantiques au sens strict, les changements brutaux de l'état des atomes atomiques. Les expériences qui seraient pu le montrer portaient sur un très grand nombre d'atomes, et un grand nombre d'atomes changeaient d'état. Mais ils ne faisaient pas en parfaite simultanéité, et l'étalement des temps des transitions était une apparence de continuité de l'évolution du système. La situation a changé ces dernières années, depuis qu'on a pu isoler un seul électron on un atome, et étudier son comportement.

amener l'électron dans cette région en le freinant correctement pour qu'il puisse s'y stabiliser. L'autre, démentielle, est que ladite région n'est pas vide de toute matière, car tout choc avec un atome fera disparaître l'électron.

Cela fait trente ans que le physicien allemand Hans Delbort étudie à l'université de l'Etat de Washington « pièges à électrons ». Cela n'en fait pas dix qu'il a obtenu des résultats positifs, en observant tous les obstacles, en obtenant une qualité de sa telle que la pression de l'atmosphère résiduelle soit réduite à quelques millièmes de millidynne de sa valeur normale. Son équipe a pu ainsi garder le même électron dans un piège pendant dix mois, et l'utiliser pour plusieurs expériences. L'espoir était de tenir un an, et un gros gâteau d'anniversaire était déjà prévu. Mais un des quelques électrons a projeté et heurté l'électron, et l'a éjecté hors du piège.

MAURICE ARVONNY.
(Lire la suite page 12.)

(1) Pour expliquer que les électrons soient arrachés d'un métal recevant de la lumière ultraviolette, Einstein supposa que l'énergie lumineuse est concentrée sur des corpuscules, plus tard appelés photons.

Pour mieux comprendre ces progrès dans ce que sont les sauts quantiques, il faut remonter dans le temps. En 1913, lorsque le physicien Niels Bohr introduisit un modèle d'atome qui allait bouleverser la physique. Il supposa que les électrons tournaient autour du noyau en décrivant des orbites circulaires, en analogie avec le mouvement des planètes autour du Soleil. Mais, à l'inverse de celles-ci, les électrons pouvaient changer d'orbite, sauter brusquement de l'une à l'autre.

Einsteïn venait de renouveler la mécanique avec sa relativité et son équivalence entre masse et énergie, mais n'avait en rien touché à cette continuité fondamentale. Certes, il avait fallu introduire la discontinuité en physique. Planck l'avait fait, puis Einstein reprit l'idée dans son explication de l'effet photoélectrique (1). Mais il s'agissait d'une discontinuité des échanges d'énergie, celle-ci étant transmise par petits paquets (quanta). On pouvait n'y voir qu'une restriction de la mécanique classique, une réduction de l'éventail des solutions qu'elle fournissait. Avec le modèle de Bohr, c'est la notion fondamentale de trajectoire qui était remise en cause, et l'agression contre la mécanique était patente.

Comme pour beaucoup de progrès importants, le principe est simple, mais la technologie effroyablement compliquée. Un électron est soumis à un champ magnétique ou dans un champ électrique. Un étudiant de première année a tous les outils nécessaires pour trouver une combinaison de ces deux champs qui confine l'électron dans une petite région, qui l'y ramène quand il essaie de s'en écarter si du moins sa vitesse n'est pas trop grande. Mais deux difficultés apparaissent. L'une, point trop grave, est qu'il faut

Fragiles chimères

Tous ces travaux ont donc permis d'établir une cartographie de cette crête neurale et l'on sait désormais que telle cellule qui va dans telle zone est dérivée de telle région de la crête. Mais, en dépit de ces progrès, une question restait posée : celle de savoir si la crête neurale est formée d'une population homogène de cellules à potentialités multiples ou si elle est un mélange de cellules dont la destinée est génétiquement programmée avant que

INSERM
ÉLECTIONS AUX COMMISSIONS SCIENTIFIQUES SPÉCIALISÉES

Validation des listes électorales : date limite des réclamations le 15 janvier 1987.
Les listes provisoires peuvent être consultées notamment au siège de l'INSERM ou auprès de ses administrations déléguées régionales.

Dépôt des candidatures individuelles (collèges A1 et A2) ou par listes (autres collèges) : date limite le 2 février 1987, à 12 heures.
Les formulaires de dépôt de candidatures sont disponibles aux endroits indiqués ci-dessus.

Date des scrutins : 27 février 1987 (premier tour, tous collèges) et 20 mars 1987 (deuxième tour, collèges A1 et A2).

BUREAU DES ÉLECTIONS
INSERM
101, RUE DE TOLBIAC, 75664 PARIS CEDEX III

L'écran des arbres

Des chercheurs ont mis au point une simulation sur ordinateur de la croissance des arbres. On peut ainsi sans attendre voir ce que sera la plantation adulte.

Sur l'écran défilent une série d'images qu'entrevoient les chercheurs sous le nom de « les quatre saisons ». Celles d'un cerisier dont on suit les métamorphoses au fil des mois. Simple squelette aux branches nues en hiver, l'arbre s'épanouit sous une riche feuillaison au printemps, verdoie en été et roussit en automne. S'il ne s'agit pas de la croissance d'un arbre, c'est celle d'un modèle mathématique calculé par ordinateur - enrichi par les catalogues existants, on pourrait déjà saluer la précision du graphisme et la justesse des couleurs. Mais il y a plus.

Ces dessins sont conformes à une réalité possible. Au point qu'un arboriculteur attentif n'y trouverait rien de redoutable. Et pour rendre le programme informatique qui a généré cette séquence d'images à été concocté par un agronome. Ou plutôt par un « agronome mathématicien », comme se définit M. Philippe De Raffy, chercheur au laboratoire de modélisation du Centre international de recherche agronomique pour le développement (CIRAD) à Montpellier. Que les images obtenues soient d'excellente qualité et qu'elles commencent à susciter l'intérêt de quelques artistes, M. De Raffy s'en réjouit. Mais c'est pour lui un heureux accident de parcours dans une recherche qui avait au départ des objectifs scientifiques puisqu'elle visait avant tout à une meilleure compréhension de la croissance des plantes.

« Données de croissance »

M. De Raffy, qui travaillait sur le caféier et le palmier, n'avait en effet en tête que des problèmes agronomiques lorsqu'il a entrepris, en 1978, d'élaborer un modèle mathématique simulant la croissance des arbres. C'est pour répondre aux besoins de ses collègues qu'il a écrit un logiciel sur la base de données statistiques fournissant les probabilités de ramification, de croissance ou de mort des bourgeons. Puis, pour affiner les espèces étudiées, il a introduit dans le programme général des données de croissance mesurées sur le terrain.

Appliqué en Côte-d'Ivoire à des cultures de caféiers, ce modèle a permis d'étudier la verse et de dégager des critères de sélection de variétés moins sensibles à ce phénomène qui fait tomber les arbres. Bien

d'autres renseignements utiles ont pu être acquis par le simple calcul - de l'influence de différents engrais sur la croissance des plantes à diverses maladies, - de longues observations expérimentales.

Certes, d'autres logiciels de ce type existaient dans les laboratoires, mais chacun d'eux était adapté à une espèce particulière. Celui qui a été développé à Montpellier est plus général et peut être appliqué à n'importe quel végétal. « Il est possible de calculer et de représenter une plante aussi loin qu'on en a le courage », souligne M. De Raffy.

Fleurs imaginaires

C'est dans la souplesse qui a permis à M. Claude Edelin, spécialiste de l'« architecture végétale » (voir encadré) à l'Institut de botanique de l'université de Montpellier, de qui l'a conduit, il y a trois ans, à s'associer aux chercheurs de Montpellier. Le botaniste pouvait enrichir le modèle en y apportant des données qualitatives sur les arbres (tronc et branches) les uns par rapport aux autres. En contrepartie, le programme informatique lui fournissait « un excellent moyen de tester ses hypothèses de croissance d'arbres complexes, sans la vérification sur le terrain ».

Le logiciel, même dans sa toute première version, pouvait aussi permettre de donner des « calculs ». Au départ, M. De Raffy ne voyait là que du superflu sur les aspects de travail sur des données numériques. Mais il a vite compris qu'il pouvait être utile de « montrer » le résultat de ces calculs à des collègues moins rompus que lui aux usages de l'informatique et ainsi de les « convaincre plus facilement » du bien-fondé de sa méthode.

Et, puisque images il y avait, il lui fallait tenter d'en parfaire l'élaboration, en affinant le détail ou le rendu des couleurs. On fit appel à un spécialiste des images de synthèse, M. Marc Jacier, qui a quitté l'université de Strasbourg pour se joindre à l'équipe. Quant aux importantes puissances de calcul que requiert le programme pour « tourner », elles sont assurées par le Centre national universitaire sud de calcul à Montpel-

lier, qui prête ses machines aux chercheurs.

Les compétences et les moyens étant réunis, on a pu faire évoluer le programme initial. D'abord on l'élargissait chaque année à une variété nouvelle : après le caféier, le palmier et le cotonnier, ce sera le hêtre et l'érable, le hêtre, l'hévéa, etc. Puis on améliorait sans cesse le logiciel lui-même, pour lui faire calculer et dessiner des détails toujours plus nombreux.

Les feuilles, par exemple, au départ simples taches vertes, apparaissent maintenant dans leur forme réelle, laquelle évolue à mesure que l'arbre croît. D'autres finesses sont aussi apparues dans l'image, comme l'éclairage de l'arbre ou son ombre au sol. Et l'on peut même, par écran interposé, « marcher » sur des plantes ou « grimper » sur des arbres. Au cours d'une de leur « promenade » dans le tronc du cocotier, les chercheurs ont été en la surprise de découvrir un fruit... preuve qu'il fallait apporter quelques modifications au calcul!

Rien n'empêche non plus d'appliquer la méthode à d'autres plantes que les arbres et de créer, comme l'a fait récemment M. De Raffy, des fleurs imaginaires, dans on parvient à distinguer sur l'écran les éta-

les et les pistils. Les chercheurs envisagent même de bienôt de la conception par ordinateur. Ils pourront faire « tourner » l'image de l'arbre pour l'observer sous toutes les perspectives, mais au fait couramment pour le dessin des carrosseries d'automobiles ou des engrenages mécaniques. L'opération semble a priori faisable, il s'agit de faire que les arbres soient des objets d'une complexité telle qu'on ne pourra les représenter que sous forme de « structures fil de fer ».

Mais déjà dans sa forme actuelle, la modélisation réalisée à Montpellier offre suffisamment de possibilités pour susciter l'intérêt. Une dizaine de sociétés de service informatique comme la SESA qui a acheté le logiciel et devrait le commercialiser en 1987. Les paysagistes y voient pour leur part un excellent outil qui peut les aider à prévoir quelle forme prendra un arbre selon le nombre et l'emplacement des talles qui lui seront faites. Un bon moyen de vérifier si une branche de lauriers plantés sur la place ne traversera pas un jour la salle des fêtes de la mai-

ELISABETH GORDON.

Une nouvelle branche de l'architecture

Les arbres, eux aussi, peuvent être décrits en termes architecturaux. Depuis le siècle dernier, nombre de botanistes se sont efforcés de « regarder » les arbres en tenant compte de leur structure. Mais il ne s'agit pas de les décrire, qu'il s'agit de les représenter et généraliser. De ce besoin de globalisation est née, il y a une dizaine d'années, une nouvelle discipline consacrée à l'« architecture végétale ». Cette discipline a pour but de décrire les arbres selon la disposition de leurs axes - tronc et branches - les uns par rapport aux autres.

Considérées sous cet angle, des plantes aussi différentes que l'euphorbe ou le manioc se ressemblent étrangement, avec leur tronc court qui s'arrête brutalement et se ramifie, avec leurs fleurs qui, à l'extrémité de chaque axe, se développent en ombelles. De même de très nombreuses espèces végétales des tropiques et tempérés présentent le même « modèle architectural » que le pin maritime, un tronc droit et haut, aux branches dressées disposées en étages. Il suffit en fait d'une vingtaine de paramètres pour représenter les quelques trois cent mille espèces d'arbres existants », explique M. Claude Edelin, de l'Institut botanique de l'université de Montpellier, un des laboratoires pionniers de ce type d'études.

Pour décrire complètement l'arbre, il faut aussi ajouter à ces modèles - qui sont, pour une espèce donnée, héréditaires - un autre élément, celui de « l'habitat ». Quand elles sont isolées, les plantes, comme le peuplier, peuvent en effet reproduire leur propre architecture, de sorte que de petits arbres se développent toujours à l'arbre-père, se développent à l'intérieur de celui-ci.

Une telle approche a contribué aux progrès des connaissances botaniques. Mais elle s'est aussi révélée fort utile dans la modification de la croissance des végétaux.

E. G.

Electrons sauteurs

(Suite de la page 17.)

Les mêmes dispositifs, ou des variantes, ont permis de piéger des électrons ionisés (amputés d'un ou plusieurs électrons), puis de les observer entiers. Et l'on a pu ainsi observer les sauts quantiques imaginés par Bohr.

La méthode a été proposée par Dehmelt sous le nom de « shelving », ce qui se rend à peu près par « rangement sur une étagère ». On éclaire l'atome isolé avec un laser qui fait passer le système de plus haute énergie. En termes du modèle de Bohr, on l'envoie sur une orbite plus éloignée. Il en retombe aussitôt - en un temps inférieur au milliardième de seconde - au niveau de la lumière. Mais qu'il est retombé, la laser le repousse sur l'orbite éloignée, etc. On peut ainsi piéger environ un milliard de transitions par seconde, et l'émission lumineuse de l'atome est alors maintenue dans un état de transition, un point lumineux.

On éclaire maintenant l'atome avec un second laser qui peut aussi induire une transition et envoyer l'électron sur une autre orbite, qu'on appellera l'étagère. Mais on choisit une transition « interdite », ce qui signifie qu'elle est très improbable. Il faut plusieurs secondes pour que cette transition ait une chance de se produire, et autant pour que l'électron retombe de l'étagère où il est ainsi rangé. Or, pendant tout le temps où il est sur l'étagère, il n'est plus sensible au premier laser et n'émet donc plus de lumière. On voit donc le point lumineux disparaître, puis réapparaître, puis disparaître encore... ce qui met en évidence les sauts quantiques entre l'étagère et, disons, le plancher.

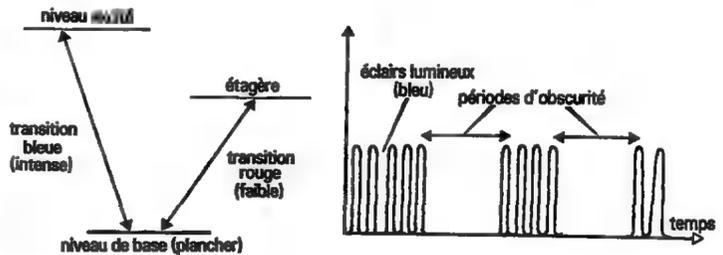
En bonne mécanique quantique, le résultat n'a rien d'étonnant. Il n'empêche que, quand la préparation d'une telle expérience est annoncée, d'un

congrès de physique à Copenhague, il y eut des discussions sur son résultat ; la moitié des participants soutenant qu'on ne verrait pas les sauts quantiques. Deux physiciens des laboratoires de l'École normale supérieure, l'état Cohen-Tannoudji, professeur au Collège de France, et Jean Dalibard, furent alors le même, en utilisant une méthode qu'ils avaient développée pour d'autres problèmes, de calculer le résultat précis que devait fournir l'expérience et de montrer que les sauts quantiques devaient bien être observés.

Les résultats ont confirmé les prédictions. Trois expériences ont été récemment faites. L'une est décrite dans un article au processus qu'on vient de décrire. Elle a été réalisée au CERN par des chercheurs du National Bureau of Standards qui ont observé les sauts quantiques sur des atomes de mercure ionisé. L'autre expérience, où l'objet étudié est un ion de baryum, sont d'un principe légèrement différent, mais qui ne change rien sur le fond. L'une a été faite par l'équipe de Dehmelt, l'autre est

due à des chercheurs de l'université de Hambourg (RFA). Outre qu'elle ont mis en évidence les sauts quantiques, ces expériences ont permis de mesurer la durée de vie de l'étagère, c'est-à-dire le temps moyen qu'y reste l'électron lorsque les atomes sont rangés sur les uns des autres pour que des transitions perturbent pas leur comportement. Ce n'est jamais le cas sur Terre, mais c'est celui de la matière interstellaire, et de telles expériences sont donc intéressantes pour les astrophysiciens.

MAURICE ARNOYNY.



L'étagère : un laser bien est pointé sur un atome isolé, et fait passer un électron atomique du niveau de base à un niveau de plus haute énergie (niveau excité). L'électron retombe aussitôt en émettant un photon, enregistré par le détecteur comme un éclair lumineux. Les aller et retour sont si fréquents que l'émission lumineuse paraît continue. Un autre

laser, rouge, éclaire aussi l'atome et peut envoyer l'électron vers un troisième niveau : l'étagère. Mais cette transition est très peu probable, à la montée comme à la descente. Quand l'électron est sur l'étagère, il y reste plusieurs secondes, pendant lesquelles l'atome n'est plus sensible au laser bleu et n'émet plus de lumière.

BIBLIOGRAPHIE

Une nouvelle collection de poche

Donner au grand public une information scientifique sérieuse qui soit à la portée du plus grand nombre : tel est le but des éditions Le Rocher, qui ont lancé récemment une nouvelle collection : « Sciences et découvertes ». D'un format de poche (150 x 178 mm), chaque ouvrage, rédigé par un spécialiste du sujet traité, compte 128 ou 160 pages et 10 à 30 illustrations noir et blanc ou trait. Pas de photos ou d'images en couleurs (sauf sur la couverture).

Cette série a-t-elle son avantage : le prix de chaque livre est de 35 ou de 45 francs.

A ce jour, une douzaine de titres sont disponibles. Ils sont, en effet, au rythme de deux par semaine. Leur variété est très grande : de la Vie des étoiles aux Océans du fond des mers et des Dinosaures à la Mésure du Carveau hormonal aux Volcans et magmas...

Y. R.

SOLDES

Dans tous les rayons
jusqu'à épuisement des stocks

AUX TROIS QUARTIERS

17 Bd de la Madeleine, Paris (11) 42.60.39

VENDREDI 9 JANVIER
Le Monde
PLAISANCE

Supplément magazine en couleurs
avec la collaboration de **LOILES**
Créé avec Le Monde
Vendredi 9 janvier dans samedi 10 janvier

AU SOMMAIRE DE JANVIER
Le Monde DES
PHILATELISTES
l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Jeux d'enfants
- Bilan philatélique de l'année 1986
- Les 100 ans du Carré Marigny
- Trois non-amis de la Réunion.

LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

سكوا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

CONSOMMATION

GDF dans son immeuble-labo

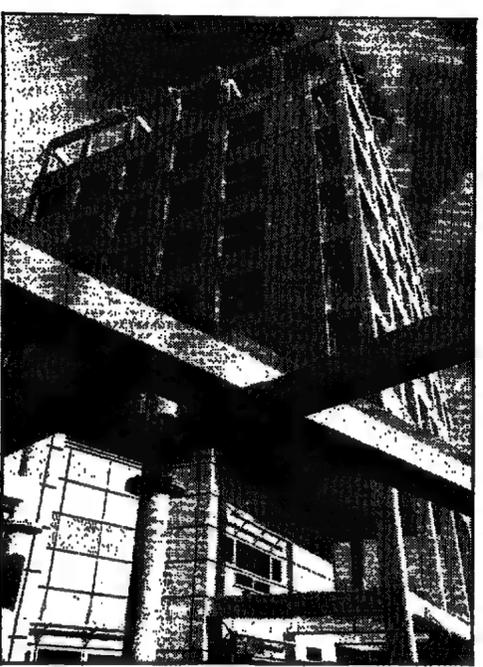
Dans l'extérieur, l'immeuble rassemble à une HLM de cinq étages, isolé dans un champ de la Plaine-Saint-Denis, dans la banlieue nord de Paris. Petites fenêtres en carré et, dans l'angle, balcons étroits. A l'intérieur, pas de concierge mais deux ingénieurs et deux techniciens qui courent vingt-cinq appartements vides, complètement vides.

Passé le seuil, on respire la peinture fraîche. Dans la pièce principale, des barres verticales relient plafond et plancher... comme dans le métro. Cet immeuble est un laboratoire géant.

Son propriétaire, Gaz de France, l'aménagera en bureaux, mais pas avant la fin des essais de chauffage dans sept ou huit ans. Chaque appartement représente un investissement (informatique comprise) de 1 million de francs.

Pourquoi ce luxe ? « Il n'est plus possible aujourd'hui d'étudier les réactions d'une chaudière comme il y a vingt ans, répond Bernard Leblanc, de la direction des études et techniques nouvelles de GDF. Maintenant nous devons raisonner sur le système énergétique dans son entier, bâti, chaudière, occupation, etc. Nous montrons que l'on peut améliorer le confort tout en diminuant l'investissement et acheter un appartement comme une voiture en demandant combien il... »

Pourra-t-on demain acheter un appartement comme une voiture en demandant combien il consomme ? C'est du moins ce que voudrait obtenir Gaz de France.



La partie expérimentale de l'immeuble-laboratoire de Gaz de France est montée sur pilotis pour être thermiquement dissociée de la rue du bâtiment.

A chaque étage, cinq appartements : un trois-pièces exposé au sud, deux deux-pièces et deux studios sur les autres faces. Vu à la loupe, chaque appartement se présente comme un maïs sous perfusion. Une centaine de capteurs lui prennent le pouls, c'est-à-dire interviennent divers paramètres intervenant dans le chauffage. Les uns mesurent la température de l'air, des parois ou même des fumées ou encore de l'eau chaude des sanitaires ; d'autres précisent la vitesse et la direction du vent, sa pression, l'humidité de l'air ou son taux de gaz carbonique ou le degré d'aériorité.

En fin de cet immeuble sur pilotis - pour respecter l'isolation selon l'arrêté du 2 mars 1982, - un centre de calcul enregistre les données et établira en 1987 les modèles de « comportement thermique » de l'immeuble (2).

En 1988 commenceront les véritables essais, car ce bâtiment est géométriquement variable. Ses cloisons internes se déplacent, et les gaziers pourront jouer sur telle ou telle option de chauffage. Deux chaudières collectives en sous-sol, d'une puissance de 100 kWh et des chaudières individuelles placées dans les cuisines assurent la production de chaleur.

Un Lego pour expert-gazier

Sans manipulation de tuyauteries mais par un système de vannes, l'eau chaude est répartie dans les radiateurs ou dans le sol des planchers chauffants (ce système serait très économique et bien plus confortable que celui des années 60). Un système de ventilation thermique peut renouveler l'air une fois par heure. Bref ces chauffages multiples fonctionnent comme un immense Lego pour expert-gazier.

Ce « réel-simulé » doit pour autant intégrer un paramètre horriblement manquant : l'homme. « Une personne apporte en moyenne 80 kWh par sa seule présence, le double en activité sportive, ajoute Michel Goussier, chef de division. Cette chaleur dite animale ou la virtuelle chaleur d'un rôt en cuisson est intégrée dans nos calculs, comme le sommeil dans la chambre après 22 heures, mais personne n'a encore évalué le paramètre - l'ouvre-et-je-ferme-mes-fenêtres-quand-je-veux. » Ce sont là les limites de ce bel immeuble-labo.

CHRISTIAN TORTEL

(1) Dans le bâtiment seul, le chauffage au gaz coûte deux à trois fois plus cher que l'électrique lors de l'investissement mais moins cher après une longue utilisation. Ainsi seulement 25 % des logements français seuls en sont équipés contre la moitié dans les pays d'Europe occidentale.

(2) A chaque étage, un ordinateur Hewlett-Packard HP 1000 contrôle les mesures, un système, au sous-sol, de 132 millions d'octets de mémoire modélise le comportement thermique.

EXPÉRIMENTATION

Les robots des chercheurs

Pour faire leurs manipulations, pour expérimenter leurs découvertes, les chercheurs ont plus en besoin d'instruments de pointe.

A recherche, c'est des idées, mais aussi des techniques. Sans instruments de pointe, sans doute surabondance - de ces matériels. Les réalisations de leur réalisation ne changent guère, mais on note une plus grande attention aux problèmes de sécurité. Beaucoup de pompes sont équipées de dispositifs qui contrôlent les flux de produits et régulent ou arrêtent le fonctionnement si l'on s'écarte des valeurs attendues.

La même remarque que « la chimie, l'écologie, les pompes à gaz, les agitateurs », il de fait il y avait abondance - de ces matériels. Les réalisations de leur réalisation ne changent guère, mais on note une plus grande attention aux problèmes de sécurité. Beaucoup de pompes sont équipées de dispositifs qui contrôlent les flux de produits et régulent ou arrêtent le fonctionnement si l'on s'écarte des valeurs attendues.

Bactéries sulfurovives

C'est pourtant à Interchimie qu'était présentée la « manip » la plus spectaculaire. Le laboratoire de l'école centrale a mis au point un procédé biologique de désulfuration du gaz de fermentation.

La fermentation méthanique de divers déchets animaux ou végétaux (biomasse) fournit un gaz combustible et constitue l'une des plus intéressantes alternatives qui, sans prétendre remplacer en tout les hydrocarbures fossiles, peuvent dans certains cas se substituer à eux. Mais le gaz ainsi produit contient en général de l'hydrogène sulfuré, toxique et corrosif, qui gêne son emploi.

Le procédé présenté utilise une bactérie, chromatium, qui, par photosynthèse, extrait le soufre des molécules complexes ; certaines, comme l'adénosine triphosphate (ATP), ont un intérêt économique et peuvent valoriser cette désulfuration du gaz. Le procédé est d'une efficacité totale : la proportion de soufre restant dans le gaz après ce traitement est inférieure à dix parties par million. L'opération se fait en ligne avec la fermentation, avec deux réacteurs de désulfuration qu'on échange à intervalles réguliers. L'un est en aval du fermenteur et effectue la désulfuration. L'autre est situé en amont, ce qui permet aux bactéries de se régénérer à partir de la biomasse qui alimente le fermenteur. Les réacteurs présentés n'avaient qu'une capacité de quelques litres, mais un pré-développement industriel est actuellement en cours à l'Institut de recherche chimique appliqué.

MAURICE ARVONNY.

Demain

L'Europe de la technologie

Le dernier numéro de la *Jeune et la Rouge*, la revue mensuelle des anciens de l'IX, est consacré à l'Europe de la technologie. Au sommaire, le point sur l'Agence spatiale européenne, les programmes Euréka et ESPRIT, l'Europe des télécommunications et des biotechnologies, les moyens de financement de la Communauté.

Dans une introduction, Michel Petit, conseiller scientifique de la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes, rappelle l'enjeu de la bataille mondiale pour la maîtrise des nouvelles technologies. Il cite quelques chiffres significatifs. L'intensité de l'effort de recherche et de développement peut se mesurer par le rapport entre la dépense intérieure de recherche et de développement et le produit intérieur brut de chaque pays. En 1983, ce rapport était de 2,05 pour l'ensemble des États de l'Europe des Dix, mais de 2,70 aux États-Unis et de 2,62 au Japon. Il était de 2,14 en France, mais de 2,27 en Grande-Bretagne et de 2,59 en Allemagne fédérale.

Pour se procurer le numéro spécial de la *Jeune et la Rouge* sur l'Europe technologique, veuillez au prix de 50 francs, s'adresser à la Société anonyme des anciens élèves de l'École polytechnique (A.E.), 5, rue Descartes, 75005 Paris. Tél. : 46-33-74-25.

Le maïs et l'ordinateur

Avec le projet ARPEGE, l'agriculture vient d'acquiescer droit de cité dans le domaine de l'intelligence artificielle. ARPEGE (Aide à la résolution des problèmes pour l'élevage et la gestion des exploitations)

a été développé par l'École supérieure d'agriculture de Purpan, l'ESAP de Toulouse. ARPEGE regroupe en fait quatre systèmes experts : « Albert », qui doit permettre l'établissement d'un planning fourager, « Zéa », un système de conduite de culture du maïs, « Arfin », adapté à la gestion financière des élevages bovins laitiers, et enfin « Mamifère », consacré au diagnostic épidémiologique des mammifères bovins en élevage laitier.

C'est en 1983, quand la direction des télécommunications a pris le contrôle du Centre mondial informatique, que l'ESAP a pu confier les projets de recherche appliquée à l'agriculture. Pour mener à bien cette tâche, l'école toulousaine s'est associée avec la filiale française du groupe américain Digital Equipment. La création d'ARPEGE a donné lieu à un transfert de technologie entre la société Digital Equipment et l'ESAP. La première fourniture des matériels, le langage et l'aide de XCON, l'un des plus gros systèmes experts réalisés, la seconde se consacrant au développement d'applications spécifiques en agriculture. L'ESAP a pour cela utilisé l'expérience des conseillers agricoles et a testé au fur et à mesure le produit auprès des utilisateurs.

Ainsi le système Zéa a été conçu pour répondre aux besoins des cultivateurs de maïs. Dans ce secteur, le revenu à l'hectare peut passer du simple au quadruple selon la qualité de conduite de la culture. Le Sud-Ouest, c'est à noter, fut la première région de France à se lancer dans la maïsiculture. Après une période d'expérimentation et de mise en place qui se terminera en avril 1987, le programme pourra être interrogé à distance, sur le réseau Transpac pour les centres de formation. Les agriculteurs pourront également avoir accès à ce système expert par

le minitel quand la phase d'industrialisation du logiciel sera achevée. ARPEGE aura coûté en trois ans d'investissement près de 8 millions de francs, soit entre 15 et 7 % du budget du Centre mondial informatique, mais ses concepteurs, au premier rang desquels figure le directeur de l'école de Purpan, sont persuadés qu'il représente une valeur ajoutée intellectuelle de première importance.

Ainsi, quarante-sept ans après sa fondation par un groupe d'agriculteurs qui en confièrent la direction à la Compagnie de Jésus, l'ESAP confirme sa place de grande école d'ingénieurs en agriculture, dont les diplômés sont reconnus par l'Etat depuis 1964. - G. V.

60 000 télescopes

10 000 télescopes en 1982, 26 000 en 1984, 60 000 à la fin de 1986. Avec une progression de 50 % par an, ces quatre dernières années, le marché du télescope en France est en pleine croissance. Ce dévelop-

peut place la France au deuxième rang des pays européens équipés après la Grande-Bretagne. Parallèlement, en dix-huit mois, le trafic moyen par télescope est passé de 7 à 14 pages par jour.

Une étude réalisée par l'Institut de démographie démontre que la télescope est un produit de consommation courante et que sa notoriété progresse auprès des entreprises encore non équipées. 90 % des établissements équipés, dans tous les secteurs d'activité, apprécient pour sa simplicité, sa fiabilité et sa rapidité. De plus, 93 % des utilisateurs de télescopes ont déjà un télex.

Utilisé au départ pour remplacer ou soulager les moyens de communication traditionnels, le télescope, une fois mis en place, devient désormais un outil indispensable au meilleur fonctionnement de l'entreprise, sans se substituer pour autant au télex aujourd'hui.

L'annuaire de la « télescope » 1986 compte déjà 16 000 inscriptions.

Organisée par CIPFRAME CONSULTANT avec JON TURINO le spécialiste de notoriété mondiale et MAURICE MOHR de C.C.E.L.

Rem : 4 inscriptions CIPFRAME CONSULTANT 7, allée des Tilleuls F-78310 MAUREPAS (1) 30.50.43.88.

Paris le 27 janvier 1987 JOURNÉE DES DÉCIDÉS « La Testabilité et le Management » Gsta, Compétitivité, Le Cercle de Testabilité

Les 28, 29 et 30 janvier 1987 SÉMINAIRE DE FORMATION « Le cercle-teste de la Testabilité »

Indice de Testabilité - Test de CMS - Le Bus de Testabilité

L'anglais au sprint

Vous voulez parler anglais vite, très vite ? A vos marques ! Voici 3 formules :

Cours intensif : 20 h/semaine, soit 11 h par jour, 5 niveaux tous les 15 jours.

Cours combiné : 30 h/semaine, soit chaque jour 4 h en cours collectif et 2 h d'anglais professionnel en cours particuliers.

Semaine bloquée : 40 h/semaine, de 9 h à 17 h, déjeuner avec votre professeur inclus. English all day long ! Par groupe de 6.

ILC vous propose beaucoup d'autres formules à la carte, dont les nouveaux ISA "Teacher Training Courses". Venez évoluer, gratuitement votre niveau avec un responsable pédagogique. Vous choisissez, ensemble, votre rythme.

INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE ILC
20, Passage Dauphine 75006 Paris
Tél. 43.25.41.37

La nouvelle branche de l'architecture

Il y a une nouvelle branche de l'architecture, celle de l'habitat collectif. Elle se situe à la frontière entre l'urbanisme et l'architecture. Elle concerne les grands ensembles, les cités, les éco-quartiers. Elle implique une collaboration étroite entre architectes, urbanistes, ingénieurs, économistes, sociologues, psychologues, etc. Elle vise à créer des environnements de vie équilibrés, agréables, fonctionnels. Elle doit tenir compte des besoins matériels et psychologiques des habitants. Elle doit intégrer les aspects sociaux, culturels, éducatifs, sportifs, etc. Elle doit être adaptée aux conditions locales, climatiques, économiques, etc. Elle doit être durable, flexible, évolutive. Elle doit être ouverte à la participation des habitants. Elle doit être un véritable laboratoire de vie.

Le rôle de l'architecte dans l'habitat collectif est de concevoir des espaces de vie qui favorisent le lien social, le bien-être, la santé, la sécurité, la qualité de vie. Il doit créer des lieux de rencontre, des espaces de détente, des lieux de culture, de sport, de loisirs. Il doit organiser l'espace public, les équipements, les services. Il doit assurer la cohésion du quartier, l'équilibre des fonctions, la diversité des usages. Il doit être attentif aux détails, à l'esthétique, à l'écologie, à l'accessibilité, à la sécurité, à la maintenance, à la gestion, à l'énergie, à l'eau, à l'air, à la lumière, au bruit, à la pollution, à la santé, à la sécurité, à la qualité de vie.

Club des Philatélistes

Le club des philatélistes est une association qui regroupe les amateurs de collectionner des timbres-poste. Elle organise des réunions, des expositions, des échanges, des concours, des voyages, etc. Elle vise à promouvoir la philatélie, à échanger des connaissances, à créer des liens entre les membres. Elle est ouverte à tous, sans aucune restriction de nationalité, de religion, de race, de sexe, etc. Elle est financée par les cotisations des membres, les ventes de timbres, les subventions, etc. Elle a pour siège social à Paris, rue de la Harpe, 100. Elle est inscrite au répertoire des associations de loi 1901.

SECTEURS DE POINTE



MATRA TRANSPORT conçoit ■ réalise des systèmes de transports automatiques (VAL, ARAMIS).
Son développement rapide l'amène ■ rechercher (H/F)

Ingénieur Mécanicien
Dans le cadre de nos nouveaux projets, il coordonnera et participera aux études et au développement du Matériel Roulant. Outre sa formation mécanique, il a une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine ferroviaire (ou équivalent) et une bonne pratique de l'anglais ; des connaissances en électrotechnique seraient un plus. Poste basé à VANVES (92). **Réf. A**

Ingénieur Génie Civil
Intégré à l'équipe en place, il suivra pour MATRA TRANSPORT, les études d'Avant Projets d'un de nos métros en province. La capacité à coordonner l'activité d'équipes importantes est un atout essentiel pour la réussite dans ce poste. Ingénieur grande école (Centrale, ENPC...) il a une expérience de 3 ans minimum en travaux publics (chantier ou Bureaux d'Etudes). Poste basé en Province. **Réf. B**

Jeune Ingénieur Electronicien
Intégré à l'équipe chargée des projets VAL, sa mission sera double : d'une part la maintenance des logiciels existants, d'autre part le développement de logiciels pour de nouvelles applications (France et export). Ingénieur débutant (ou première expérience) il a impérativement une connaissance de la programmation des microprocesseurs. Poste basé à LILLE (déplacements France et Etranger à prévoir). **Réf. C**

Pour ces 3 postes, l'esprit d'équipe, le sens de l'organisation et l'autonomie permettront aux candidats de réussir et d'évoluer avec nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en précisant la référence du poste choisi à :
MATRA TRANSPORT - Direction du Personnel - 2 rue Auguste Comte - 92170 VANVES

MATRA TRANSPORT

Branchez votre énergie sur MULTILOG



Concevoir et réaliser des logiciels professionnels micro
Au tout premier plan des concepteurs et des éditeurs français de logiciels professionnels micro, cette société de 43 personnes a déjà vendu plus de 20.000 exemplaires de son SGBD. Pour développer la synergie SGBD, télématique et intelligence artificielle, MULTILOG crée plusieurs postes. Dans cette entreprise jeune où les rapports sont conviviaux, le sens des réalités économiques et des responsabilités sont des valeurs qui permettent un réel épanouissement professionnel.

Ingénieurs de développement logiciels de base
Sous la responsabilité d'un chef de projet et en sein d'une équipe, l'ingénieur sera chargé de concevoir et réaliser des logiciels de base (bases de données, traitement de texte, réseaux locaux, tableaux, graphique, télématique, système-expert, interface langages naturels...). De bonnes connaissances des langages assembleur et C sont souhaitées. Lire l'anglais est réellement un plus. Les postes à pourvoir s'adressent à des ingénieurs débutants et expérimentés (2 ans). **Réf. A/D 2813AM.**

Ingénieurs de développement logiciels gestion
Sous la responsabilité d'un chef de projet, il s'agit de développer des versions nouvelles de logiciels existants et de participer à la conception et à la réalisation de logiciels nouveaux tels que comptabilité, paie, facturation. Les postes à pourvoir impliquent une ouverture intellectuelle vers la gestion mais s'adressent aussi à des ingénieurs qu'à des diplômés d'IUT. **Réf. A/D 2813M.**

Responsable de l'informatique interne
Responsable de l'informatique interne auprès de la direction financière, le titulaire analysera ■■■■■■ termes informatiques les démarches utilisateurs en matière de gestion financière (statistiques, état de trésorerie...). La supervision des techniques de production et la maintenance de l'ensemble du matériel lui seront également confiées. Le candidat possèdera une solide formation aux techniques de gestion (DUT, BTS...) complétée par quelques années d'expérience en analyse et programmation, sur mini ou micro. **Réf. A/D 2814M.**

Pour tous ces postes, des formations complémentaires appropriées seront offertes si nécessaire. Les rémunérations annuelles seront fonction des connaissances et compétences des candidats retenus. ■■■■■■ MPH. LESAGE en précisant la référence choisie. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA
■ CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MARQUER
La différence

En 2 ans d'activité SILICONE est devenu, après une très forte croissance, une entreprise mûre pour la réussite. Concevoir et réaliser des logiciels, maîtriser les aspects «hard» de la prestation, c'est ■■■■■■ métier et c'est dans ce domaine, l'informatique industrielle temps ■■■■■■ que nous investissons (aéronautique, électronique militaire, ingénierie de systèmes...).

Nous recherchons à **PARIS et GRENOBLE** des **INGENIEURS GRANDES ECOLES** qui avec nous saurons faire la différence.

- CHEFS DE PROJETS connaissances souhaitées UNIX, TELECOM...
- INGENIEURS LOGICIELS Débutant ou première expérience (1-2 ■■■■■■) connaissant langage C, 68000, UNIX.

Notre entreprise propose des prestations sur mesure, à forte plus value intellectuelle. Vous maîtriserez de A à Z votre prestation : pour marquer la différence. Votre candidature et ses motivations sauront nous convaincre de votre capacité à ■■■■■■ avec nous, en évoluant au sein d'une structure jeune, légère, volontaire.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à Silicône 6, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

SILICONE

CORTESE

Professionnel des automatismes et liaisons ?

Oui ! Alors ceci vous concerne. Diplômé d'une école d'Ingénieurs, mécanicien aguerri, vous avez une bonne maturité industrielle. Vous savez peser le pour et le contre des solutions techniques en automatismes, assumer la responsabilité des mises au point et établir des devis en maîtrisant vos prix de revient.

Une filiale d'un grand Groupe, en Rhône-Alpes, spécialisée dans l'automatisation flexible d'assemblage, cherche son responsable de la cellule Automatismes pour ses installations à base d'automates, de calculateurs et de réseaux.

Homme des situations d'avant-garde certes, vous privilégiez avant tout le bon sens et l'efficacité. Le moment est venu d'encadrer une équipe de techniciens et de participer à des réalisations unitaires, de qualité, dans un esprit d'équipe. Vos talents d'animateur et votre intégrité vous feront marquer des points. Notez enfin les possibilités d'évolution que peut offrir notre Groupe. Ecrivez vite aux consultants de SIRCA Rhône-Alpes, Le Britania C. 20 boulevard Engendevielle, 69432 LYON CEDEX 03, sous ■■■■■■ 023 ■■■■■■ ■■■■■■, merci de joindre votre CV, ■■■■■■ photographie et d'indiquer votre rémunération actuelle.

Sirca Rhône-Alpes

Membre de Syntec

TEKTRONIX FRANCE
Filiale d'un groupe international
Electronique et Informatique

INGENIEUR COMMERCIAL
Basé à ■■■■■■ Provence

- Vous avez une formation scientifique supérieure.
- Votre métier ■■■■■■ la vente ■■■■■■ produits de Haute Technologie.
- Vous connaissez bien le marché ■■■■■■ applications CAQ/CAO.
- Vous parlez l'anglais.

NOUS VOUS OFFRONS

- La gamme de terminaux ■■■■■■ graphiques la plus ■■■■■■ du marché.
- L'opportunité de prouver vos compétences commerciales.
- Un stage de formation aux USA.
- Un véhicule de fonction.

Ensemble jusqu'à la limite du possible.

INGENIEUR THERMICIEN

Chailles

De formation type INSA, A.M., vous avez acquis votre expérience (■ à 5 ans) en bureau d'études, exploitation chauffage ou conditionnement d'air appuyée par une connaissance et traitement informatique de données techniques. Vous possédez aussi une bonne pratique de l'anglais.

L'APPAVE important organisme de vérifications techniques de sécurité vous propose d'exploiter au mieux vos compétences.

Après une période d'intégration - à Paris - vous serez rapidement amené à effectuer des diagnostics thermiques et assurer des missions d'assistance relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les locaux d'habitation et ensembles de bureaux, ce qui implique de fréquents déplacements sur la région.

Merci d'adresser c.v. détaillé, photo et prétentions sous référence 87.07 à APPAVE, M. de Rigaud, 17 rue Salicrue, 75854 Paris Cedex 17.

apave

SECTEURS DE POINTE

voire énergie
ULTILOG

développement
de base

développement
de gestion

de l'informatique
terre

PA

Automatismes et liaisons?

MEUR
ICIEN

CITIMAM

Centre Informatique des
Caisses de Mutualité Sociale Agricole de

MIDI-PYRENEES

recherche
dans le cadre du renforcement de ses
équipes d'études,
pour développement et mise en œuvre
d'importants systèmes temps réel, bases de
données, sur matériel BULL.

ANALYSES
et PROGRAMMEURS
D'APPLICATIONS ref. 1

ANALYSTE SYSTEME ref. 2

Formation : ingénieur-DUT... et une expérience
minimum de 3 ans sur gros systèmes.

Adresser C.V. manuscrit détaillé, photo et
prétentions en précisant bien la référence du
poste choisi à CITIMAM
12, rue du Général Sarrail - 82000 MONTAUBAN.

Groupe bancaire Alsace

RECHERCHE

INFORMATIENS PROJETS :

- INGÉNIEURS INFORMATIENS
- ANALYSTES PROGRAMMEURS
(niveau Miage)

Participer à des développements d'applications
en temps réel.

Veuillez adresser : sous pli scellé et
prétentions au MONDE PUBLICITÉ, sous n° 1, 5,
5, rue de Montesson, 75007 Paris.

Marketing de systèmes
électroniques complexes

Créer et développer des systèmes de télécommunication sophistiqués -
Leader mondial dans le domaine des équipements et des systèmes de radio communication, un
puissant groupe industriel français recherche la responsabilité de la stratégie et du marketing
industriel d'une de ses principales familles de produits destinée au marché France et export. A
partir d'une analyse préconisée du marché, il fera évoluer le catalogue produits, initiés les pro-
jets nouveaux qu'il définira en liaison avec la direction technique et établis la politique de prix.
Intéressés entre les différents services (R&D, laboratoire, achats, fabrication, contrôle de gestion,
direction commerciale...), il assurera le développement des produits, réalisera les outils de lan-
cement commercial et assurera les équipes de vente, le plus souvent à l'étranger. A l'origine d'une
réflexion stratégique sur son domaine, il pourra être amené à négocier des accords de coopération.
Ce poste, basé à Paris, est ouvert aux perspectives de carrière à un homme de valeur.
Il s'adresse à un ingénieur (X, ENST, ESE...) possédant une expérience d'environ cinq ans dans
l'industrie de haute technologie. Une formation complémentaire, type INSEAD, est naturelle-
ment un atout, à défaut un stage de marketing industriel pourra être envisagé. La maîtrise de
l'anglais est indispensable. La rémunération sera à la hauteur des compétences requises. Ecrire à
A. DAVID en précisant la référence A/D 2796M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.94

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur d'études



Génie civil TP - Ce groupe fran-
çais, implanté dans le monde entier, a
développé depuis une quinzaine
d'années une technique de renforce-
ment des sols utilisée par toutes les
grandes administrations. La société responsable de la France, du Bélarus et du
Moyen-Orient recherche un ingénieur d'études. Sous l'autorité du directeur du ser-
vice études et travaux (15 personnes), il devra participer à la définition des ouvrages
à mettre en œuvre, à la gestion technique d'une vingtaine de missions simultanées
(des avant-projets aux plans d'exécution) en supervisant les études menées par les
projeteurs. Il devra également collaborer avec l'équipe informatique pour le suivi
des développements de programmes (UNIX). Ce poste conviendrait à un ingénieur
génie civil (ENPC, ECP, ESTP, INSA...) ayant une expérience d'environ 5 années,
acquise au sein d'un bureau d'études d'entreprise du secteur BTP où il aura eu à
animer une petite équipe de projeteurs. Rompu aux relations avec les équipes com-
merciales et les clients, le candidat a des connaissances en calcul béton armé et en
mécanique des sols. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire. La rémunéra-
tion annuelle sera fonction des compétences du candidat. Ecrire à F.H. LESAGE en
précisant la référence A/D 2819M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.94

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INGENIEURS
DU FUTUR



Intégrer le Groupe FRAMATOME, c'est bénéficier de toute une stratégie d'avenir.
Notre établissement lyonnais, en pleine croissance, dans un secteur de haute technologie, recherche

Ingénieurs d'étude Ingénieurs mécaniciens -
conception neutronique électriciens BE

des cursus de Réacteur à eau pressurisée, pour
assurer les missions :
évaluation de la sûreté des réacteurs et leur suivi
neutronique,
calculs neutroniques spécifiques,
gestion de combustible en support à l'activité
commerciale,
développement de produits nouveaux.
Pour ces postes, une spécialisation en génie
atomique-nucléaire et une bonne maîtrise de
l'informatique appliquée seront appréciées.
Réf. A

pour assurer des tâches de conception, suivi de
réalisation et mise au point de MACHINES
SPECIALES.
Expérience d'environ 2 ans acquise dans l'un des
domaines suivants :
construction mécanique utilisant des commandes
électromécaniques, pneumatiques, hydrauliques,
conception de machines spéciales incluant des
automatismes à base d'automates program-
mables, de microprocesseurs,
électromécanique, automatique, mesures infor-
matiques.
Réf. B

Anglais indispensable. Allemand souhaité. Déplacements de courte durée en France et à l'étranger.
Merci d'adresser votre candidature (être manuscrite + CV + photo), sous référence choisie à
FRAMATOME LYON, Affaires Sociales - Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon.



INVENTEZ ET GÉREZ POUR GAGNER.

PROGRAMMES ARIANE 5-HERMES

Ingénieurs qualité-
méthode/audit

La Direction des Études du CNES à Bry (97) recherche 9 ingénieurs qualité.
Vous possédez il à 10 ans d'expérience, une part
importante dans des fonctions qualité et méthodes
associées et impliquant une bonne connaissance de la
technologie des programmes de coopération internationale.
Vos tâches :
- créer et faire évoluer les manuels et spécifications
généralistes d'Assurance Produits,
- vous assurer au moyen d'audits de leur bonne appli-
cation sur l'ensemble des programmes.
Pour occuper ces postes une bonne connaissance de l'anglais est
indispensable.

Adresser votre candidature avec CV et photo, à Monsieur le Chef du
Département Personnel, Centre Spatial d'Éry, Rond-Point de l'Espace,
91023 Éry Cedex, sous la référence 4M.

Centre National d'Études Spatiales
LES COMPÉTENCES DU FUTUR



LA PRODUCTION, C'EST AUSSI
LA QUALITÉ, LA FIABILITÉ ET LA MAINTENANCE

SODETEG, un des leaders de l'ingénierie européenne, développe une approche origi-
nelle de la production et de l'optimisation de systèmes industriels. Dans le cadre du
développement rapide de cette activité, nous recherchons des

INGENIEURS CONSULTANTS JUNIOR

Vous êtes d'une équipe jeune et motivée, vous intervenez dans les domaines de la qualité,
de la fiabilité ou de la maintenance. Votre approche concrète et pragmatique s'appuyant
sur une analyse globale des systèmes de production, vous permettra de concevoir des solutions
innovantes et performantes. Vous êtes un jeune ingénieur talentueux, de
bonne formation. Nous vous proposons une rémunération motivante et un développement de
carrière à la mesure de vos ambitions.

SODETEG
La maîtrise des systèmes

Jean-Louis VIDOT, sous réf. 1041/LM2, BP 15,
LE PLESSIS-ROBINSON.



Présents dans 25 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs,
de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons
sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant
matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs
plus de liberté pour mieux entreprendre.

april

INGENIEURS D'APPLICATIONS

Sur le terrain et en liaison avec le Service Études
et Développement, vous aurez pour mission de
faire évoluer nos produits en fonction des
besoins clients. Ensuite, c'est vous qui évoluerez :
notre groupe vous offre un large éventail de
possibilités.

Merci d'envoyer votre manuscrit, CV, photo et
prétentions sous réf. 87409 à notre Cabinet.

JEUNES
INGENIEURS

ELECTRONIQUE,
AUTOMATISMES,
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

ROUBAIX DECISION,
32 rue des Volontaires
75015 Paris.

JEUNES DIPLOMES
BULL S'ENGAGE
A VOUS FAIRE
GRANDIR

L'esprit d'équipe motive... alors adressez
votre dossier de candidature à Françoise Le Merrer, sous la
référence 204 LM - Bull Recrutement
115-80, avenue Gallieni - 91170 Bagnollet

Bull



SECTEURS DE POINTE

GILSON INTERNATIONAL

Nous sommes concepteurs et constructeurs d'instrumentation de laboratoire pour la recherche scientifique. Notre service de « Mise en Fabrication » est pour nous un carrefour technique entre les études et la fabrication en série

DES MOYENS DE FABRICATION...
et des outillages à concevoir, à réaliser, et à gérer (mise à disposition, maintenance préventive...), des besoins à gérer, seraient votre responsabilité d'

INGENIEUR en charge des outillages

Vous êtes ingénieur de formation, vous avez une expérience conséquente en fabrication ou en méthodes, vous connaissez les technologies récentes et vous savez les « vendre » aux utilisateurs qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur d'une entreprise.

Vous pratiquez l'anglais.

Ecrivez à Vincent Oberthür.

DES NOUVEAUX PRODUITS...
des instruments mécaniques ou automatiques à industrialiser, des modifications à appliquer, des fabrications à préparer, des solutions à rationaliser et à gérer, des valeurs à analyser constitueraient votre charge en tant qu' :

INGENIEUR d'industrialisation

Vous êtes ingénieur automatique, vous avez une bonne expérience d'étude ou d'industrialisation, vous êtes curieux « de naissance », vous pratiquez l'anglais.

Ecrivez à Norbert Demarcq.

GILSON MEDICAL ELECTRONICS
72, rue Gambetta - 95400 VILLIERS-LE-BEL

L'AIR LIQUIDE

Leader mondial des gaz industriels recherche

CHEF DE PRODUITS

pour sa Division ALPHAGAZ EUROPE qui commercialise les gaz spéciaux de très haute pureté destinés aux laboratoires de recherche et aux industries de Haute Technologie en particulier l'industrie des Semi-Conducteurs.

Vous serez chargé de l'étude des nouveaux marchés et du lancement des nouveaux produits en coordination avec la Recherche, le Marketing et les Services Commerciaux.

Vous êtes impérativement diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur et possédez une expérience d'au moins 3 ans en marketing industriel dans un contexte international concernant de préférence des produits de haute technologie.

Ce poste basé dans la Région Parisienne nécessite de nombreux déplacements en Europe auprès des clients du groupe et des principaux clients.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable, celle d'une autre langue sera appréciée.

L'AIR LIQUIDE offre aux candidats de valeur de larges possibilités de carrière au sein de son groupe, 25.000 personnes dans 55 pays.

Adressez lettre manuscrite C.V. avec photo en précisant votre rémunération actuelle et la référence PM, à L'AIR LIQUIDE D.R.H.P. 15 quai d'Orsay 75321 PARIS Cedex 07.

MOTOROLA ELECTRONIQUE AUTOMOBILE ANGERS

Motorola, c'est le leadership... des hommes, des idées et de la technologie.

Angers, c'est non seulement le « Bon Riz Platé », mais aussi une ville universitaire et de haute technologie industrielle; c'est également et surtout l'implantation depuis 3 ans de MOTOROLA ELECTRONIQUE AUTOMOBILE, entreprise régionale à taille humaine de 220 personnes bénéficiant d'une présence mondiale à l'échelle de l'ensemble du groupe MOTOROLA.

En pleine expansion, nous produisons dans notre nouvelle usine des produits pour l'automobile.

A ANGERS LA QUALITE EST PAS SEULEMENT UN SLOGAN, C'EST NOTRE METIER.

JEUNES DIPLOMES

SUPLESC - ARTS ET METIERS - N7 - DUT - BTS - débutants ou expérimentés.

Motivés pour participer au développement de nos départements : PRODUCTION - Assurance QUALITE - ETUDES Industrielles - LOGISTIQUE (achats, approvisionnements...) - procédés de FABRICATION.

Vous voulez intégrer une équipe dynamique et tournée vers l'avenir, alors contactez-nous (lettre manuscrite, C.V. et photo) VALEURS PLUS - 58, rue de Richelieu - 75002 PARIS en précisant le domaine pour lequel vous postulez.

PROGRAMMES ARIANE 5 - HERMES

responsables fiabilité-sécurité d'un projet

La Direction des Lancements du CNES à Evry (91) recherche 2 ingénieurs dynamiques désireux de s'impliquer dans la Nouvelle Aventure Spatiale Européenne.

Vous possédez quelques années d'expérience industrielle dans le domaine de la mécanique ou de la production.

Au sein d'une petite équipe, rattachée à la division Qualité-Fiabilité Lancement, vous bénéficierez d'une large responsabilité dans :

- la définition puis la coordination des études de FIABILITE-SECURITE entre les industriels contractants,
- le suivi et la synthèse des travaux correspondant chez ces industriels.

Vous devrez avoir comme objectif permanent la prise en compte des composantes FIABILITE-SECURITE dans l'ensemble des activités de développement des lanceurs et des installations Sol (conception, essais, fabrication).

Adressez votre candidature avec CV et photo, à Monsieur le Chef du Département Personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex, sous la référence 4-.

Centre National d'Etudes Spatiales
LES COMPETENCES DU FUTUR

Arianespace recrute

Afin de renforcer notre Direction Industrielle, nous vous offrons d'être

ingénieur mécanicien

Au sein de la Division Production et dans le cadre de la réalisation et de l'utilisation du troisième étage du Lanceur Ariane, vous :

- assurez le suivi technique et financier d'activités industrielles dans le domaine des structures et de l'intégration du 3^e étage,
- êtes responsable périodiquement des recettes d'étages, avec préparation des dossiers techniques correspondants, et ce jusqu'à la phase finale de la campagne de lancement en Guyane,
- participez à l'exploitation des résultats en vol,
- participez au suivi du programme de développement.

Diplômé d'une Grande Ecole (Arts et Métiers, ENSI ou équivalent), vous avez au moins 5 ans d'expérience, acquise dans l'industrie, en Etudes de structures et en mécanique.

Vos qualités personnelles reconnues sont le goût et le sens de la gestion technique, commerciale et financière ainsi qu'un esprit d'équipe développé. Naturellement, la connaissance de l'anglais est impérative.

Réf. RL8648

ingénieur mécanique-propulsion liquide

Au sein de la Division Production et dans le cadre de la production, amélioration et mise en œuvre des 1^{er}, 2^e et 3^e étages et propulseurs d'appoint du Lanceur Ariane, vous assurez, pour toute la Propulsion Liquide, en collaboration avec l'équipe existante :

- le suivi technique et financier de la production et des développements d'amélioration auprès des industriels réalisateurs des organes propulseurs,
- les réceptions d'ensembles propulseurs ou d'équipements, la préparation des campagnes de lancement et l'exploitation technique des vols correspondants,
- la responsabilité technique des ensembles propulseurs au cours de la mise en œuvre du Lanceur en Guyane.

Ingénieur spécialisé en mécanique, aéronautique... vous avez acquis 3 à 5 ans d'expérience dans les activités spatiales ou aéronautiques. Vous avez le sens des responsabilités et l'esprit d'équipe. La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand est souhaitée.

Réf. DL8656

jeune ingénieur informatique

Au sein de la Division Système, sous l'autorité du Chef du Département Analyse de Missions, vous êtes chargé :

- de réaliser les études techniques de trajectoire, de mécanique de vol et de performances, en phase préliminaire et en début de contrat,
- d'assurer les études du Département à la demande, par exemple l'amélioration des outils de calcul.

Vous êtes ingénieur débutant en informatique aéronautique et spatiale, (SUPAERO ou Poitiers par exemple) ou vous justifiez d'une première expérience de 18 ans maximum.

Ces trois postes, basés à EVRY, impliquent des déplacements en Guyane Française et en Europe.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence du poste choisi, à Bernard MALAGIE Relations Humaines - ARIANESPACE - Boulevard de l'Europe - B.P. 177 - 91006 EVRY Cedex.

arianespace

Optimiser les ressources informatiques

Les clés de succès de **CANDLE** résident dans la qualité technique des produits et des services offerts.

Les logiciels **OMEGAMON** analysent en temps réel les performances des grands et moyens systèmes IBM et sont utilisés par plus de 50% des sites MVS aux Etats-Unis.

Pour poursuivre son implantation française, cette société recherche son

INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

Véritable professionnel des systèmes d'exploitation, il aura une maîtrise parfaite des environnements MVS et IMS ou CICS ainsi qu'une expérience de la gestion de performances.

Il intervient sur les systèmes dans le cadre du suivi de clientèle, assure la formation des utilisateurs et devient ainsi un authentique partenaire des services informatiques.

Les conditions de rémunération et l'environnement de travail sont très attractifs et les perspectives d'évolution très grandes.

Poste basé à Paris.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 611 600 LM (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue de la Harpe - 75007 Paris

erig

Poste S.S.L. en pleine expansion (50 \$ par an), suite d'une banque, et début d'une grande expérience d'un manager. Illes recherches notes :

Responsable des activités «monétique»

Intégré au Service Emble (16 P.), vous serez Responsable de la Direction des Services Interne et des performances existantes pour toutes les applications Monétique et leurs évolutions futures. Vous gèrerez les applications existantes, conduirez les projets et la mise en place de nouvelles applications, au plan national (sous le contrôle de l'administration) et au plan de site central (définition des chartes, procédures de conseil, analyse et développement). Vous encadrerez, embaucherez et gèrerez une équipe de 5 à 7 personnes.

Ingénieur Informatique (INFORMATIQUE, INSA, TELECOM...), vous avez au moins 5 ans d'expérience Système et Réseau en matière de projets sur gros sites IBM ou équivalents, si possible dans le domaine monétique ou bancaire. Vos compétences techniques, allées à votre goût pour l'organisation et des qualités d'encadrement, de négociation et de contact, constitueront vos atouts de réussite.

Merci d'adresser votre C.V. - photo - présentations, sous réf. ERIG à nos soins ERIG/INFORMATIQUE CARRIÈRES, 24, rue de Metz 31000 TOULOUSE.

INFORAMA carrières
la technologie par les hommes

سكوا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Ingénieur logiciel temps réel 180.000 F +

Provence/Méditerranée. Une des premières SSI françaises, spécialisée et connue internationalement pour l'excellence de ses techniques et de ses réalisations recherche un jeune ingénieur logiciel pour participer, dans une première phase, au démarrage, chez le client, d'un projet de développement d'une application temps réel. Numéro dans d'une équipe de six personnes, il devra, sur le plan technique, prendre en charge les aspects méthodologiques et qualitatifs de ce projet et veiller à leur stricte application. Il interviendra progressivement en tant que spécialiste conseil "génie logiciel" pour les autres projets de ce client. Ce poste s'adresse à un ingénieur informaticien issu d'une grande école d'ingénieurs ou d'une ENSI (INSA, ENSIMAG, ENSEIHT...), possédant une première expérience d'environ 3 ans, acquise idéalement dans le secteur aéronautique ou spatial, dans le domaine de la trajectographie. Une expérience et le goût de la méthodologie (MERISE, SADT...) sont indispensables. Compte tenu de l'aspect stratégique du poste, il sera accordé une grande importance au potentiel humain et commercial dans le choix du candidat retenu. Une rémunération de l'ordre de 180.000 francs ainsi que des avantages directs (logement de fonction, assurance sur quatre jours) sont liés au poste. Ecrire à François TERRIN à Aix en Provence en précisant la référence A/X 5012M. (PA, Michal 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE. 11, rue de Luchaire - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 02.26.99.99 Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur d'Etudes Mécanique de Précision 200 000 +

Une PME (130 personnes) fabriquant et vendant des accessoires de distribution de gaz recherche Ingénieur de son bureau d'études. Ingénieur de formation (AM, ESME, CNAM ou équivalent) vous avez la formation. Vous possédez une expérience pratique des études et développement, et connaissez bien la mécanique des fluides et la mécanique de précision. Vous maîtrisez l'anglais. Votre rôle ? en prise directe avec la Direction, vous assurez de concevoir de nouveaux produits, il les amène au niveau de la présérie, à élaborer le dossier technique destiné à l'assurance qualité. Nous désirons vous rencontrer, surtout si en plus de vos compétences vous avez un esprit créatif et le goût de l'autonomie. Logement prévu dans un premier temps. Ecrivez à notre Conseil : Ph. VINCHON vous remercie de lui envoyer votre lettre manuscrite, CV et photo sous référence 3184 M.



65, Avenue Kléber, 75116 PARIS Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

INGENIEURS GRANDES ECOLES

VIVEZ L'ENERGIE CREATIVE

Tâche bien faite, situation ! Vous avez du punch à revendre, vous voulez apprendre, créer... L'expérience de haut niveau, les grands comptes vous attirent. Vous êtes prêts à assumer autonomie, initiatives et responsabilités, à conduire demain la réussite d'une unité et devenir l'un des acteurs de notre développement. Méthodes novatrices en commun ! CGI, l'un des leaders des sociétés de services et d'ingénierie informatiques européennes vous propose une formation de pointe : les outils et méthodes : une carrière placée sous le signe de la créativité. Candidature (lettre manuscrite et CV) sous référence DJI-6011 Dominique JAMET - Compagnie Générale d'Informatique - 84 rue de... 75007 Paris



Compagnie Générale d'Informatique Angers, Barcelone, Bordeaux, Bruxelles, Chicago, Dallas, Genève, Lille, Lyon, Madrid, Marseille, Milan, Montréal, Nantes, New York, Orléans, Paris, Reims, Toulouse, Tours, Tunis, Washington.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS (4400 personnes), 1 milliard 1/2 de CA recherche pour une de ses divisions situées en Normandie (200 personnes)

UN INGENIEUR MECANICIEN (Bureau d'études) A.M., INSA, INSA etc...

Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience. Rattaché au Responsable Technique de la division, il aura pour missions : - la conception et l'étude de projets (calculs, plans) - le suivi et la mise au point de produits nouveaux jusqu'à leur industrialisation complète. Ce poste requiert une formation de type mécanique pour laquelle des connaissances complémentaires seraient appréciées : - connaissances des matériaux (élastomères, plastique et/ou textiles) - connaissances en robotique et automatismes (CAO-DAO). Bonne pratique de l'anglais. Goût des contacts humains. Des possibilités d'évolution sont envisageables au sein du groupe pour candidat de valeur. Adresser lettre, CV, photo et présentations sous réf. 2889 à Léo-Touring/Ascom 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Vendre le Métro et son Pilote Automatique

Après différentes villes françaises qui ont choisi le métro VAL, ceux de JACKSONVILLE et CHICAGO O'HARE seront aussi MATRA. Agencé réussi au parcour sur le territoire Nord-américain, notre produit, le VAL est ainsi reconnu comme leader mondial dans son domaine. D'autre part, Mexico, Caracas et Santiago du Chili sont nos clients pour les automatismes de leur métro. Pour accentuer notre pénétration sur le marché mondial, nous cherchons pour la ZONE AMERICAINE LATINE, notre

Responsable Grand Export

Ingénieur parfaitement bilingue espagnol et anglais, votre personnalité vous permet d'être à l'aise en toutes circonstances. Votre expérience des montages d'opérateurs techniciens et ouvriers à l'export, vous rend immédiatement crédible quel que soit votre interlocuteur. Si de surcroît vous y ajoutez une bonne connaissance des transports urbains et des techniques des automatismes, vous serez le candidat idéal pour prendre en main notre développement dans cette partie du monde.

Souhaitant vivement vous rencontrer, nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre, CV, photo et présentations) à MATRA TRANSPORT - Direction du personnel - 2 rue Auguste Comte - 92170 VANVES



LES NOUVEAUX ESPACES

La Société Européenne de Propulsion recherche pour sa Division Propulsion Liquide et Espace située à Vernon (Eure - 27)

DEUX INGENIEURS GRANDE ECOLE, option mécanique LA DEFINITION INDUSTRIELLE DES MATERIELS ARIANE 3 ET 4

ils assureront la mise à jour permanente du dossier de définition industrielle en liaison étroite avec la conception et la fabrication - analyse des non conformités, synthèse des causes et des leurs répercussions sur la production, des programmes.

DEUX INGENIEURS PROGRAMME-PRODUCTION

ils seront responsables du SUM TECHNIQUE D'UN LANCEUR depuis la mise en montage des éléments constitués jusqu'à la phase finale du tir (KOUROU 3 missions par an). Le suivi des actions s'effectuera auprès de tous les secteurs concernés : Bureau Technique, ordonnancement, assistance technique extérieure, préreception et présentation au CNES. Une expérience d'environ 10 ans en entreprise industrielle est nécessaire.

Vous voudrez bien adresser lettre, CV, et présentations en rappelant la référence du poste choisi à SNECMA - Département Encadrement - 2, boulevard Victor, 75724 PARIS Cedex 15.



VOTRE CARRIERE ET LA BANQUE CREDIT DU NORD

Soyons clairs.

Au Crédit du Nord, l'informatique joue un rôle essentiel

Le Crédit du Nord, côté informatique, c'est : UNE ARCHITECTURE PUISSANTE, SOUPLE ET DÉCENTRALISÉE. 4000 MICRO-ORDINATEURS MULTIFONCTIONS - soit près d'un micro-ordinateur pour 3 collaborateurs - reliés à un système central. Ils servent aussi bien au traitement des transactions avec la clientèle qu'au soutien à la vente ou aux diverses opérations de gestion.

Le Crédit du Nord propose de participer à ce plan en tant que

Ingénieurs Informaticiens

CONFIRMÉS : Grandes Ecoles + 2 à 5 ans d'expérience. DÉBUTANTS : Formation Grande Ecole d'Ingénieurs : X, Centrale, Supélec, Mines, Ponts, Télécom...

POUR LES SECTEURS D'ACTIVITÉS SUIVANTS :

international - financier, et pour le développement système au niveau central. MOYENS : Nos équipes travaillent dans un environnement IBM et mettent en place des produits de pointe (systèmes experts, réseaux locaux, bases de données...).

Le développement de ce plan ambitieux donne à nos Ingénieurs-Informaticiens, la responsabilité directe des projets conçus.

Les perspectives de carrière sont très ouvertes dans l'ensemble du groupe où les candidats devront, à terme, évoluer pour participer directement aux activités bancaires.



Ecrire sous réf. LM6 // Direction du Personnel 6/8, Boulevard Haussmann 75009 Paris. Crédit du Nord

SECTEURS DE POINTE

INGENIEURS INFORMATIENS MIEUX ETRE, BIEN TRANSMETTRE.

Intégrer L'A.F.P.A., principal organe d'intervention du Ministère des Affaires Sociales et de l'Emploi (10.000 personnes 150 établissements) pour accompagner le développement de ses formations dans le secteur informatique.
Élargir votre horizon en transmettant à des adultes désireux de devenir à leur tour des spécialistes, votre compétence et votre vécu dans l'entreprise.
Enseigner dans un centre.
Vivre en contact avec les stagiaires.
Contribuer à leur avenir en leur dispensant un enseignement toujours actualisé grâce entre autres, à vos rapports avec les entreprises (leurs besoins, leurs réalisations, leurs matériels) et à votre participation à l'étude de nouvelles formations.

Cette orientation nouvelle, nous vous la proposons dans les centres F.P.A. : d'Amiens, Besançon, Comté, Dijon, Limoges. De formation supérieure en informatique (ingénieur grande école option informatique, Miage ou équivalent), vous avez acquis, en 5 ans de pratique professionnelle, une solide compétence de Chef de projet en informatique de gestion, dans un environnement évolutif et performant.
 Expériences appréciables : environnement gestion PME-PMI micro et mini, GPAC, réseaux téléinformatiques, commercialisation de produits et services informatiques, bureautique, télématique...
 Votre propre formation pédagogique, assurée par nos soins, durera environ six mois.
 Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. très complet, à Nicole LEBLANC - CPTA - 63, rue Ampère, B.P. 155 - Z.I. Les Chanour - 93330 NEUILLY SUR MARNE. La sélection aura lieu les 26 et 27 janvier.



Nutrition thérapeutique

Notre filiale SOPHARGA, un des leaders dans ce domaine, souhaite intégrer au sein de sa Direction Industrielle et Technique, un ingénieur au point des produits et les techniques de fabrication.

Ingénieur développement et transposition industrielle

Interface entre le Département Médical, la Recherche et la Production, vous participez à la conception des produits au point des produits et les techniques de fabrication.
 formation ingénieur ENSIAA, ENSAIA, ENSBANA... un universitaire U.T.C., vous maîtrisez, grâce à une expérience d'environ 5 à 6 années, les techniques de formulation : produits alimentaires, interactions composants, émulsions... et les techniques utilisées : broyage, mélange, homogénéisation...
 Vous pratiquez l'anglais et vous êtes disponible pour de courts déplacements en France et à l'étranger.
 Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V.) réf. 101/M à Jacqueline JOIN-DIETERLE - Direction de l'Encadrement et de la Formation - 11, bd. des Invalides, 75014 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

Evolution pour un électronicien de talent...

...qui pense que la Technique doit être tournée vers le Marketing. C'est l'opportunité que peut aujourd'hui vous offrir

le marketing industriel

Ingénieur Chef de Produit

Vous prendrez donc tout d'abord en charge, aux côtés du Directeur Marketing, la définition technique des produits nouveaux et l'analyse de la concurrence. Interface privilégiée entre la Technique et le Marketing, vous développerez ensuite vos analyses de marché en terme de produits et services à vendre.
 Filiale d'un grand Groupe français concevant, produisant, et commercialisant des produits utilisant des techniques les plus avancées en matière de télécommunications, les mettant notamment en œuvre sur un créneau en très fort développement, nous sommes situés en région parisienne.
 Ingénieur pour dominer le sujet, électronicien pour être rapidement opérationnel, de bonnes connaissances en anglais pour communiquer avec nos partenaires, nous souhaitons vous rencontrer.

Merci de bien vouloir transmettre votre dossier à Christiane CHARBONNE notre Conseil sous référence C/CP/M

Raymond Poullain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

PROGRAMMES ARIANE

ingénieurs qualité

La Direction des Lanceurs du CNES recherche des ingénieurs qualité Systèmes Électroniques et Informatiques.
 Pour Evry (91) - réf. -S.E.- :
 Deux ingénieurs possédant une expérience de 4 à 5 ans, de type Projet et/ou Exploitation de systèmes de contrôle commande sur des installations complexes, pour ses ensembles de lancement.
 Pour Toulouse (31) - réf. -S.T.- :
 Un ingénieur possédant une expérience de 4 à 5 ans dans l'industrie électronique (traitement de signaux ou hyperfréquences) pour la mise en œuvre, dans les stations de poursuite lanceurs et satellites, des systèmes de télémesure, télécommunication, localisation.
 Vous aurez à établir des plans Qualité par projet et à vérifier leur application tout au long du développement des projets. Vous serez en interface avec les industriels participant au projet pour le suivi et la synthèse des travaux.
 De fréquents déplacements en Europe et à Kourou (pour les deux premiers postes) sont à prévoir.
 Adressez votre candidature avec CV et photo, en précisant la référence, à Monsieur le Chef du Département Personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex. Centre National d'Etudes Spatiales



LES COMPETENCES DU FUTUR

RESPONSABLE DEPARTEMENT INFORMATIQUE

LAGOS (NIGERIA)

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche un RESPONSABLE DEPARTEMENT INFORMATIQUE pour un poste de Lagos (au NIGERIA).

Agé d'entre 30 et 40 ans, grâce à votre expérience, vous connaissez l'informatique, l'analyse et la programmation, ainsi que la conception d'applications (plus particulièrement en temps réel et sur matériel NCR). Vous disposez également d'une expérience en tant que responsable d'une unité indépendante. Ce profil vous rend rapidement opérationnel pour intégrer notre filiale.

Parallèlement au Deputy General Manager Operations, vous aurez pour mission :
 - de choisir le matériel informatique pour les années à venir ;

- d'encadrer une équipe de 30 personnes et de mettre en pratique vos qualités de manager auprès du personnel local ;
 - d'entretenir et suivre les relations avec les fournisseurs et les entrepreneurs assurant la maintenance du matériel.
 Déplacements prévus à l'intérieur du pays pour nos agences. Poste courant indispensable.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence ESRI, à Mme Edwige SALEM - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Personnel - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

INGENIEURS qualitiens fiabilistes

Rattachés à la Direction Qualité du Siège, ils auront pour mission de traduire les orientations de la Direction Générale en développant le concept qualité au sein de chaque site de production et en définissant les objectifs correspondants.

À ce titre, ils seront chargés : d'établir les procédures générales, les plans et instructions qualité propres à chaque site ; de s'assurer de leur suivi et de leur mise à jour ; de mener les audits permettant de déceler la non-qualité, d'en mesurer les coûts ; d'engager les actions correctives ; de créer et animer les cercles de qualité ; de gérer l'ensemble des aspects qualité.

Relais efficaces de la Direction Qualité, leur compétence ainsi que leurs aptitudes relationnelles et pédagogiques acquises au cours d'une expérience d'environ 3 ans en feront les partenaires incontournables des équipes et structures de production impliquées dans le processus de réalisation de la qualité.

2 postes sont à pourvoir en Région Parisienne et 2 en Province.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, sous la réf. 4492/LM, à

MEDIA BA 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

JOCOMECC

Avec 600 personnes et 500 H.F. de CA, notre Société occupe une place prépondérante dans sa spécialité, la fabrication d'appareils et d'équipements électriques et électroniques. Notre expansion est constante et rapide, et notre avance technologique nous permet de croire en notre avenir. Nous recherchons un

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

Expert en matière de courants forts, interruption et protection, vous avez réussi votre première expérience dans l'animation d'équipe projets en milieu industriel.
 Homme de communication, vous cherchez un nouveau type de travail en étroite collaboration avec votre Direction Générale, pour laquelle vous constituerez une force permanente de proposition.

Le poste ouvre une carrière très attrayante et une rémunération motivante. Les conditions de collaboration offertes pour ce poste basé à proximité de Strasbourg sont à la mesure de nos exigences.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé et d'une photo à SOCOMEC Direction des Relations Humaines, B.P. 10 - 67250 BETHFELD

SEGITE INDUSTRIE

(Expansion 1986 : 50%)
 Société d'informatique spécialisée en

TELECOMMUNICATIONS
 LOGICIEL DE BASE
 CARTE A MEMOIRE
 VIDEOTEX

recherche en création de postes
 1) des ingénieurs CONFIRMÉS
 2) des ingénieurs DEBUTANTS ayant une première expérience acquise au cours de stages

Pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS REEL sur microcalculateurs et microprocesseurs.

La QUALITE des relations dans notre entreprise, l'INTERET des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 64, à JEAN TASSON - 6 bis/8, rue Firmin Gillot, 75015 PARIS.

سكوا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

INGENIEUR INFORMATICIEN

Société de haute technologie, leader dans son domaine, filiale de grands groupes internationaux, recherche

Dans le cadre du service informatique, il participe à la mise en place des méthodes et des techniques de maintenance pour tous les équipements d'informatique industrielle ainsi qu'au développement des logiciels en liaison avec les utilisateurs (suivi de process, téléchargement d'automatisme programmables...).

Candidat que nous recherchons est Ingénieur Informaticien ou équivalent, débutant ou possédant une ou deux années d'expérience en informatique industrielle sur matériel Digital - (DEC) PDP 11 (RSX11M Digital) - VAX/VMS - RSX11S. Des connaissances en électronique et/ou en optoelectronique seraient appréciées.

Des connaissances en électronique et/ou en optoelectronique seraient appréciées.

Adresser CV détaillé, avec photo et références en rappelant la réf. 64015 à PROJET, 7 rue des Pyramides 75001 Paris qui mettra en toute discrétion.

Ingénieur de recherche produits procédés

Le dynamisme des marchés sur lesquels nous intervenons nous incite à renforcer le potentiel humain de notre service Etudes et Projets.

Ingénieur Agro-Alimentaire, au moins 5 ans d'expérience vous ont permis d'acquies une bonne maîtrise des comportements technologiques des matières premières, de préférence dans les domaines de la conserve, de la viande et du poisson.

Vous aurez à orchestrer des tests en pilote et à apporter votre assistance aux usines dans la mise au point des produits et des procédés de fabrication. Vous pourrez élargir et développer votre expérience au sein d'un Centre de Recherche à la pointe de la technologie.

Poste à pourvoir à Brives la Gaillarde.

CREALIS
Centre de Recherche et d'Analyses de la Branche Produits Sees : une équipe de 30 spécialistes qui participent activement au développement de 6 sociétés représentant une très grande variété de produits : farines infantiles, aliments en pots, plats cuisinés, potages, sauces, confitures, moutardes, condiments, confiserie, pâtisseries...

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R.39 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

BSN GROUPE
PREMIER GROUPE FRANÇAIS

THE CHASE NATHAN BANK N.A.
recherche son

Responsable de la sécurité informatique

Rattaché au Directeur, contrôle interne et assisté d'un collaborateur :

- il développe et met en place le plan de sécurité informatique,
- il contrôle les accès des utilisateurs,
- il s'assure du respect des procédures de contrôle interne au sein du Service Informatique.

Le candidat, qui a fait de la rigueur, est, depuis 4 ans, Auditeur Informatique ou Chef de Projet.

- il a une expérience en configurations IBM 38/43 et Wang
- il possède une bonne connaissance de l'anglais.
- il est capable de gérer à tous les niveaux de la hiérarchie.

Ce poste évolutif est un développement de carrière au niveau Direction des Départements Informatique ou Opérations.

Adresser une lettre-motivée accompagnée d'un Curriculum Vitae avec photo à : Denise MILLER, Département des Relations Humaines, 41, rue Cambort, 75029 Paris Cedex 01.

Le Monde CADRES

THOMSON SEMICONDUCTEURS
Division Hybrides et Micro-ondes.

Notre objectif : être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990. C'est notre pari et c'est le projet ambitieux que nous vous proposons.

Les exigences du marché et une concurrence croissante nous amènent aujourd'hui à renforcer l'équipe commerciale de notre Division Hybrides et Micro-ondes (CA = 790 Millions) dont les produits - diodes Asga et Silicon, gyromagnétisme, modules microondes - sont destinés à des équipements sophistiqués : radars, missiles, télécommunications.

CHEF DES VENTES
Il contribue à l'élaboration de la politique commerciale, organise et coordonne les activités de vente (équipe de 7 personnes), se tient à l'écoute des besoins du marché et veille à l'amélioration de la qualité des services apportés.

Ingénieur en électronique de formation, il travaille dans la vente de produits électroniques depuis quelques années et a déjà une première expérience d'entraîneur d'équipe qu'il souhaite valoriser dans un cadre performant.
Réf. 91432/LM

INGENIEUR COMMERCIAL
Il développe la pénétration commerciale de notre société par sa présence sur le terrain et s'impose par sa crédibilité technique et commerciale.

Opérationnel rapidement dans ses nouvelles fonctions, il a une première expérience de 2 à 5 ans de vente de produits à dominante électronique. De larges possibilités d'évolution sont envisageables, notamment à l'export.
Réf. 91433/LM.

Les postes sont basés à Massy (Banlieue Sud-Ouest) et impliquent de nombreux déplacements. L'anglais est dans les deux cas indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à THOMSON COMPOSANTS - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Groupement International
son siège social (proche banlieue ouest), le poste d'

AUDIT INFORMATIQUE

Vous aurez pour principales missions de vérifier l'adéquation des systèmes d'information mis en œuvre avec le schéma directeur et d'identifier les synergies informatiques entre filiales. Par ailleurs, vous devrez évaluer la rentabilité des investissements informatiques, étudier l'opportunité de développement de logiciels, promouvoir la sécurité informatique dans ses différents aspects.

Vous avez une expérience informatique confirmée, acquise en entreprise ou en cabinet conseil et si possible dans l'audit. Vous serez élargi à d'autres fonctions au cours de votre carrière.

Ce poste est rendu vivant par la mobilité qu'il implique.

Adresser-nous votre projet professionnel par lettre manuscrite avec CV et prétentions, sous réf. 58842, à DEBS, 103 rue Jouffroy, 92017 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.

Animer votre laboratoire de contrôle qualité en biologie

Au sein du Département Central d'Analyse de notre Centre de Recherche de Rueil-Malmaison (93), vous concevrez, mettez en œuvre et optimiserez les techniques de contrôle destinées à évaluer la qualité des produits livrés au Chef de Laboratoire d'Analyse Biochimique et en tant que chef de laboratoire, vous animez, coordonnez et formez une équipe de sept techniciens.

Vous avez une formation supérieure (niveau Baccalauréat) en biologie, des connaissances approfondies en immunologie et une solide expérience du contrôle de la qualité des protéines. Une bonne maîtrise de l'outil informatique appliqué à la biologie sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV) sous réf. 102/M à Claudine LUSHART, Direction de l'encadrement et de la Formation, boulevard des Invalides, 75007 PARIS.

ROSSEL UCLAF

Les Consultants du Centor Emploi et son équipe de Psycho-Grapho vous présentent leurs meilleurs vœux pour l'année 1987

centor

Nous sommes une importante filiale d'un grand groupe industriel et nous recherchons :

Pour nos activités Forge et Fonderie
Responsable du service métallurgique (R4 255)

Métallurgiste confirmé, animateur, praticien de la gestion, homme de terrain, c'est un véritable "Patron" que nous souhaitons rencontrer. Il encadrera une soixantaine de personnes et sera responsable :

- 1 - de la section Spécification Métallurgique
- 2 - de l'animation de la Cellule Recherche - Développement (métallurgie)
- 3 - de la supervision de la section contrôle des pièces
- 4 - du programme Assurance - Qualité.

Homme complet, technicien autant que relationnel, il occupera un "poste-clé" dans une activité de haute technologie.

Pour nos activités Acierie - Tôlerie
Ingénieur métallurgiste process aciérie (R4 256)

Responsable de la Section Métallurgique pour l'ACIERIE, le candidat aura pour mission le traitement de toutes les questions métallurgiques liées :

- 1 - aux procédures courantes de fabrication
- 2 - aux procédures nouvelles de fabrication
- 3 - aux évolutions nécessitées par les progrès fixés en matière de (Qualité, Coûts, Délais)
- 4 - aux évolutions liées aux travaux neufs et aux nouvelles technologies
- 5 - aux exigences des clients (internes et externes)
- 6 - aux approvisionnements de l'Acierie
- 7 - à la conformité des produits fabriqués et expédiés par l'Acierie.

Autant Technicien que Relationnel, le candidat animera une équipe de 5 personnes et bénéficiera d'une large autonomie générale au sein d'une fonction évolutive.

Contrôleur de gestion (R4 259)

"Bras-Droit" du Responsable d'Unité, homme de communication et d'animation, il se verra attribuer les responsabilités suivantes :

- 1 - assurer et contrôler les informations de gestion nécessaires à la comptabilité
- 2 - analyser les écarts avec le budget
- 3 - analyser les écarts avec les Chefs de Services de l'Unité
- 4 - établir les budgets et mettre en place les tableaux de bord nécessaires au Responsable de l'Unité
- 5 - enfin, assurer et contrôler les comptes.

Formation Ecole de Gestion, E.S.C., ou Maîtrise de Gestion, avec connaissances informatiques appréciables et 4/5 ans d'expérience dans l'industrie.

Tous ces postes sont basés en BOURGOGNE et sont évolutifs. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie ou transmettez-le à C.V. PLUS en composant le 36-15 code CV + sur votre minitel. (Confidentialité garantie).

Jean-Claude Maurice R.A.
Centre d'Affaires la Part Dieu
44, rue de la Ville 69003 LYON

Orthopédique

développement position industrielle

UCLAF

GRAPH

BENCHMARKS

MECANIQUE

ICOMEC

ELECTROTECHNIQUE

POSTAL

AMON

Le Monde CADRES

Charge d'agent de change dynamique
RECHERCHE
CHIEF COMPTABLE
minimum 30 ans, possédant si possible expériences Bancaire et de comptabilité analytique et connaissant l'informatique, aux problèmes éventuels de différents services et capable, par une forte personnalité, d'apporter, avec la Direction, les renforts nécessaires.
Ecrire au MONDE PUBLICITE, 11, rue de Montcaury, 75007 Paris.

Dans le cadre de son expansion, MUTATIS, Conseil de direction en stratégie d'entreprises et institutions techniques, industrielles et sociales cherche des
Consultantes expérimentées pour des missions terrain
Agée de 30-35 ans, vous êtes une professionnelle avisée ayant fait ses preuves en entreprise ou en cabinet, en particulier en out-placement, grâce à votre goût des relations humaines, de la gestion du potentiel psychologique et professionnel des candidats.
Vous maîtrisez parfaitement les outils d'évaluation des hommes et des techniques d'entretien ainsi que le marché de l'emploi et de la formation.
Vous établirez des diagnostics fiables, indispensables à la réussite des stratégies de réinsertion professionnelle des candidats et vous devez avoir la capacité d'animer des groupes sur le terrain.
Si vous réunissez les critères indispensables au succès de ces missions, notre équipe de consultants sera ravie de vous accueillir.
MUTATIS
Envoyer C.V. + photo à MUTATIS - 22, rue Royale - 75008 PARIS sous la référence GB4.

L'Assemblée Nationale
recrute
surveys et références professionnelles
UN MÉDECIN ADJOINT
Ce Poste est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de docteur en médecine, possédant la spécialité française de 45 ans au moins et de 53 ans au plus, ayant exercé la profession médicale pendant 15 ans au moins des cinq dernières années en qualité de médecin généraliste ou de praticien de médecine interne.
La classe des inscriptions est fixée au VDI 2 FÉVRIER 1987 à 17 heures
Pour tous renseignements, s'adresser au Service du personnel de l'Assemblée Nationale, 233, Bd Saint-Germain, 97 Paris (Tél. : 42-97-87-05).

Pour notre département
GAZ SPECIAUX, nous recrutons
un ingénieur de vente
Vous avez une formation chimie, trois à cinq ans d'expérience réussie de la vente.
Vous maîtrisez les laboratoires et les méthodes de recherche.
Vous parlez l'anglais couramment.
Après une formation à nos produits, vous serez une véritable spécialiste chimique dans la région Rhône-Alpes en priorité.
Vous êtes autonome, dynamique et ambitieux.
Vous recevrez une rémunération attractive et disposerez d'une voiture de fonction.
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la DIRECTION DU PERSONNEL - UNION CARBIDE 4, place des États-Unis - Silic 214 - 94318 RUNGIS CEDEX



METHODES ET INFORMATIQUE
42, rue de Clichy PARIS 9^e
Le Département DPS 7
renforce son département commercial.
INGENIEURS COMMERCIAUX
Agés de 26 à 30 ans, de formation supérieure (école d'ingénieurs ou grande école de commerce), les candidats auront pour mission de :
- prospecter la clientèle DPS 7
- établir les propositions commerciales de service dans le respect des normes et d'exigences de la Société
- négocier les contrats et en assurer le suivi commercial
- maintenir par la qualité de relations professionnelles l'image de marque de partenaire DPS 7 de la Société
INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX
Agés de 26 à 30 ans, de formation supérieure (école d'ingénieurs ou formation universitaire). Les candidats auront pour mission de :
- proposer des solutions techniques répondant aux besoins exprimés par la clientèle
- promouvoir les produits de la Société
- réalisation d'applications clés en main
- produits de sécurité/lock-up
- missions d'audit et de conseil
CV à adresser à Robert GRANDPERRIN à l'adresse ci-dessus
Renseignements : tél. 42.85.72.72

Leader européen dans la fabrication d'**IMPRIMAN'S SPÉCIALISÉES**
Classée 4^{ème} entreprise de l'électronique française pour stabilité, IER, en plus de ses propres fabrications, importe et revend des matériels mettant en œuvre les technologies les plus modernes du marché (laser, projection d'ions, etc.)
Sa forte expansion conduit IER à développer services Commerciaux et Techniques en recherchant :
un chef des ventes OEM
Ingénieur diplômé spécialiste de la vente de matériel informatique de grande technicité, dans les grands comptes, cabinets, SSII, intégrateurs. Personnalité capable de négocier au plus haut niveau.
un chef de groupe support technique Gentèle
Pour les produits de revente
Ingénieur diplômé de l'électronique, spécialiste de l'informatique, ayant une bonne expérience du support technique et de ses connaissances techniques (matériels/logiciels).
ingénieur électronicien responsable de projet
Désireux de résoudre les problèmes techniques en relation avec nos ingénieurs commerciaux. Connaissances logicielles, matériels, micro, interfaces de comm. Pratique du langage assembleur et des outils de développement informatique. Ces 3 postes demandent une bonne expérience, une maîtrise parfaite de l'anglais ainsi qu'un très grand dynamisme.
Nombres déplacements en France et à l'étranger.
Si vous pensez avoir l'un de ces profils, envoyez votre Curriculum-Vitae et lettre manuscrite avec photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi : Service du Personnel, I.E.R. - 12, rue Sébastopol-92400 COURBEVOIL.

spécialiste de la communication interne
Un Etablissement Public d'Importance Nationale souhaite créer au sein de sa Direction du Personnel une cellule "Communication Interne" et recherche pour y collaborer un Expert en techniques de communication d'Entreprises.
Il doit participer à l'élaboration d'une stratégie de communication interne dans le cadre d'une politique générale de responsabilisation du Personnel. Il établit - dans le but de recueillir l'information nécessaire - de nombreuses relations avec les Directions Techniques, Commerciales et Financières et leurs correspondants régionaux. Il fera à la Direction Générale des propositions sur le contenu des messages de l'entreprise et son personnel, et les médias à utiliser pour les rendre accessibles et efficaces. Enfin, il rédige et met au point les documents nécessaires.
Ce poste, à la fois passionnant et très exigeant, ne peut convenir qu'à un Diplômé d'École Supérieure, IEP - CELSA, HEC, CPJ par exemple, de 30 ans environ ayant acquis au cours d'une première expérience la maîtrise des techniques de l'information et de la communication interne, et possible dans un Grand Groupe, réputé pour ses réalisations dans ce domaine.
Les dossiers de candidature, indiquant la rémunération actuelle - sous réf. 3284 N - à joindre au formulaire - seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

Banque Populaire
Dans le cadre de son développement
La Banque Populaire de Seine-et-Marne et de l'Aisne recrute
Directeurs d'agence
Hommes de développement, d'animation et d'expérience, rompus aux relations avec une clientèle d'entreprises. Solide formation supérieure ou technique.
Seconds d'agence et exploitants
Jeunes professionnels fortement motivés à l'engagement commercial, souhaitant réaliser leur ambition.
Adresser vos C.V. manuscrits, photo et prétentions à la Banque Populaire de Seine-et-Marne et de l'Aisne, Direction du personnel 106, rue de Kléber-400, 71000 MACKON.

Crédit Mutuel Ile de France
RESPONSABLES D'AGENCE
• Votre expérience de plusieurs années dans le secteur bancaire a fait de vous un véritable spécialiste dans ce domaine.
• Vous désirez valoriser vos compétences et vos qualités de conseil et de service vous permettant de prendre la direction d'une de nos agences.
Grâce à votre sens commercial, vous apporterez vos solutions personnalisées aux besoins nouveaux et aux attentes de nos clients. Ambitieux et gestionnaire, vous dirigerez notre équipe au sein d'une structure originale décentralisée et efficace.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence 1/87/RA, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel Ile-de-France, 19 Cité Voltaire 75541 Paris Cedex 11.

jeune ingénieur passionné de marketing industriel
IMPORTANT DÉPARTEMENT (C.A.: 2 milliards) d'un Groupe Industriel Français en forte croissance et à vocation exportatrice (90% du C.A.) réputé pour sa stratégie résolument orientée vers la création et la mise sur le marché de produits à haute valeur ajoutée renforce sa structure Produits/Marchés et recrute un poste de Chef de Produits Marketing Industriel.
Rattaché au Directeur Marketing et Ventes d'une ligne de produits, il se verra confier la responsabilité du développement, de la gestion et du suivi d'une gamme de produits techniques à forte marge d'investissement et une clientèle industrielle diversifiée implantée dans le monde entier. Il élaborera les outils de promotion et de vente destinés aux réseaux commerciaux France et Export. Son rôle sera de conduire à collaborer de façon étroite avec les Usines et les forces de Vente.
Ce poste charnière, impliquant - créativité, curiosité, initiatives - représente une réelle opportunité pour un jeune **INGÉNIEUR DIPLÔMÉ MINES, CENTRALE, ENSI...** (débutant ou ayant acquis une première expérience) désireux de faire ses preuves dans un contexte international. Une excellente pratique de l'Anglais est indispensable.
Envoyer dossier de candidature complet : C.V. + lettre de motivation argumentée + photo sous réf. 3284 N à
DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

Sylvie CATHELAIN Gilbert RAYNAUD
Avec tous leurs vœux pour 1987
vous informent de leur nouvelle adresse :
7 rue de Monceau 75008 Paris.
Tél. : 42.89.10.25.
G.R.P. Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

SOCIÉTÉ CHIMIE I.N.E.
filiale d'un groupe pharmaceutique
REGION RHONE-ALPES
recherche, pour diriger son laboratoire Analyse Contrôles
PHARMACIEN
• Travail en équipe et poste à responsabilités.
• Expérimenté en analyse organique et contrôle des principes actifs pharmaceutiques.
• Anglais lu et parlé.
Adresser CV manuscrit + lettre manuscrite + photo sous référence 8800001 à MAYARD CONTACT, 11, rue du Président Carnot, 69002 LYON, qui transmettra.

سكوا من الأصيل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Responsable des relations extérieures et internationales

Communication d'entreprise

Société spécialisée dans la communication d'entreprise, nous contribuons activement au développement international des industries de l'agro-alimentaire, du commerce et de l'habitat par une approche multi-média. Pour renforcer notre équipe nous recherchons un Responsable des relations extérieures et internationales.

Homme de relations publiques, votre première mission sera de projeter à l'extérieur une image de marque positive de notre société. Avec l'aide de conseils extérieurs et en harmonie avec les directeurs de salons, vous aurez à concevoir des campagnes publicitaires et promotionnelles, à les suivre, à les contrôler afin d'assurer le succès de ces salons près des publics visés en France et à l'étranger. Vous aurez aussi à apporter un appui dynamique au responsable des publications, 35 ans ou plus, vous avez une formation école supérieure de commerce et une expérience en relations internationales acquise dans le monde des affaires. Vous parlez l'anglais couramment et si possible l'allemand ou l'espagnol.

Merci d'adresser votre manuscrite avec C.V. et prétentions sous référence C068/M à M. Bernat, SEMA-SELECTION, 18, rue Barbès 92 MONTRouGE CEDEX.

ISM SEM-SELECTION

TALCO S.A. INGÉNIEUR COMMERCIAL

P.M.I. EN FORTE EXPANSION IMPLANTÉE A MONTAUBAN (T) TALCO RECHERCHE

UN NOUVEAU RESPONSABLE

DE SES VENTES DE MATÉRIEL D'ALARME AU VOL EN RÉGION RHÔNE-ALPES. IL SERA CHARGÉ DU SUIVI DU DÉVELOPPEMENT DE LA CLIENTÈLE ET DU LANCEMENT SUR LE TERRAIN DE SES NOUVEAUX PRODUITS.

LE CANDIDAT RETENU SERA UN VENDEUR DE HAUT NIVEAU, DISPOSANT D'UNE EXPÉRIENCE D'UNE DIZAINE D'ANNÉES DE LA VENTE ET DE L'ANIMATION D'UN RÉSEAU. IL AURA SI POSSIBLE UNE BONNE CONNAISSANCE DE LA DISTRIBUTION DE MATÉRIELS ÉLECTRIQUES.

LE POSTE EST BASÉ EN RÉGION LYONNAISE. LE SALAIRE MOTIVANT SERA FONCTION DE LA VALEUR DU CANDIDAT RETENU.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + PHOTO ET PRÉTENTIONS A : TALCO - 21 ROUTE DE BEGUESSIS - BP 367 - 62003 MONTAUBAN CEDEX.

Equipement Médical - Bretagne DIRECTEUR TECHNIQUE SAV

Cette jeune division, parmi les leaders de sa branche d'activité et, filiale européenne d'une société américaine, fabrique, importe et commercialise auprès d'une clientèle de laboratoires d'analyses médicales des produits d'avancement de haute technologie sur la France, l'Europe et le Moyen-Orient. Face à son développement (doublement des effectifs dans les 3 ans à venir) grâce au lancement de nouveaux produits, elle recherche le responsable de l'ensemble du service technique-SAV.

Rattaché au directeur commercial, et en liaison avec une quinzaine de techniciens de bon niveau (méga et tonnes), il devra assurer la coordination, l'animation et le contrôle de l'activité maintenance-SAV. Garant de la qualité et de la rapidité d'intervention du service, il aura pour tâches principales : définition des besoins en pièces détachées, matériel et formation, organisation du travail, sélection de documents techniques, conseil auprès des distributeurs, etc.

Ce poste à larges responsabilités, basé dans une grande ville universitaire de l'Ouest de la France, doit motiver un responsable technique de premier plan. Possédant une formation supérieure à dominante électronique (niveau ingénieur de préférence), et âgé de 32 ans maximum, il justifie d'une expérience réussie de 3 années au moins, acquise à ce niveau de responsabilité. Une bonne connaissance de la micro-informatique et de la dynamique des flux est fortement souhaitable. Cette du milieu médical (notamment laboratoires) constitue un atout supplémentaire. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 2175/B à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE

15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES



LYON NANTES BRUXELLES TOULOUSE ESPAGNE ITALIE PORTUGAL CANADA



DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.

Notre Département FIBRES TEXTILES, leader dans les fibres synthétiques, commercialise un produit porteur : le TYVEK.

UN INGÉNIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL

responsable des marchés français, belge et luxembourgeois.

Un challenge : Assurer le succès du TYVEK aux fabricants d'emballages spécialisés et développer de nouvelles applications techniques.

Promouvoir le produit auprès des distributeurs et auprès des fabricants de produits nécessitant des qualités de résistance.

Un négociateur de haut niveau : De formation école supérieure de commerce ou école d'ingénieur, vous avez développé une expérience ventes-marketing.

Créatif et dynamique, ayant le goût du travail en équipe, vous êtes disponible pour de fréquents déplacements.

Des connaissances à haut niveau vous permettront d'affirmer vos aptitudes de futur manager.

Parlant ANGLAIS, ALLEMAND et FRANÇAIS, votre potentiel vous ouvre de nombreuses possibilités d'évolution au sein d'une multinationale.

Nous vous offrons une rémunération motivante et des avantages sociaux importants.

Vous adressez votre lettre manuscrite, C.V. et prétentions à DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A. Service du Personnel 137, rue de l'Université 75334 PARIS CEDEX 07

* Musée d'histoire DU PONT DE NEMOURS

BANQUE DE DÉPÔTS exploitants

35 ans d'expérience - Niveau Classe IV-V

Destiné à succéder le Directeur et susceptible d'accéder à des responsabilités de direction d'agence.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo, n° 94.902, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

JEUNE DIRECTEUR D'USINE

Ingénieur électromécanicien ENSI - INSA ou similaire

Un groupe international dynamique recherche un jeune directeur d'usine pour assurer la responsabilité globale d'une unité de production automatisée de 40 personnes, fabriquant en continu des produits de laiterie de technologie récente, exportés dans le monde entier. Il a 10 ans d'expérience de commandement en méthodes ou techniques en usine en cours de mise à jour. Des connaissances techniques variées sont nécessaires. Possibilité d'évolution internationale. Véritable défi de gestion. Logement facilité.

Ad. CV et photo à M. 1287 à seletec 63000 ST REMES

JEUNE CHEF D'AGENCE SECOND ŒUVRE BATIMENT A GRENOBLE

Une importante société régionale désire confier ce poste crucial à un ingénieur ou technicien en bâtiment niveau BTS, DUT diplômé de 5 à 10 ans d'expérience de la conduite et de la gestion de travaux, de la recherche et de la négociation d'affaires, de l'animation de groupes de travail, dans des domaines tels que : Bâtiments (B.O.), charpente métallique, lagèrerie, couverture, les aciers, électricité, isolation de l'habitat. Poste à l'échelle locale. Rémunération motivante, conçue pour récompenser l'efficacité. Volonté de fonction utile en privé.

Discrétion absolue garantie.

Ad. C.V. et photo à M. 3885 à o/pierre LICHOU S.A. 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

LA DIRECTION RÉGIONALE LOIRAINNE DE SPIE - TRINDEL

RECHERCHE pour son Service Automatismes et Informatique Industrielle

DES CHEFS DE PROJETS ET DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

AVANT : - 2 à 3 ans d'expérience en programmation et 1 à 2 ans d'expérience dans la fonction.

COMPÉTENCES SOUHAITÉES : - matériel : DEC, HP, BULL, SIMENS ; - systèmes : - langage : FORTRAN, PASCAL, C, ...

Envoyer C.V., photo + grille au MONDE PUBLICITE sous n° 8.242 8, rue de Montesson, 75007 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS - NAVIÈRE recherche

AGENT COMMERCIAL

Spécialiste du groupe international Centre de France Déplacements à l'étranger

Ad. C.V., photo, grille sous n° 25.111, à passer sur une enveloppe à La Publicité Française 20-22, avenue de Hoëfling 75116 PARIS, qui transmettra.

ORIGAN DE FORM. CH. PROF. D'ANGLAIS POUR COURS DANS 99-84 BOSEY, 42-39-42-39.

LAMBERT

LAMBERT DISTRIBUTION (C.A. 700 MF) filiale de négociation en matériaux de construction du Groupe Lambert, recherche un

INGÉNIEUR EN LOGISTIQUE

Celui-ci aura pour mission l'amélioration des performances dans les domaines tels que :

- systèmes d'entrepôts
- organisation des dépôts
- gestion des flux d'information

Le candidat retenu devra justifier : - d'une formation d'ingénieur Ecole, - d'une expérience de 3 ou 4 ans acquise de préférence au sein d'un Cabinet d'organisation.

Le poste, basé à Nanterre, nécessite de fréquents déplacements en région parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à/réf. 3889 à LAMBERT DISTRIBUTION, Direction des Ressources Humaines, 2 rue du Port, 92000 Nanterre.

Dans le cadre de notre stratégie actuelle de renforcement de nos structures d'exploitation, notre entreprise - Société française de tout premier plan dans le domaine de la distribution de produits de grande consommation - recherche un

Jeune ingénieur

En liaison directe avec le Directeur d'Exploitation, il sera tout d'abord chargé de développer et de mettre en place des systèmes de lecture code à barres dans nos différentes unités de maintenance.

Dans un second temps, il assurera des fonctions opérationnelles élargissant ses responsabilités au sein d'un de nos centres de la région parisienne.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur disposant d'une première expérience du terrain en milieu industriel.

Les perspectives existantes dans l'entreprise sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet et prétentions à A.S. PUBLICITE 3, rue de Liège 75001 Paris, sous réf. 101.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE D'ÉCONOMIE MIXTE

RECHERCHE

CHARGÉS D'OPÉRATIONS jeunes généralistes

De formation supérieure (IEP, Sup. de Co) complétée le cas échéant par une spécialisation en immobilier/aménagement, ils ont une première expérience professionnelle de l'immobilier et se verront confier la RESPONSABILITÉ de plusieurs programmes de construction, réhabilitation ou aménagement pour lesquels ils accompliront tous les aspects de la mission du maître d'ouvrage.

Ils devront prouver d'autonomie, d'initiative, d'autorité, de capacité de négociation, également de synthèse et de rigueur.

Ils assureront toutes les relations avec les architectes, entreprises, administrations, opérateurs fonciers... ce qui nécessite goût des contacts et diplomatie.

SALAIRE PROPOSÉ : 130 000 F ANNUELS.

Merci d'adresser C.V. et photo au MONDE PUBLICITE sous n° 8.249, 5, rue de Montesson, 75007 PARIS.

Directeur d'agence HF

Un prospectus vendeur actif ! - Fonction de directeur (50 personnes), - le suivi et la gestion des relations avec les locataires, - la gestion d'un patrimoine immobilier difficile, en cours de renouvellement, - d'assurer un travail de liaison avec les pouvoirs publics.

Ad. C.V. et photo à M. 3885 à o/pierre LICHOU S.A. 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION et de gestion de logements sociaux recherche Ingénieur à son équipe

PERPIÈRE MARSEILLE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION (SUCCURSALES)

recherche pour service Juridique et Immobilier

ASSISTANT (e) JURIDIQUE DÉBUTANT (E)

Temps partiel 4 jours (30 heures) Maîtrise Droit des affaires.

Adressez lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. 14988 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Label - 94307 VINCENNES CEDEX

Chemviron Carbon

Succursale de CARBON CARBON Corp., leader mondial du charbon actif en grains, solide, implanté en Europe depuis une vingtaine d'années recherche :

INGÉNIEUR DES VENTES

Le champ d'application du charbon actif est très étendu : utilisation en traitement des eaux potables et protection de l'environnement. Il touche également nombreux secteurs industriels (alimentaire, pharmaceutique, pétrochimique, ...)

Après une période de formation sur le technologie du charbon actif, le candidat retenu sera en charge notre bureau des ventes situé à Paris et couvrant tout le territoire français.

Les candidats doivent justifier d'une expérience réussie dans une activité commerciale analogue (produits ou procédés).

Ingénieur chimiste de formation (ou similaire). Parfaite maîtrise de la langue anglaise indispensable.

Le poste implique de nombreux déplacements sur le territoire national et quelques courts voyages à l'étranger.

Nous offrons un salaire attractif, une voiture de fonction, remboursement des frais et autres avantages.

Envoyer C.V. détaillé à : M. SEGHN CHEMIRON CARBON 37-39, rue Collège, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

AGENT COMMERCIAL

Spécialiste du groupe international Centre de France Déplacements à l'étranger

Ad. C.V., photo, grille sous n° 25.111, à passer sur une enveloppe à La Publicité Française 20-22, avenue de Hoëfling 75116 PARIS, qui transmettra.

ORIGAN DE FORM. CH. PROF. D'ANGLAIS POUR COURS DANS 99-84 BOSEY, 42-39-42-39.

LA DIRECTION RÉGIONALE LOIRAINNE DE SPIE - TRINDEL

RECHERCHE pour son Service Automatismes et Informatique Industrielle

DES CHEFS DE PROJETS ET DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

AVANT : - 2 à 3 ans d'expérience en programmation et 1 à 2 ans d'expérience dans la fonction.

COMPÉTENCES SOUHAITÉES : - matériel : DEC, HP, BULL, SIMENS ; - systèmes : - langage : FORTRAN, PASCAL, C, ...

Envoyer C.V., photo + grille au MONDE PUBLICITE sous n° 8.242 8, rue de Montesson, 75007 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS - NAVIÈRE recherche

AGENT COMMERCIAL

Spécialiste du groupe international Centre de France Déplacements à l'étranger

Ad. C.V., photo, grille sous n° 25.111, à passer sur une enveloppe à La Publicité Française 20-22, avenue de Hoëfling 75116 PARIS, qui transmettra.

ORIGAN DE FORM. CH. PROF. D'ANGLAIS POUR COURS DANS 99-84 BOSEY, 42-39-42-39.

Vertical text on the left margin, including 'MEDIA', 'chef des ventes', 'un chef de groupe', 'ort technique', 'un ingénieur', 'responsable de', 'Responsables d'agence', 'MARMACEN'.

Vertical text on the right margin: 'modèle système'.

Le Monde CADRES

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH - Equipements automobile - appareils ménagers - radio téléphones recherche pour RODEZ (mécanique de précision pour automobiles)

CADRE DE GESTION

Formation type ESC, même débutant

RESPONSABLE D'ORDONNANCEMENT EXPERIMENTE

CHEF DE DEPARTEMENT ACHAT

ORDONNANCEMENT ET MAINTIEN EXPERIMENTE

INGENIEUR MECANICIEN DEBUTANT

La pratique de la langue allemande est exigée pour chacun de ces postes.



Merci lettre manuscrite, CV et photo Chef Personnel, B.P. N° 1, ONET LE CHATEAU, 12004 RODEZ Cedex.

INGENIEUR ELECTRONICIEUR 2 a. d'exp. log. numérique, b. pratique micro 8008... INGENIEUR HYDRAULICIEUR GRANDE ECOLE 4/5 ans d'expériences en alimentation... INGENIEUR ELECTRONICIEUR recherche pour Saint-Quentin-en-Yvelines

NOUS SOMMES UNE BANQUE FRANÇAISE de taille moyenne (3 milliards de bilan, 300 personnes) NOUS RECHERCHONS : LE RESPONSABLE DE NOTRE COMPTABILITE GENERALE A PARIS Il voudra participer à notre gestion globale et utiliser les moyens et les méthodes les plus modernes. La comptabilité, l'informatique, le contrôle de gestion seront ses centres d'intérêt.

Jeunes diplômés la rencontre des décideurs Intervalle : assurer les R.V. par nos services. Recruter : carier avec eux leurs besoins en matière d'achat, de réorganisation de services, de recrutement... HENIN

SOCIÉTÉ DE SERVICES recherche URGENT 3 CHEFS DE PROJET Ingénieurs grandes écoles option informatique débutant ou 1 an d'expérience pour supervision technique dans importants projets bureautiques

ORGANISME recherche CADRE Formation SUP de CO - HEC - ESSEC - 2 à 3 ans d'expérience. Connaissance française commerciale. Poste basé à LYON avec déplacements sur le territoire. Contrat durée déterminée 1 an.

La Direction de la Formation professionnelle des Télécommunications recherche pour son centre d'enseignement de PEPPIGNAN (BARCÈRES) UN PROFESSEUR D'ESPAGNOL (temps partiel) Diplôme souhaité : licence d'espagnol ou équivalent

Nous sommes une Société Française de cadres importante Nous recherchons quelques PERSONNES DE CARACTÈRE capables après un stage d'entraînement de 10.000 F à 15.000 F mensuels

NOS MEILLEURS VŒUX DE BONNES ANNÉES POUR 1987 PUBLICITE 17, rue du Docteur Lebel 41, Avenue du 11 Mars 94300 Vincennes Téléphone : 43.74.12.12

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE 38 ans, 10 ANS d'expérience en lab. nat. air, mer, rail, route, douane, transit. RESPONSABLE 1re de Sect. Études et travaux préparés. TEL: (1) 47-22-07... SERVICE DU PERSONNEL 7 ans d'expérience PME J.F. 40 ans, dynamique, efficace, de la recherche, cherche à évoluer dans société moderne... CADRE EXPERT 34 ans - Diplôme ESC - Trilingue (anglais-italien). 8 ans d'exp. moyenne et gde expérience en direction... CADRE DE DIRECTION (45 ANS) Gestion financière, administrative, sociale, informatique, comptable... RECHERCHE POSTE A RESPONSABILITÉS Département études marketing Études et propositions

L'IMMOBILIER

de campagne BULLION 78, Urgent, Except. Vallée de Chevreuse... 14° arrt. CHEF DE SERVICE 37 ans, 10 ans d'exp. en direction... 15° arrt. VALGRAND 3-4 p. COINT, 65 m² av. 8° arrt. 1.450 000 F... 16° arrt. VUE SUR SEINE 120 m², 8° et 7° arrt. 2.200 000 F... 18° arrt. 80 ORMANO Studio confort, 115 000 F... Val-de-Marne 94 VAL-DE-MARNE LE PERREUX-SUR-MARNE 92 m², 10° arrt. 1.700 000 F... Province CANNES-LE CANNET Vente apt. 63 m² + loggia + parking dans petite résidence... 30 000 offerts 36.15 Taxes LESMONDIEUR PAIN... Agence Littré Rech. pour clientèle française et étrangère, zones et habit. part. dans quartiers résidentiels... location non meublées offre Paris Vous cherchez un logement à louer PARIS-BANLIEUE ?... meublé demandes Paris MONDIAL MERCURE 2 studios et 2 pièces pour clientèle étrangère... EMPASSY SERVICE 8, avenue de Ménilmontant 75013 PARIS recherche location ou à l'achat... SERVICE AMBASSADE Pour cadres nomades Paris rich. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Sûreté ou AMBASSADE. 42-25-19-05.

L'AGENDA

annonces associations Appel Centre d'accueil MAVAR Séjours et Stages AFFIRMATION DE SOI 31 janv. - 9 h 30 à 17 h 30 AUTO-HYPNOSE 1er février - 9 h 30 à 17 h 30 HYPNOSE PRATIQUE 7 et 8 fév. - 9 h 30 à 17 h 30... ITALIEN Cours à niv. Stages mens. ASSOCIATION TIRILODES Milano Voltaire - PARIS-11°

Table with 2 columns: Category and Price. Includes 'Le Monde PUBLICITE' logo and 'TARIF JANVIER 1987'.

LET-EVER EU JAC CH UNE INT DE JEAN DANS

سكوا من الأمل

1987:

LE 1^{er} EVENEMENT POLITIQUE C'EST SUR EUROPE 1

JACQUES CHIRAC

UNE INTERVIEW EXCLUSIVE
DE JEAN-PIERRE ELKABBACH
CE SOIR
DANS "DECOUVERTES"
DE 18H A 20H

EUROPE 1

LES GRANDS MOMENTS DE L'INFORMATION

L'IMMOBILIER

Marchés de capitaux

Prévisions

Marchés des métaux

Marchés standards

Marchés de baux

Marchés sur terme

Canis le cannet

Indice litre

Service

Service

Service

Service

Service

Communication

Bataille au sommet dans la presse australienne

L'offensive de M. Murdoch est tenue en échec

En lançant une OPA sur le *Herald and Weekly Times*, M. Rupert Murdoch cherchait à prendre le contrôle de 75 % de la presse australienne. Mais une partie du gouvernement et deux groupes de presse s'opposent aux ambitions du géant des médias.

SYDNEY
de notre correspondant

Le 4 décembre, M. Murdoch, magnat de presse internationale et président de la News Corporation Ltd, lance une OPA pour le rachat du *Herald and Weekly Times*. La somme qu'il offre est rondelette : 1,8 milliard de dollars australiens (1). En l'absence d'une offre plus alléchante, le conseil d'administration du groupe conseille à ses actionnaires d'accepter la proposition.

L'affaire Murdoch dans le pays ne se règle pas ainsi. M. Murdoch régnait sur 75 % de la presse du pays. L'affaire provoque des réactions au sein du gouvernement. Le premier ministre, M. Hawke, ne cache pas qu'il approuve les visées de M. Murdoch, un « allié politique » dit-il. Mais M. Hayden, ministre des affaires étrangères, estime que le gouvernement doit tout faire pour empêcher cette concentration excessive des médias australiens entre les mains d'un seul homme qui n'est même plus citoyen australien. Au sein du cabinet, M. Hayden est mis en minorité. Dans les milieux journalistiques aussi, l'annonce est accueillie avec une certaine hostilité.

Le 4 décembre, M. Murdoch, magnat de presse internationale et président de la News Corporation Ltd, lance une OPA pour le rachat du *Herald and Weekly Times*. La somme qu'il offre est rondelette : 1,8 milliard de dollars australiens (1). En l'absence d'une offre plus alléchante, le conseil d'administration du groupe conseille à ses actionnaires d'accepter la proposition.

L'affaire Murdoch dans le pays ne se règle pas ainsi. M. Murdoch régnait sur 75 % de la presse du pays. L'affaire provoque des réactions au sein du gouvernement. Le premier ministre, M. Hawke, ne cache pas qu'il approuve les visées de M. Murdoch, un « allié politique » dit-il. Mais M. Hayden, ministre des affaires étrangères, estime que le gouvernement doit tout faire pour empêcher cette concentration excessive des médias australiens entre les mains d'un seul homme qui n'est même plus citoyen australien. Au sein du cabinet, M. Hayden est mis en minorité. Dans les milieux journalistiques aussi, l'annonce est accueillie avec une certaine hostilité.

traison de la presse et le représentant de l'Association des journalistes australiens démissionnent. Ils estiment que le rachat est une menace pour la démocratie australienne.

Mais de menace, M. Murdoch, lui, n'en voit qu'une : elle a pour nom M. Holmes A'Court, un multimillionnaire de la côte ouest qui a en effet annoncé, dès le 5 décembre, qu'il prépare une surenchère à l'offre de M. Murdoch.

Né en Afrique du Sud, M. Holmes A'Court est issu d'une très vieille famille de barons anglais. A sa naissance il reste peu de la fortune ancestrale. Robert Holmes A'Court s'installe à Perth en Australie occidentale au début des années 60. On est en plein boom du nickel et, muni d'un diplôme d'avocat, il ne résiste pas à l'envie de spéculer. Dans la laine d'abord puis les minerais. Enfin le « cowboy de l'Ouest » s'aventure plus loin, plus haut. A la tête du groupe Bell, il rachète secrètement des parts dans la compagnie africaine Ansett, l'un des sociétés les plus assises du pays. Il se taille bientôt en Australie, mais aussi en Angleterre, la réputation d'un spécialiste de l'OPA spectaculaire. En septembre 1986, il défraye la chronique en s'attaquant au consortium BHP qu'on surnomme « la grosse australienne ».

Guerre des nerfs

Ce nabab, qui possède l'une des plus belles collections d'art du pays dont un Monet qu'il a acquis pour près de 4 millions de dollars australiens, n'est pas, comme on le dit, un homme d'affaires. M. Murdoch, un magnat de la presse. Le groupe Bell possède à peine quelques stations de télévision, à Perth et à Adélaïde et contrôle le *Western Mail*, un hebdomadaire de Perth dont les comptes sont plutôt déficitaires.

Aussi, quand, le 24 décembre, M. Holmes A'Court cofinancie l'offre de M. Murdoch pour le rachat du *Herald and Weekly Times* (il offre 2 milliards de dollars australiens, soit 13 dollars par action au lieu de 1,8 milliard de M. Murdoch, soit 12 dollars par action), M. Murdoch sourit. « Une offre soignée », dit-il.

Le sourire est de courte durée. C'est désormais une guerre des nerfs que se livrent les deux hommes. Le 30 décembre, les directeurs du *Herald and Weekly Times* annoncent qu'ils vont trancher entre les deux offres. Le 1^{er} janvier, M. Holmes A'Court pousse plus loin la surenchère. C'est 13,50 dollars par action qu'il propose désormais. Le 2 janvier, quand les directeurs du *Herald and Weekly Times* annoncent qu'ils ont choisi de recommander aux actionnaires le groupe l'offre du nabab de Perth — 125 millions de dollars, — le sourire de M. Murdoch se fige en grimace.

Les directeurs du groupe ont une excuse toute simple : « C'est la plus grosse offre en argent comptant sur la table ». M. Murdoch assure que son offre à lui, un mélange d'argent comptant et de valeurs convertibles, équivaut au moins à 14,17 dollars par action si l'on en croit les cotes en Bourse cette semaine.

M. Murdoch compte encore sur l'appui discret du principal actionnaire du *Herald and Weekly Times*, le groupe Queensland Press (24 % du capital), propriétaire du *The Courier Mail* et *The Telegraph* de Brisbane. Mais le 5 janvier, un nouvel acteur entre dans la bataille. Le groupe John Fairfax lance une OPA de 910 millions de dollars australiens sur Queensland Press. Pour la plupart des observateurs, c'est l'aval de M. Holmes A'Court et vice versa essentiellement à barrer la route à M. Murdoch. Propriétaire du *Sydney Morning Herald* et surtout du très respecté *Age of Melbourne*, Fairfax, qui se fait en Australie le défenseur d'une presse indépendante et de qualité, compte bien, lui aussi, s'opposer à une excessive concentration du secteur aux mains d'un seul homme.

M. Murdoch est aujourd'hui forcé de surenchérir ou de renoncer à son OPA, et les Australiens attendent avec impatience l'issue d'une bataille qui mobilise les trois plus grands groupes de presse du pays.

SYLVIE CROSSMAN.
(1) 1 dollar australien vaut environ 4 F.

Polémiques autour des télévisions privées en Guadeloupe

M^{me} Michaux-Chevry dénonce les initiatives du conseil régional

Comme au bon vieux temps des radios libres, la Guadeloupe résonne aujourd'hui des échos des télévisions « pirates »... et des querelles et polémiques qu'elles engendrent de tous les côtés.

Après Canal 10, GTV et T&E-Eclair, T&E-Caraïbes est née le soir du 1^{er} janvier. « Caraïbes » au peuple guadeloupéen du président (PS) du conseil régional, M. Félix Proto. Une naissance suivie, si l'on en croit un sondage réalisé par téléphone, par une grande proportion des foyers pouvant la capter. Mais...

« Je suis contre la piraterie, quel que soit sa forme et son origine », a déclaré le ministre. « J'ai été contre les radios pirates. Je suis contre les télévisions pirates. Une société organisée se doit de se fixer des règles et de les faire respecter. A grands frais et en violation de toutes les règles de fonctionnement d'une assemblée — je parle ici en tant que conseiller régional, — M. Proto a décidé de monter une télévision. Pour y parvenir il a décidé de saisir la CNCL qu'il jugeait apparemment compétente. Emanation du Parlement, donc du peuple, la CNCL lui a demandé de surseoir à son projet. Or qu'a-t-il fait ? Il a passé outre et s'est lancé dans la piraterie. J'estime qu'il a commis une forfaiture. On ne peut être président de l'exécutif régional, prétendre détenir son pouvoir du peuple et se mettre hors la loi. »

M^{me} Michaux-Chevry énumère alors ses griefs à l'encontre du président du conseil régional. « Je reproche à M. Proto d'avoir mis sur pied, pour payer sa télévision, une procé-

« La société canadienne Hollinger acquiert vingt-trois journaux américains. — La société canadienne Hollinger inc. qui possède 88 % du capital du quotidien britannique *Daily Telegraph* vient de racheter vingt-trois journaux indépendants américains implantés dans dix Etats différents. Hollinger inc. est aussi en train de négocier l'achat des dix quotidiens que possède la compagnie canadienne Sterling Newspapers Ltd. de Canada, pour un montant de 670 millions de francs. La société Hollinger inc., dont le siège est à Toronto, possède une filiale américaine dans l'Etat du Delaware, qui gère les titres qu'elle contrôle aux Etats-Unis.

contrainte d'abord par le refus de la Commission nationale de la radiodiffusion et de libertés de donner son feu vert à cette expérience prévue pour deux semaines en attendant un règlement définitif, ensuite par divers problèmes techniques. Une manifestation contre laquelle, enfin, M^{me} Lucette Michaux-Chevry, conseillère régionale de Guadeloupe mais aussi secrétaire d'Etat à la francophonie, s'élève : ici avec véhémence, elle qui s'était pourtant soumise à l'accommodement des précédentes initiatives.

« Je suis contre la piraterie, quel que soit sa forme et son origine », a déclaré le ministre. « J'ai été contre les radios pirates. Je suis contre les télévisions pirates. Une société organisée se doit de se fixer des règles et de les faire respecter. A grands frais et en violation de toutes les règles de fonctionnement d'une assemblée — je parle ici en tant que conseiller régional, — M. Proto a décidé de monter une télévision. Pour y parvenir il a décidé de saisir la CNCL qu'il jugeait apparemment compétente. Emanation du Parlement, donc du peuple, la CNCL lui a demandé de surseoir à son projet. Or qu'a-t-il fait ? Il a passé outre et s'est lancé dans la piraterie. J'estime qu'il a commis une forfaiture. On ne peut être président de l'exécutif régional, prétendre détenir son pouvoir du peuple et se mettre hors la loi. »

« Je suis contre la piraterie, quel que soit sa forme et son origine », a déclaré le ministre. « J'ai été contre les radios pirates. Je suis contre les télévisions pirates. Une société organisée se doit de se fixer des règles et de les faire respecter. A grands frais et en violation de toutes les règles de fonctionnement d'une assemblée — je parle ici en tant que conseiller régional, — M. Proto a décidé de monter une télévision. Pour y parvenir il a décidé de saisir la CNCL qu'il jugeait apparemment compétente. Emanation du Parlement, donc du peuple, la CNCL lui a demandé de surseoir à son projet. Or qu'a-t-il fait ? Il a passé outre et s'est lancé dans la piraterie. J'estime qu'il a commis une forfaiture. On ne peut être président de l'exécutif régional, prétendre détenir son pouvoir du peuple et se mettre hors la loi. »

« Je suis contre la piraterie, quel que soit sa forme et son origine », a déclaré le ministre. « J'ai été contre les radios pirates. Je suis contre les télévisions pirates. Une société organisée se doit de se fixer des règles et de les faire respecter. A grands frais et en violation de toutes les règles de fonctionnement d'une assemblée — je parle ici en tant que conseiller régional, — M. Proto a décidé de monter une télévision. Pour y parvenir il a décidé de saisir la CNCL qu'il jugeait apparemment compétente. Emanation du Parlement, donc du peuple, la CNCL lui a demandé de surseoir à son projet. Or qu'a-t-il fait ? Il a passé outre et s'est lancé dans la piraterie. J'estime qu'il a commis une forfaiture. On ne peut être président de l'exécutif régional, prétendre détenir son pouvoir du peuple et se mettre hors la loi. »

« Je suis contre la piraterie, quel que soit sa forme et son origine », a déclaré le ministre. « J'ai été contre les radios pirates. Je suis contre les télévisions pirates. Une société organisée se doit de se fixer des règles et de les faire respecter. A grands frais et en violation de toutes les règles de fonctionnement d'une assemblée — je parle ici en tant que conseiller régional, — M. Proto a décidé de monter une télévision. Pour y parvenir il a décidé de saisir la CNCL qu'il jugeait apparemment compétente. Emanation du Parlement, donc du peuple, la CNCL lui a demandé de surseoir à son projet. Or qu'a-t-il fait ? Il a passé outre et s'est lancé dans la piraterie. J'estime qu'il a commis une forfaiture. On ne peut être président de l'exécutif régional, prétendre détenir son pouvoir du peuple et se mettre hors la loi. »

« Je suis contre la piraterie, quel que soit sa forme et son origine », a déclaré le ministre. « J'ai été contre les radios pirates. Je suis contre les télévisions pirates. Une société organisée se doit de se fixer des règles et de les faire respecter. A grands frais et en violation de toutes les règles de fonctionnement d'une assemblée — je parle ici en tant que conseiller régional, — M. Proto a décidé de monter une télévision. Pour y parvenir il a décidé de saisir la CNCL qu'il jugeait apparemment compétente. Emanation du Parlement, donc du peuple, la CNCL lui a demandé de surseoir à son projet. Or qu'a-t-il fait ? Il a passé outre et s'est lancé dans la piraterie. J'estime qu'il a commis une forfaiture. On ne peut être président de l'exécutif régional, prétendre détenir son pouvoir du peuple et se mettre hors la loi. »

« Je suis contre la piraterie, quel que soit sa forme et son origine », a déclaré le ministre. « J'ai été contre les radios pirates. Je suis contre les télévisions pirates. Une société organisée se doit de se fixer des règles et de les faire respecter. A grands frais et en violation de toutes les règles de fonctionnement d'une assemblée — je parle ici en tant que conseiller régional, — M. Proto a décidé de monter une télévision. Pour y parvenir il a décidé de saisir la CNCL qu'il jugeait apparemment compétente. Emanation du Parlement, donc du peuple, la CNCL lui a demandé de surseoir à son projet. Or qu'a-t-il fait ? Il a passé outre et s'est lancé dans la piraterie. J'estime qu'il a commis une forfaiture. On ne peut être président de l'exécutif régional, prétendre détenir son pouvoir du peuple et se mettre hors la loi. »

« Je suis contre la piraterie, quel que soit sa forme et son origine », a déclaré le ministre. « J'ai été contre les radios pirates. Je suis contre les télévisions pirates. Une société organisée se doit de se fixer des règles et de les faire respecter. A grands frais et en violation de toutes les règles de fonctionnement d'une assemblée — je parle ici en tant que conseiller régional, — M. Proto a décidé de monter une télévision. Pour y parvenir il a décidé de saisir la CNCL qu'il jugeait apparemment compétente. Emanation du Parlement, donc du peuple, la CNCL lui a demandé de surseoir à son projet. Or qu'a-t-il fait ? Il a passé outre et s'est lancé dans la piraterie. J'estime qu'il a commis une forfaiture. On ne peut être président de l'exécutif régional, prétendre détenir son pouvoir du peuple et se mettre hors la loi. »

« Je suis contre la piraterie, quel que soit sa forme et son origine », a déclaré le ministre. « J'ai été contre les radios pirates. Je suis contre les télévisions pirates. Une société organisée se doit de se fixer des règles et de les faire respecter. A grands frais et en violation de toutes les règles de fonctionnement d'une assemblée — je parle ici en tant que conseiller régional, — M. Proto a décidé de monter une télévision. Pour y parvenir il a décidé de saisir la CNCL qu'il jugeait apparemment compétente. Emanation du Parlement, donc du peuple, la CNCL lui a demandé de surseoir à son projet. Or qu'a-t-il fait ? Il a passé outre et s'est lancé dans la piraterie. J'estime qu'il a commis une forfaiture. On ne peut être président de l'exécutif régional, prétendre détenir son pouvoir du peuple et se mettre hors la loi. »

UNIVERSITÉ : LE SÉISME

Le dossier complet des étudiants et de leurs parents. Le problème de la sélection à l'entrée des universités. Les innovations adaptées au bon aux étudiants en France, en Grande-Bretagne, en Suède.

ENFANTS : L'APRÈS-DIVORCE

Ce que deviennent les jeunes, une fois consommée la rupture. Les rapports avec la mère désormais seule. Le rôle du « troisième » parent et les relations avec les nouveaux « frères et sœurs » en cas de remariage. La fonction stabilisatrice de l'école.

Numéro de janvier, en vente chez votre marchand de journaux, 13 F.

L'Éducation

سكوا من الأصيل

Economie

L'élargissement des conflits sociaux

M. Toubon : la grève n'a plus de légitimité

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré à l'émission « Face au public » de France Inter, lundi 5 janvier : « Il n'y a aucun lien possible entre la grève de la SNCF, par exemple, et les autres, sauf politique. La grève de la SNCF, aujourd'hui, la poursuite de la grève dans un certain nombre de centres, par un certain nombre de grévistes, syndicaux ou non syndicaux, répond simplement désormais à un objectif que l'on ne peut qualifier, parce qu'il n'y a pas d'autres mots, que de « politique ». Cela veut dire que les revendications qui étaient à l'origine de ce conflit ont été prises en considération et elles ont fait l'objet d'un certain nombre d'accords.

« Aujourd'hui, cette grève n'a plus de légitimité quant à la défense des intérêts des salariés de la SNCF, elle n'a qu'un objectif qui dépasse la SNCF et qui dépasse la défense du secteur public et, en ce sens, je pense que c'est une grève qui est détournée de son objet. »

M. Toubon, après avoir approuvé les propos tenus par M. Mitterrand sur la lutte contre l'inflation, a cependant ajouté : « Que M. Mitterrand reçoive certains grévistes ou que M. Mitterrand, il y a un mois, aille voir les parents du jeune Malik, pourquoi pas ? Mais ce que je désapprouve pour ma part, c'est que ce soit toujours dans le même sens. Il n'est pas allé rendre visite aux veuves des policiers tués en service, il n'a pas consulté le directeur général de la SNCF pour avoir les points de vue de tout le monde sur la grève. Avant 1986, d'ailleurs, j'ai remarqué, il ne recevait pas les grévistes. Quand les chauffeurs routiers, en 1984, ont fait grève pendant un mois, M. Mitterrand ne les a pas reçus.

« Alors, je dis simplement qu'à partir du moment où la compréhension est à sens unique, ce n'est plus de l'arbitrage, c'est un soutien, un soutien « habillé », dit-on, d'ailleurs beaucoup applaudissent à cette habileté. Mais, je n'applaudis pas à cette habileté, car c'est à l'occasion des difficultés du pays qu'elle se déploie. Ce n'est pas un rôle d'arbitre. »

M. Marchais : les conflits ne sont pas dirigés par le PCF

De retour d'un voyage officiel à Cuba, où il a passé les fêtes de fin d'année en compagnie de Fidel Castro, qu'il a rencontré le 1^{er} janvier pour évoquer « l'idéal d'un monde sans armes et sans guerre », M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, était l'invité matinal de RTL, le mardi 6 janvier, pour répondre aux questions relatives aux mouvements sociaux français. « Les grèves ne sont pas dirigées par le PCF », a dit le dirigeant communiste, « c'est le mouvement syndical qui conduit ces grèves ». Indiquant qu'il ne participerait pas lui-même à la manifestation des agents du secteur public organisée, ce même jour, par la CGT, de Montparnasse à la Bastille, M. Marchais a rappelé que son parti soutient ce défilé dans lequel, selon lui, devraient se trouver des députés communistes.

Parlant de la CGT, dont il est adhérent, il a déclaré : « Si elle va plus vite que la base, elle se coupe de celle-ci. » Il a mis en accusation la politique suivie de 1974 à 1986, qui a provoqué, selon lui, d'une part, « une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, une baisse de la consommation et une aggravation du chômage », d'autre part, un accroissement du déficit du commerce extérieur « malgré la baisse de 70 milliards de France de la facture pétrolière » en 1986. Il s'est élevé contre la « politique anti-inflationniste » qui a entraîné « un accroissement des profits et une aggravation des difficultés des travailleurs ».

M. Stasi : le libéralisme « social »

Commentant le mardi 6 janvier sur Europe 1 le conflit à la SNCF, M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, a souligné que le gouvernement ne montre « prêt au dialogue et ne cherche pas la capitulation pure et simple, ni à humilier ceux qui font grève ». Constatant que depuis le 16 mars « un certain nombre de catégories de Français ont pu se sentir exclus du banquet du libéralisme », le député de la Marne a dénoncé le « principe d'un libéralisme à volonté sociale ». « Le rôle des députés CDS, a-t-il conclu, est de rappeler sans cesse qu'il ne faut pas se laisser entraver par le libéralisme comme étant une idéologie miracle. Les ministres CDS agissent au sein du gouvernement dans le sens de la médiation, de la justice sociale, de la concertation. J'espère qu'ils seront davantage écoutés dans l'avenir qu'ils ne l'ont été depuis le 16 mars. C'est l'intérêt de l'ensemble de la majorité. »

Huit mois après l'accident nucléaire Oublier Tchernobyl

Les séquelles de Tchernobyl sur les programmes nucléaires occidentaux demeurent pour l'heure tout aussi limitées. Certes, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale et en Italie, les partis socialistes (dans l'opposition) ont pris position pour l'arrêt du nucléaire, en se gardant toutefois d'en préciser l'échéance. Certes, les querelles transfrontières se sont multipliées entre État « pro » et « anti » nucléaire : Suède-Danemark, RFA-Autriche, France-Luxembourg.

Mais force est de reconnaître que les programmes eux-mêmes n'en ont jusqu'ici guère souffert. Dans le plupart des cas les gouvernements en place ont maintenu le cap. Seuls deux pays ont « craqué » et gelé leurs programmes : la Finlande pour des raisons évidentes - elle utilise les techniques et, surtout, des cuves en acier soviétiques - et les Pays-Bas, déjà fort hésitants.

Une autre victime : le tiers-monde. Mais en Allemagne fédérale, où le poids des Verts est déterminant, le gouvernement a quand même mis en service la centrale de Brokdorf, près de Hambourg, symbole de la contestation, après deux années de retard ; et en Grande-Bretagne M^{rs} Thatcher s'apprête à donner le feu vert à la construction d'un nouveau réacteur à Sizewell, dans le Suffolk.

En revanche, il n'y a pas de chances que soit, désormais, décidée la construction du second superphénix européen « Superphénix 2 ». Déjà handicapé par des coûts énormes, il pâtit sûrement des embarras allemands et ita-

liens. Bien qu'en France les études officiellement se poursuivent, EDF, le CEA et Novatoome ont déjà commencé à démanteler les équipes responsables.

Hors de l'Europe, les principales victimes de l'accident seront probablement... les pays en voie de développement candidats au nucléaire. « Le problème n'est pas résolu », médite M. Cogné, il n'y a d'accident qu'en exploitation et les pays acheteurs ne sont pas préparés. Le Brésil a déjà décidé un moratoire de trois ans de son programme, et arrêté en juin sa seule centrale en service afin d'étudier un plan d'évacuation. L'Égypte, la Turquie, le Mexique, la Libye, etc., ont désormais bien peu de chances de se voir offrir les crédits, les techniques et surtout les partenariats nécessaires. « Je n'ai pas assuré l'exploitation de nos centrales en Égypte », assure M. Leclercq. L'accident ? Ça n'arrive qu'aux autres...

Oublier Tchernobyl... « Même s'il y avait un accident de ce type tous les ans - ce qui est loin d'être le cas - je considérerais le nucléaire comme une source d'énergie intéressante », a déclaré cet été le directeur de la sûreté à l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne. C'est tout dire.

Oublier Tchernobyl, c'est peut-être vite dit, car l'opinion publique ne s'y est pas trompée. Dans tous les sondages, réalisés en France, le nucléaire a perdu au moins dix points. En automne 1985, selon une enquête menée par le Credoc (3) à la demande d'EDF, 67 Français sur 100 étaient d'accord avec le développement de l'énergie nucléaire, 33 seulement s'avouaient inquiets d'un éventuel accident. En juin 1986, les pro-nucléaire n'étaient plus que 53, et les inquiets 56. « On a senti passer Tchernobyl, mais l'impact s'estompera avec le temps », assure tranquillement un homme de l'art, les catastrophes naturelles nous attendent beaucoup !

VERONIQUE MAURUS.

(3) Selon le CEA, l'expérience cumulée sur le réseau de tous les réacteurs nucléaires actifs ou déclassés depuis le démarrage des programmes atteignait à la fin 1985 : 1 141 années/réacteurs aux États-Unis, 692 en Grande-Bretagne, 529 en URSS et 346 en France.

(4) Ces enquêtes ont été menées auprès d'un échantillon représentatif de 2 000 personnes, à l'automne 1985 et en juin 1986.

Les conséquences pour l'URSS...

Le réacteur de Tchernobyl dort maintenant pour des lustres sous un sarcophage de béton. L'Ukraine ne sera pas en mesure de produire plus de 100 mégawatts. Les trois cents personnes ont été gravement irradiées : vingt-neuf sont mortes, onze encore souffrent à l'hôpital, les autres en sanatorium. Mais il faudra sobriété : on ne peut connaître le nombre exact des cancers supplémentaires prévus parmi les 75 millions d'habitants de la région. 2 000 ? 24 000 ? Beaucoup plus ?

Le saure-t-on jamais ? A Kiev, passé le premier élan de solidarité et d'héroïsme, on s'efforce surtout de calmer les esprits. « La catastrophe a provoqué une vague sourde de mécontentement dans une région-clé de l'URSS. On a même parlé d'une tentative d'attentat qui aurait été déjouée », explique M. Irène Gervais Ruffin, de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Autour de la centrale, d'énormes tracts d'insultes ont été distribués par le contingent - les soldats de forçats - pour protéger notamment la nappe phréatique. 1 500 kilomètres carrés restent inutilisés pour des années. 100 000 Ukrainiens ont tout perdu. Evacués de force par l'armée - leurs leurs 60 000 têtes de bétail - ils ont été part bien que mal logés et n'ont touché en guise d'indemnisation que l'équivalent d'un mois de salaire !

Mais la récolte ukrainienne a été sauvée. Grâce aux efforts déployés pour limiter la contamination, grâce aussi à des normes strictes et à une pression sociale moins contraignante qu'ailleurs... Les problèmes des agriculteurs hongrois ou polonais (1), voire les producteurs européens (2) ont été plus tou-

chés que les Soviétiques, bien que la pollution, sur ces aspects, y ait été infiniment moins dangereuse et beaucoup plus sporadique.

La potabilité énergétique de l'URSS sort également pratiquement indemne du désastre. Le réacteur défectueux comptait pour moins de 1 % des capacités électriques du pays. A peine étudié, le nouveau projet des deux superphénix de la centrale ont été remis en route dans des conditions d'exploitation irréalisables (3), ce qui, soit dit en passant, n'a soulevé aucune protestation des « verts » européens... Quant aux autres centrales du même type (6 % de la capacité électrique totale), elles tourneront à plein régime, après quelques améliorations techniques ou demeurant limitées. Non seulement l'Union soviétique n'a pas remis en cause son programme nucléaire, mais tous les pays du COMECON, réunis à Moscou le 26 novembre, ont annoncé leur intention de multiplier par cinq d'ici l'an 2000 leur production d'origine nucléaire... V.M.

(1) La Pologne a perdu 40 à 50 millions de dollars, la Hongrie de 10 à 20 millions, du fait de la baisse de leurs ventes à l'Ouest pendant et après l'embargo d'un mois décidé début mai par la CEE.

(2) Un certain nombre d'agriculteurs européens ont vu leurs productions interdites à la vente ou boycottées par les consommateurs. Citons péle-mêle : les éleveurs de montons gallois, les éleveurs lapins de romans, les pêcheurs du lac de Lugano, les maraîchers allemands, les producteurs de lait allemands et italiens.

(3) Les allemands de la centrale, notamment le bassin de refroidissement, restent très pollués. Les équipes touristes les cinq heures et doivent être changées toutes les trois heures.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale des Télécommunications du Sénégal SONATEL

a décidé d'implanter un Réseau Public de Transmission de Données à Commutation par Paquets au SENEGAL.

Pour la phase initiale de ce réseau, elle lance un appel d'offres international pour la fourniture et l'installation de ces équipements.

Quel que soit leur pays de provenance, les matériels proposés par les soumissionnaires devront respecter les normes définies ou acceptées par l'Union Internationale des Télécommunications.

Les équipements, et les services objet du présent appel d'offres seront regroupés en lots.

Les adjudications seront faites par lot.

LOT 1 : RESEAU

Il comprend de COMMUTEURS, CONCENTRATEURS et d'un CENTRE DE GESTION.

Il comprend de test et de mesure, l'énergie et l'aménagement et de l'environnement font aussi partie de ce lot.

LOT 2 : MODEMS UTILISATEURS

Il comprend deux types :

variante 1 : modems Bande de Base partout où c'est possible.

variante 2 : modems téléphoniques (série V du CCITT).

Chaque variante comprendra les équipements de ligne (amplificateurs, correcteurs, etc.)

La fourniture et l'installation sont demandées pour chaque lot.

Les dossiers d'appel d'offres seront délivrés aux lieux ci-dessous contre paiement par chèque libellé à l'ordre de la SONATEL d'une valeur de 100 000 FCFA, à compter du :

MARDI 13 JANVIER 1987

SONATEL
6, rue Wagane Diouf
DAF Département des marchés et contrats, 3^e étage
BP 89, DAKAR. - Tél. : 23-10-23 ou 21-42-42, SÉNÉGAL, TLX : 1296 SG, FAX : 22 11 82 02

OU
FRANCE CABLES ET RADIO
24, rue des Joûneurs
4^e étage
75002 PARIS. - Tél. : 42-33-44-02, FRANCE, TLX : 214233F, FAX : 42-36-75-20.

Les offres seront déposées devant la commission de réception le **LUNDI 16 AVRIL 1987** à 9 heures à la salle de conférence de la SONATEL, 4^e étage à DAKAR.

Le directeur général de la SONATEL.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE DE SYRIE ORGANISME PUBLIC D'ÉLECTRICITÉ

Direction des Affaires Financières
Département des Marchés Extérieurs

APPEL DIRECT D'OFFRES EXTERNES N° 1625

Concernant l'exécution de travaux relatifs à la réalisation de turbines à gaz et à gaz-oil à Tayem

L'Organisme Public d'Électricité lance un appel d'offres pour la conception, la fourniture, la réalisation et la construction de trois turbines à gaz et à gaz-oil d'une puissance de 30 (± 10 %) MW chacune.

Chaque turbine à gaz sera dotée d'une puissance de 30 MW (± 10 %) pour chacune des installations pour garantir une puissance globale non inférieure à 90 MW (± 30 %).

Les personnes et/ou sociétés intéressées devront soumettre leurs offres selon deux possibilités : Type (A) qui pourra se situer dans le cadre des Travaux Publics et Type (B) hors de ce cadre, dans lequel cas, celles-ci devront fournir le matériel nécessaire à l'exécution des travaux.

Financement - Les personnes ou sociétés intéressées par la présente offre devront soumettre une offre faisant état des possibilités et conditions de financement.

Garantie d'offre : millions de livres syriennes ou une somme équivalente.

Garantie d'exécution : Elle devra être égale à 10 % de la valeur du marché.

Délai d'exécution : Six mois pour la première turbine. Deux mois pour la deuxième turbine, à compter de la réalisation de la première. Quatre mois pour la troisième turbine à compter de la réalisation de la deuxième.

Il sera accordé une priorité aux fournisseurs qui auront lieu dans les meilleurs délais.

Indemnité pour retard - En cas de non-respect du délai d'exécution prévu, conformément aux termes du Cahier des Charges, il sera demandé des indemnités, à condition toutefois que le taux desdites indemnités, qui n'est pas la responsabilité technique, ne représente pas plus de 20 % de la valeur du marché.

Revis - Les personnes ou sociétés intéressées par la présente offre devront s'acquiescer des droits prévus par le Cahier des Charges ci-joint.

Les personnes ou sociétés intéressées peuvent obtenir la présente soumission auprès du Département des Marchés Extérieurs de l'Organisme Public d'Électricité contre règlement de 3 000 livres syriennes pendant les heures de bureau : entre 11 h et 12 h 30.

Les offres devront être adressées à l'Organisme Public d'Électricité avant le fin de la journée de travail du 1-12-1987.

Les offres seront rendues publiques lors de la rencontre publique où les candidats participeront les représentants des sociétés, le lundi 2-2-1987 à 10 h dans les locaux de l'ORGANISME PUBLIC D'ÉLECTRICITÉ à ARNOLD.

Fait à Damas, le 15-12-1986

Directeur général de l'ORGANISME PUBLIC D'ÉLECTRICITÉ.

سكوا من الأصيل

Economie

Marchés financiers

REPÈRES

Inflation

+ 0,1 % en novembre dans la CEE

Les prix ont augmenté de 0,1 % en novembre dans la Communauté européenne et de 2,8 % sur douze mois, annonce l'Office statistique de la Communauté. Après la hausse de 0,2 % enregistrée en octobre, les résultats de novembre confirment le mouvement de désinflation dans l'ensemble du Marché commun, mais aussi de profondes divergences entre les pays. Sur douze mois, les prix ont baissé de 1,2 % en RFA comme au Luxembourg, ils sont restés pratiquement stables aux Pays-Bas (+ 0,1 %) et en Belgique (+ 0,5 %). Dans les autres pays, ils évoluent entre une hausse de 2,1 % en France ou de 3 % en Grande-Bretagne et 10,6 % au Portugal, voire 19,8 % en Grèce.

Travaux publics

Activité soutenue

Le rythme de l'activité dans le secteur des travaux publics demeure soutenu. En octobre 1986, selon la Fédération nationale des travaux publics, 10,3 milliards de francs de travaux ont été réalisés. D'une année sur l'autre, la progression est de 11,2 %. On note une reprise des effectifs au travail. Par rapport au début de l'année, 6 000 postes de travail avaient été créés au début du quatrième trimestre 1986.

CONJONCTURE

Après une forte hausse des prix

M. Balladur saisit la commission sur la concurrence des deux-roues

A la suite des hausses importantes enregistrées dans la réparation des cycles et motos, les services de M. Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, ont décidé de saisir la commission de la concurrence, chargée d'exercer provisoirement les attributions confiées au futur conseil de la concurrence mis en place par l'ordonnance du 1^{er} décembre dernier. « Ces réajustements, précise le communiqué de la Rue de Rivoli, semblent avoir été provoqués par la diffusion de deux circulaires syndicales ».

Les réparateurs n'y sont pas allés de main morte. La Fédération nationale du commerce et de la réparation du cycle et du motocycle reconnaît que de fortes majorations ont été appliquées (30 % environ en moyenne nationale), pouvant aller dans quelques cas jusqu'à 50 %. Elle les juge normales après la longue période de blocage, mais dément catégoriquement que celles-ci soient le fait d'une action concertée comme le suggère la Rue de Rivoli.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

HERVET

Lors du dernier conseil d'administration de la Banque Hervet, le président a commenté les comptes de la banque et du groupe au 30 septembre 1986.

Le résultat brut d'exploitation de la Banque Hervet s'établit à 78 millions de francs à fin septembre 1986, contre 75 millions de francs à fin septembre 1985.

En dépit de la sensibilité de la Banque Hervet à la baisse des taux, il est permis d'attendre pour 1986 un résultat d'exploitation du groupe de même niveau que celui de 1985, soit 170 millions de francs environ.

La filiale spécialisée de crédit bail mobile LOCATERME a réuni son conseil d'administration le 26 novembre 1986 au cours duquel M. Jean Bayard a été désigné comme président-directeur général et M. Jean-Charles Gaudin, administrateur, confirmé comme directeur général.

Le fonctionnement du système monétaire européen

M. Delors presse les Allemands de faire leur «devoir»

Les cambistes continuent d'avoir l'œil sur le deutchmark. La modeste intervention de la Bundesbank, lundi, a continué à stopper la baisse du dollar alors que le franc français restait faible par rapport à la devise allemande. Certains veulent voir dans l'achat, même limité, de dollars par l'Institut d'émission un signe de la volonté de Bonn d'éviter une nouvelle dévaluation du dollar face au mark. Réaction tardive et insuffisante, estime-t-on dans les milieux européens. Les optimistes s'accrochent pourtant pas que, au lendemain

M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, déplore le mauvais fonctionnement du système monétaire européen (SME). Il reproche aux Allemands de ne rien faire, ou de trop peu faire, pour freiner la hausse du deutchmark. « L'esprit du SME voudrait que le pays dont la monnaie diverge intervienne avec les autres pour découper la spéculation et maintenir les parités. Chacun doit faire son devoir. Il n'y a aucune raison objective de changer de parités », conclut-il.

En s'exprimant ainsi, M. Delors se fait l'écho des préoccupations des administrations nationales et des banquiers centraux. « L'esprit de Glasgow est mort », nous dit-il tout, cite M. Delors, qui ajoute : « Le devoir du président de la Commission est de rappeler à chacun ses obligations ».

En septembre dernier, au château de Glenglogie en Écosse, les ministres des Douze avaient décidé de résister ensemble aux effets déstabilisateurs de la chute du dollar. Contraint ainsi l'offensive engagée par les États-Unis, principalement contre la RFA, ils avaient souligné qu'à leur avis l'économie déficitaire du commerce extérieur américain ne pouvait être imputée à une croissance insuffisante en Europe ou au Japon, mais était dû pour l'essentiel à des raisons internes aux États-Unis et principalement à la persistance du déficit budgétaire.

La «manne» pétrolière en 1986
61,5 milliards de francs pour les ménages et les entreprises

La «manne» pétrolière n'est pas une fiction. L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie a chiffré. Pour l'ensemble de l'année 1986, la chute des prix pétroliers a rapporté aux ménages 38,5 milliards de francs environ, et aux entreprises (y compris agricoles) 23 milliards de francs, estime-t-elle dans son dernier bulletin d'information.

L'économie la plus importante a porté sur les carburants, dont les prix ont baissé en un an de 15 % environ, soit 80 centimes par litre pour l'essence, et 1 F pour le gazole. A consommation inchangée, les ménages ont donc économisé 20 milliards de francs, les usagers professionnels 12 milliards.

Sur le fuel domestique, dont le prix est passé de 3 F à 1,91 F par litre, l'économie a atteint 17 milliards de francs pour les ménages et 5 milliards pour les entreprises et l'agriculture.

des élections du 25 janvier en RFA, le gouvernement négocie une stabilisation de dollar contre l'assurance de mesures de soutien de la croissance contre-Rhén, grâce notamment à l'arme fiscale. Les dernières prévisions de l'Institut de recherche économique de Hambourg confirment les attentes. Une croissance encore modeste cette année, 2,5 % sur fond d'inflation pratiquement inchangée, entre 0,5 % et 1 % et d'un très fort excédent commercial d'environ 110 milliards de marks.

Confirmant les engagements résultant du SME, tous avaient été d'accord pour intervenir de concert afin d'éviter que les soubresauts du dollar ne provoquent artificiellement des tensions trop vives entre les monnaies des pays de la CEE. Les Allemands n'avaient pu qu'appliquer la position ainsi prise puisqu'elle leur donnait des arguments pour refuser la baisse de leurs taux qui réclamait Washington. Il leur est reproché maintenant de ne pas avoir révisé, notamment, le franc français, le couronne danoise et le lire italienne.

En ce début d'année, ce n'est pas le seul dossier européen où les Allemands se trouvent sur la sellette. Chacun se demande à Bruxelles comment ils vont réagir devant les perspectives de plus en plus proches d'un conflit commercial avec les États-Unis. A cet égard le premier test pour évaluer la détermination des pays membres, et la leur en particulier, devrait avoir lieu jeudi lors de la réunion de rentrée du comité des représentants permanents des Douze. La Commission, qui actuellement fait ses calculs, doit leur soumettre alors des propositions sur l'ampleur du relèvement des droits applicables aux importations de produits de viande, de bœuf et de porc en provenance des États-Unis. Il s'agit là de contro-versées liées à mesure en œuvre, dans le cas où les négociations transatlantiques sur les facilités d'accès à accorder aux exportateurs américains de maïs pour compenser le préjudice qu'ils subissent du fait de l'élargissement de l'Espagne à la CEE ayant échoué, les États-Unis frapperaient de surtaxes les exportations européennes de fromages, de cognac et de vin. Au moment de préciser ces contro-versées, sur le principe desquelles les Douze sont d'accord, les Allemands se vont-ils pas chercher à se débiter ? On redoute à Paris qu'ils n'aient pas une «explication difficile» à Bonn.

L'issue de la partie de bras de fer transatlantique qui est en cours paraît incertaine. Personne ne semble croire que les États-Unis se satisferont d'un accord proche de l'offre qui leur a été faite en décembre par la Commission européenne (1,6 million de tonnes de maïs à prélevement réduit par an pendant quatre ans). Face à cette intransigeance la Communauté se contentera-t-elle, comme le craint un haut fonctionnaire parisien, de «faire du volume» ? M. Delors maintient une ligne ferme : «L'Europe se contraindra aussi dans le refus de l'unilatéralisme américain, dans le refus de la domination».

Le plan Séguin a été publié au Journal officiel. Premier mise en application du plan gouvernemental de «renforcement» de l'assurance-maladie citée plan Séguin : une série de décrets ont été publiés au Journal officiel du 1^{er} janvier. Ainsi sont publiés la liste des trente maladies longues et coûteuses pour lesquelles traitement et hospitalisation sont remboursés à 100 %, la limitation au 1^{er} juillet 1987 des autorisations d'opérations («vingt-cinq» et «vingt-six» maladies), la suppression du remboursement à 100 % des médicaments destinés au traitement des affections sans caractère habituel du gravité, et des frais médicaux en général en cas d'arrêt de travail de plus de trois mois, enfin le nouveau mode de calcul des indemnités journalières en cas de maladie (sur la base du salaire des trois derniers mois et non plus du dernier mois).

Retour de la plénière de la Sécurité sociale. Le montant du plafond de la Sécurité sociale, qui sert pour déterminer certaines cotisations et prestations, notamment en matière de vieillesse, est porté à 9 630 F par mois au 1^{er} janvier 1987, soit une augmentation de 1,58 %, et à 9 840 F au 1^{er} juillet 1987, soit une nouvelle augmentation de 2,18 %, par un décret publié au Journal officiel du 1^{er} janvier.

Sur l'évolution de l'année, l'augmentation sera de 3,3 %, donc supérieure à l'évolution des prix attendus.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISE ? Dans le stock, au par la reprise de la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

PARIS, 5 janvier ↑

Forte reprise

En net repli durant la dernière semaine de l'année, la Bourse de Paris s'est très fortement redressée lundi. Dès la matinée, le marché avait manifesté de bonnes dispositions. A l'issue de la session préliminaire, son niveau était supérieur de 8,8 %.

Reprise technique ? Tout porte à le croire. L'hypermotivité est possible après 4 % de hausses. Les professionnels connaissent du moins cette explication. Mais le marché a, semble-t-il, été sensible à la volonté manifestée par le gouvernement de ne pas céder sur le front des aides pour mettre fin à la grève des transports. Le conflit a été très rapidement, loin s'en faut, mais la timide amélioration aperçue sur fond de confusion a tout de même un peu rassuré aussi. L'encouragement est également venu de New-York, avec la très vive remontée des cours vendredi à Wall Street.

Reste que la Bourse a toujours entonné dans le pied la défensive épine du marché obligataire. Avec la décision de la Banque de France de relever de 3/4 % à 8 3/4 % ses primes en pension à sept jours, la baisse était de nouveau au rendez-vous au premier étage. Le taux de rendement à long terme est passé à 9,35 %. Le MATIF n'était pas plus brillant, et les spécialistes se montraient assez pessimistes.

CHANGES
Poussé sur le mark : 3,3120 F ↑
Le deutchmark s'est montré particulièrement vigoureux, le mardi 6 janvier, au sein du système monétaire européen, dopé par les rumeurs de réaménagement. La Banque de France a dû intervenir très vigoureusement pour empêcher le cours de la devise allemande de dépasser 3,3120 F, triplé par les banques centrales de Belgique, du Danemark et d'Israël. Le dollar a été stable à 6,57 F environ.

FRANCOFORT 5 jan. 6 jan.
Dollar (en DM) .. 1,92 1,928
TOKYO 5 jan. 6 jan.
Dollar (en yen) .. 158 158,20

MARCHÉ MONÉTAIRE (affaires privées)
Paris (6 jan.) .. 9 %
New-York (5 jan.) .. 6 1/2 %

NEW-YORK, 6 janvier ↑

Records battus

Le scénario était ouvert en fin de Wall Street. Dès un bon indice forme vendredi pour la première séance de l'année, le marché américain a passé lundi, le vendredi espéré, et s'est très fortement redressé. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de reprise s'est accéléré au fil des cotations, tant et si bien qu'à 11 heures l'indice Dow Jones des industrielles s'était redressé de 1,8 % (1 925,57 le 2 décembre) pour s'établir au niveau précédent de 1 971,51. Un second record battit un autre record avec une progression de 44,01 points, la plus forte jamais enregistrée sur une seule séance (depuis le mardi 1^{er} janvier 1933).

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ces résultats. Sur 2 000 valeurs traitées, 1 604 ont monté, 165 seulement ont baissé et 234 n'ont pas varié. Si le mouvement n'a pas été général, il s'en est fallu de peu. Le marché du marché obligataire a été légèrement coté à la baisse. Mais les professionnels restent assez optimistes sur le compte des investisseurs, qui, malgré de la hausse la semaine dernière pour cause de vacances, n'ont pas voulu voter un nouveau train de hausse.

Autour de Big Board, le sentiment était excellent, et beaucoup annonçaient que le cap des 2 000 points à l'indice Dow Jones serait bientôt franchi. L'activité a porté sur 181,25 millions de titres, contre 91,86 millions vendredi.

INDICES BOURSIERS
PARIS
(INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)
2 jan. 5 jan.
Valeurs françaises .. 97,1 99,5
Valeurs étrangères .. 100,6 100,6

NEW-YORK
(indice Dow Jones)
2 jan. 5 jan.
Industrielles .. 1 971,51 1 971,51
(indice Standard & Poor's)
2 jan. 5 jan.
Industrielles .. 1 328,2 1 328,2
Mines d'or .. 394,1 398,9
Fonds d'Etat .. 84,76 84,66

TOKYO
5 jan. 6 jan.
Nikkei .. 18 528,9 18 528,9
Indice général .. 1 579,31 1 579,31

MATIF
Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 janvier
Nombre de contrats : 14 393

AUTOUR DE LA CORBEILLE
LOUIS VUITTON FRENCH DEFINITIVELY LE CONTROLE DE VUEVE CLICQUOT. La société Louis Vuitton a pris une participation de 95 % dans le groupe de champagne Veuve Clicquot, à l'issue de l'offre publique d'achat (OPA) de 45 millions de francs lancée par l'entreprise. 629 800 actions Veuve Clicquot ont été offertes à Vuitton, ce qui représente un total de 155 000 actions (45 %) détenues par le bagaglio. Le coût en espèces pour Vuitton s'est élevé à 230 millions de francs, 75 % des actions de Veuve Clicquot ayant été achetées à la ferme de l'obligation convertible Vuitton d'un montant de 5 000 F accolés au versement de 500 F.

SUSPENSION DES COTATIONS DU CERTIFICAT D'INVESTISSEMENT PARIBAS. La cotation des certificats d'investissement privilégiés de la Compagnie française de Paribas a été suspendue le mardi 5 janvier à la Bourse de Paris, en raison de la prochaine mise en œuvre des opérations de privatisation. Le CIP valait 864 F le 2 janvier, lors de sa dernière cotation. A la mi-décembre, il s'élevait autour de 940 F.

L'EUROPE DES VILLES RÊVÉES
Une collection de guides intimes sur les villes les plus romantiques d'Europe. L'imagination, d'un écrivain (Michel Butor, Julien Green...) et la précision d'un guide détaillé. 2 coffrets de 8 guides à réserver dès maintenant chez votre libraire (prix de lancement du coffret 250 F).

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

سكوا من الأصل

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 5 JANVIER Cours relevés à 17 h 34

Main table containing 'Règlement mensuel' and 'VALEURS' columns with various stock prices and market data.

Comptant (sélection)

Table with columns for 'VALEURS', 'Cours préc.', and 'Dernier cours' for various commodities and currencies.

Second marché (sélection)

Table with columns for 'VALEURS', 'Cours préc.', and 'Dernier cours' for various international securities.

SICAV (sélection) 5/1

Table with columns for 'VALEURS', 'Enclenchement', 'Rachet', and 'Cours' for various investment funds.

Droits et bons Cote des changes Marché libre de l'or

Table with columns for 'VALEURS', 'Cours préc.', 'Dernier cours', and 'COURS' for various exchange rates and gold prices.

La gestion en direct de votre portefeuille personnel. 36,75 Taxes LÉRONDE pour BOURSE.

er

de se

inter

de se

ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES. 3 États-Unis: le projet de budget de M. Reagan jugé inapplicable par les démocrates. 7 La cérémonie des vœux à l'Élysée. 9 La Carrefour du développement. 12 L'exposition Van Gogh au Metropolitan Museum de New-York. 31-32 L'élargissement des conflits sociaux dans le secteur public.

La situation sociale en France

Des mouvements de grève diversement suivis

At vingtième jour de la grève des cheminots, la direction de la SNCF indiquait le mardi 6 janvier au matin qu'elle assurait 40 % du trafic des trains rapides et express sur les grandes lignes. Pour le TGV, le trafic était évalué à 90 % (avec une réduction de la circulation au sud de Lyon). Des grévistes ont bloqué dans la matinée pendant 30 minutes à Verson le TGV Rouen-Lyon.

Saint-Etienne. Selon le ministère de la défense, on recensait entre 15 % et 20 % de grévistes à Indret et entre 25 % et 30 % à Saint-Etienne. Les fédérations FO, CFTD et CFTC ont appelé ensemble à un « premier arrêt de travail de vingt-quatre heures » le 8 janvier. A la régie Rensault, la CGT avait appelé à des actions sous diverses formes le 6 janvier, au moment où la direction devait fixer avec les syndicats le calendrier des négociations salariales pour 1987.

Le trafic maritime et portuaire reprendrait progressivement le mardi 6 janvier, en dépit de la grève des dockers. Dans les ports normands - où accostent notamment les ferries pour la Grande-Bretagne - les rotations s'effectueraient normalement. A Marseille aussi, le trafic se normalise peu à peu. En revanche, la poursuite de la grève continue à perturber le trafic sur tous les ports du Sud-Ouest atlantique (La Rochelle, Bordeaux et Bayonne), où les marins ont partout voté la poursuite de la grève pour une durée illimitée tant que les négociations sur le paiement des jours de grève n'auront pas abouti.

La direction et les syndicats n'étaient pas parvenus, dans l'après-midi du 5 janvier, à progresser sur la question des augmentations salariales en 1987. Tour à tour, les représentants de la CGT, de la CFTD et de Syndicat autonome traction avaient claqué la porte de la salle des négociations. M. Jacques Delallé, secrétaire de la CGT-RATP, a résumé le point de vue des protestataires en ces termes: « La direction n'a fait aucune proposition nouvelle, elle reste dans le carcan des directives gouvernementales. » Effectivement, M. Michel Rousselot, directeur général, est resté ferme sur ses propositions d'augmentations salariales de 2,9 %. Il poursuit le dialogue avec FO, la CFTC et la CGC, qui ont demandé que 0,5 % intervienne le 1er janvier et 1,1 % au 1er juin.

Sur le vif - Voie de garage

Où il l'a ! Vous avez vu mon Jacquot, hier, à la télé ? Cette furie rentrée, ces menaces à peine feutrées, il est colère, hein ! Il en a après son Mimi, c'est clair. Ça, le coup du bouquet offert par les cheminots à Brigançon, il l'a pas avéré. Cette idée, aussi, d'accepter des fleurs de n'importe qui ! Ou'est-ce que c'est que ces manières ? Ils étaient marrants tous les deux, côte à côte, pour la cérémonie des vœux à l'Élysée. Le grand et le petit. L'un furax, bras haut croisés, profil fermé. L'autre patelin, roublard, lâchant un peu de lest, pas trop, juste ce qu'il faut. Moi, je me suis dit : ça va péter, c'est pas possible. Faudrait pas qu'il pousse, mon Mimi, parce qu'à la première occasion il part en claquant la porte, Chirac. C'est un emporté, c'est un impulsif et c'est un habitué. Répétez-vous avec Valéry, ça n'a pas traîné. En plus là, maintenant que sa note dégringole et qu'il est dans la crette, on voit pas pourquoi il continuerait à se laisser marcher sur les pieds. Je lui ai demandé, moi, ce matin après la conférence, son chef de service politique, je lui ai dit : - Qu'est-ce que t'en penses, la cohabitation, ça peut durer encore combien de temps ?

Après les vœux du président de la République - M. Bérégovoy : un avertissement au gouvernement

M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre de l'économie et des finances, a estimé, le lundi 5 janvier, que la déclaration de M. Mitterrand sur la nécessité de la lutte contre l'inflation dans la justice sociale est « un avertissement au gouvernement, car il n'y a pas de lutte contre l'inflation réussie si l'équité sociale n'est pas respectée ». M. Bérégovoy a rappelé qu'on « ne peut pas toujours demander des efforts aux mêmes » et souligné que M. Valéry Giscard d'Estaing a dit au « Grand Jury RTL-Monde » des choses fort intelligentes « sur le conflit de la SNCF: « Tout se passe, a ajouté M. Bérégovoy, comme si le gouvernement voulait politiser le conflit pour acculer les cheminots à la reprise du travail dans de mauvaises conditions ».

Le député de la Nièvre a encore jugé que M. Chirac « confond l'autorité et l'autoritarisme », ce qui est « le signe d'un gouvernement faible ». Les nombreuses réunions interministérielles montrant, selon lui, qu'« il n'y a pas de patron ». De son côté, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a dénoncé « l'injustice, l'incompétence et le désordre » qui, selon lui, caractérisent l'action du gouvernement et souligné que pendant neuf mois « les salariés (...) sont restés à quel point que, dans le même temps, le gouvernement donnait le départ à des trains de luxe pour certaines catégories de privilégiés ». M. Queyranne a jugé qu'il est « grand temps d'arriver à une solution honorable » dans un conflit qui a déjà « trop duré ». Selon lui, le PCF, dans cette affaire, donne l'impression de s'en tenir à une ligne « luter pour luter », tandis que le PS dit : « Les revendications sont justifiées, mais il faut le dialogue social ».

TCHAD - Un Mig-23 libyen abattu à Fada - Paris envisage une riposte limitée

Le gouvernement français affirme avoir pas l'intention de déclencher une riposte « à chaud » après le raid aérien lancé, dimanche, par l'aviation libyenne, au sud du 16e parallèle. Une certaine volonté de minimiser l'importance de l'incursion des Mig-23 et de Tupolev-22 libyens dans une zone sous contrôle de l'armée française est affichée dans les milieux gouvernementaux, où l'on estime qu'il s'agit d'un « cas limite » justifiant cependant automatiquement une riposte. On parle ainsi de la nécessité de passer la « réaction appropriée », du souci de ne pas entrer dans une « escalade du conflit », et de tenir compte de « toutes les informations recueillies sur place ». Il semble urgent d'attendre pour ne pas commettre des « erreurs » lourdes de conséquences, même si on insiste sur le fait que le colonel Kadafi « est sorti des rails » et que la France se doit de réagir. Cet état d'esprit se manifeste dans la déclaration du porte-parole du premier ministre, M. Denis Baudouin, qui, lundi 5 janvier, a déclaré: « S'il y a une riposte française au Tchad, ce sera un objectif limité, et elle sera extrêmement limitée. » Certes, le gouvernement français a des engagements, il les tiendra donc, tout cela, a précisé M. Baudouin, relevant d'une « concertation très étroite avec le président de la République et le premier ministre ».

Manifester à N'Djamena. A N'Djamena, où les autorités ont levé les mesures de censure préalable à l'encontre de la presse, tout en accordant des visas pour le Tchad à un nombre - limité - de journalistes, une manifestation de toute la population de la capitale a été organisée mardi pour dénoncer l'occupation libyenne dans le nord du Tchad. Selon le ministre tchadien de l'information, M. Moumine Togo Hamidi, la Libye a notablement augmenté le nombre de ses avions de combat depuis quarante-huit heures, sur les bases d'Ouaddi-Doua, Amozon et Maitin-Assara, en Libye. Cette affirmation est confirmée de source française. On estime que 8 000 soldats libyens seraient actuellement présents dans le nord du Tchad, 2 000 se trouvant à Amozon, 2 000 à Faya-Largeau, 3 000 autres étant répartis en quatre groupes mobiles équipés de près de 300 véhicules blindés. Un peu plus d'un millier de Libyens se trouvaient à Fada, avant que cette localité soit reprise par les FANT. Sur le plan diplomatique, N'Djamena a fait état de son scepticisme à propos de la mission de médiation de M. Ide Oumarou, secrétaire général de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), qui est arrivé, lundi, dans la capitale tchadienne, après avoir effectué un bref séjour à Tripoli, où, selon certaines sources, il n'a pas été reçu par le colonel Kadafi.

LIBAN - Affrontements entre milices à Beyrouth - Des émissaires du président Gemayel à Damas

Beyrouth. - La capitale libanaise a de nouveau été, ce mardi 6 janvier, le théâtre de combats opposant, cette fois, deux milices en principe alliées, celle du Parti social national syrien (formation libanaise laïque, proche de Damas) et celle du Parti socialiste progressiste, à majorité druze (PSP). Les accrochages à la roquette et à la mitrailleuse se sont déroulés essentiellement dans le quartier de Ras Beyrouth, à la périphérie ouest de la ville (un secteur musulman). Leur origine est encore quelque peu mystérieuse. Les affrontements ont, semble-t-il, éclaté après que deux hommes du PSP eurent été tués samedi soir lors d'une embuscade à l'entrée sud de Beyrouth, incident qui avait conduit à la fermeture de la route côtière reliant la capitale au sud du pays. D'autres part, les corps de deux soldats syriens tués par balles lundi soir ont été découverts mardi matin dans le secteur musulman de la capitale. Ces hommes faisaient partie de la centaine de soldats syriens dépêchés par Damas en juillet dernier pour assurer la sécurité à Beyrouth-Ouest.

Enfin, le directeur chrétien d'une importante firme de conseil en construction mécanique, M. Saba Saoud Abdo (cinquante-six ans), a été enlevé lundi, toujours dans le secteur musulman de la capitale libanaise. C'est sur ce fond de tensions accrues, de conflits exacerbés entre factions libanaises et après plus de trois mois de « guerre des camps » palestiniens que l'on repare de la possibilité d'un prochain sommet entre le chef de l'Etat syrien, M. Hafez El Assad, et le président libanais, M. Amine Gemayel. Les deux hommes n'ont eu aucun contact depuis un an, date à laquelle M. Gemayel a rejeté un accord de paix conclu, sous les auspices de Damas, entre les milices (chrétienne, druze et chiite). Pour la première fois depuis cette rupture, des émissaires officiels du président Gemayel se sont rendus lundi à Damas afin de discuter des perspectives d'un sommet syro-libanais. Dans la soirée, le premier ministre, M. Rachid Karamé, a estimé que les conditions pour une telle rencontre « dans un avenir pas trop lointain » semblaient réunies.

BOURSE DE PARIS - Matinée du 6 janvier

Nouvelle flambée de hausse. Une nouvelle flambée de hausse s'est produite, mardi matin, rue Vivienne, au cours de la session préliminaire. En progrès de 1,18 % à l'ouverture, l'indicateur instantané enregistré en clôture une avance de 1,86 %. Aucune baisse n'a été relevée. Parmi les valeurs les plus favorisées (entre + 2 % et + 4,3 %), citons: Pernod-Richard, Moët, Midis, Bongrain, Générale des eaux, Peugeot, Michelin, Chargeurs, Vales, Navigation mixte.

Table with 4 columns: Valeurs françaises, Cours précédent, Premier cours, Dernier cours. Includes entries for Agence France, Air France, Bompas, etc.

L'ARCHITECTURE RURALE FRANÇAISE ILE DE FRANCE-ORLÉANAIS 23 x 30 cm - 256 p. - 340 F Un outil précieux un livre de référence Editions Berger-Levrault

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM. Le numéro du « Monde » daté 6 janvier 1987 a été tiré à 526 023 exemplaires.

Manifester à N'Djamena. A N'Djamena, où les autorités ont levé les mesures de censure préalable à l'encontre de la presse, tout en accordant des visas pour le Tchad à un nombre - limité - de journalistes, une manifestation de toute la population de la capitale a été organisée mardi pour dénoncer l'occupation libyenne dans le nord du Tchad.

REPUBLICQUE SUD-AFRICAINE: sept morts au cours du week-end. Sept personnes ont été tuées au cours du dernier week-end en Afrique du Sud, dont quatre dans des affrontements entre deux factions de Zouloù, dans le ghetto noir de Dududu, à Umtombane (province du Natal). D'autre part, un homme noir, non identifié, a été brûlé vif, le samedi 3 janvier, par un groupe d'une centaine de personnes à Soweto, et une fillette de sept ans a également été tuée, dimanche, dans la cité noire de Sebokeng, à 70 kilomètres au sud de Johannesburg.

MARCEL LASSANCE SOLDES du 7 Janvier au 24 Janvier 1987 17, rue du Vieux-Colombier Paris (6e) Galerie Point Show 66, Champs-Élysées

INCREDIBLE! 650 F.* PARIS LONDRES A/R Filez à l'Anglaise avec British Airways. Réservation: 47.78.14 ou chez votre agent de voyages. *Tarif soumis à des conditions particulières.

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.